



RAPPORT STATISTIQUE

**SUR L'AIDE
INTERNATIONALE**

2020-2021

Description de la photo : Une petite fille apprend à compter sur ses doigts. École primaire publique (Ampandrianakilandy).

Crédit : UNICEF Madagascar/2014/Ramasomanana

En savoir plus : <https://www.globalpartnership.org/fr/where-we-work/madagascar>

This document is also available in English under the title: *Statistical Report on International Assistance – Fiscal Year 2020-2021*

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d’Affaires mondiales Canada.

Affaires mondiales Canada

125, promenade Sussex
Ottawa ON K1A 0G2
Canada

Téléphone :

1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l’extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un télécriteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l’Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.gc.ca

Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté la reine du chef du Canada, représentée par le ministre du développement international, 2022.

N° de cat. CD2-4F-PDF

ISBN 2293-4669 (PDF)

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION

À propos de ce rapport	1
Portée des statistiques sur l’aide internationale	2
Aide internationale du Canada, par ministère ou source	3
Le Canada adopte une démarche pangouvernementale pour obtenir des résultats efficaces grâce à l’aide internationale	4
Répartition géographique de l’aide internationale du Canada	5
Intervenir rapidement et efficacement en cas de crises humanitaires internationales	7
Soutien public total au développement durable : une nouvelle mesure statistique pour l’ère des objectifs de développement durable	8
Pleins feux sur les données de développement : COVID-19	9

2. TABLEAUX STATISTIQUES

[Section A] Aide internationale du Canada	
A Aide internationale selon la source publique et le mécanisme	10
[Section B] Aide internationale du Canada selon le secteur	11
B1 Aide internationale selon le secteur	12
B2 Aide humanitaire selon le pays ou l’organisation	17
[Section C] Aide internationale du Canada selon l’organisation bénéficiaire	
C1 Sommaire de l’aide internationale d’Affaires mondiales Canada selon le type d’organisation	19
C2 Aide internationale selon l’organisation multilatérale	20

[Section D] Aide internationale du Canada selon le bénéficiaire

Aide Internationale du Canada par pays	22
D1 Aide internationale selon le mécanisme et le continent	23
D1.1 Aide internationale totale selon le bénéficiaire et le type d’aide	25
Aide Internationale bilatérale du Canada par pays	28
D2 Aide internationale bilatérale	29
Aide Internationale multilatérale du Canada par pays	33
D3 Aide internationale multilatérale	34

3. ANNEXES

Annexe 1 – Remboursement de contributions remboursables et de prêts	37
Annexe 2 – Autre aide bilatérale officielle selon le bénéficiaire	38
Annexe 3 – Sigles et acronymes	40
Annexe 4 – Glossaire	41

À PROPOS DE CE RAPPORT

Conformément à la [Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle](#) (LRADO ou « la Loi »), le ministre du Développement international doit publier, au nom du gouvernement du Canada, ces rapports clés dans l'année suivant la fin de chaque exercice :

- le *Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada*, qui est déposé au Parlement
- le *Rapport statistique sur l'aide internationale*

Le *Rapport statistique sur l'aide internationale* est préparé chaque année en vue d'améliorer l'efficacité et la transparence de l'aide internationale du Canada. Le présent rapport porte sur la période allant du 1^{er} avril 2020 au 31 mars 2021 (exercice de 2020 à 2021). Il vient mettre la touche finale au *Rapport au Parlement sur l'aide au développement officielle du gouvernement du Canada 2020-2021*. Constituant l'un des deux rapports annuels exigés par la Loi, ce rapport rassemble en une seule et même source les statistiques sur les dépenses d'aide internationale, dont l'aide au développement officielle (ADO) et d'autres formes d'aide officielle de tout le Canada.

COMPRENDRE CE RAPPORT

Dans ce rapport, les renseignements sont présentés en fonction des dépenses et selon des normes internationales qui facilitent la comparaison avec l'aide au développement officielle du Canada au fil du temps et avec les rapports d'autres donateurs d'aide internationale. Les dépenses sont comptabilisées une fois que le paiement est inscrit dans les systèmes comptables, étant entendu que les organisations qui reçoivent des fonds du Canada utiliseront ces fonds tout au long du projet. Les remboursements de prêts consentis antérieurement aux pays en développement sont indiqués à titre indicatif (voir annexe 1). Certains coûts (p. ex., les coûts de réinstallation des réfugiés) sont calculés en fonction de normes convenues à l'échelle internationale. Ces normes sont révisées périodiquement au sein de tribunes comme le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD de l'OCDE).

TRANSPARENCE ET RESPONSABILISATION

Le gouvernement du Canada veille à ce que l'information sur son financement de l'aide internationale soit ouverte et transparente.

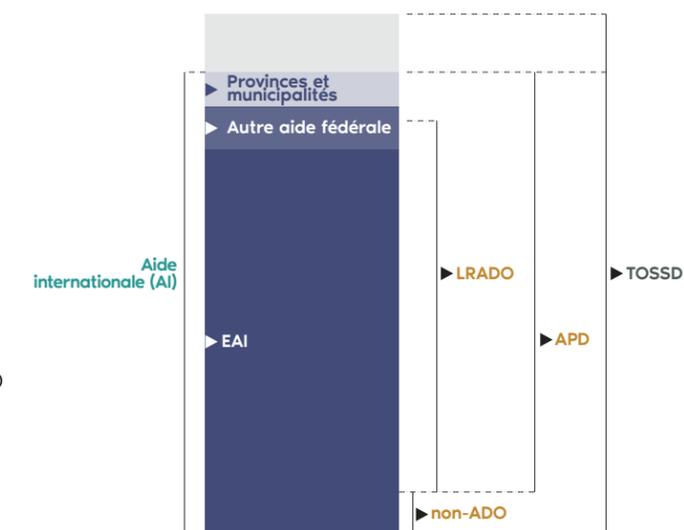
Les rapports préparés conformément à la LRADO peuvent être consultés sur la page Web de la [Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle](#). Afin d'accroître davantage l'efficacité et la transparence de l'aide internationale du Canada, Affaires mondiales Canada fournit aussi des liens vers les données statistiques sur le développement international du Canada à partir du [portail des données ouvertes](#).

En outre, Affaires mondiales Canada fournit de l'information détaillée sur ses projets d'aide internationale dans l'outil interactif [Banque de projets](#). Cette information est aussi publiée quotidiennement, conformément à la norme de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), dont le Canada est membre.

Le ministère des Finances Canada et le Centre de recherches pour le développement international publient également des données conformes à la norme de l'IITA.

PORTÉE DES STATISTIQUES SUR L'AIDE INTERNATIONALE

Le soutien public total au développement durable (TOSSD) est défini comme tous les flux de ressources bénéficiant d'un soutien officiel visant à promouvoir le développement durable dans les pays en développement, ainsi qu'à soutenir les facteurs de développement ou à relever les défis mondiaux. À ce titre, il comprend presque toute l'aide internationale rapportée. Le TOSSD comprend des ressources privées mobilisées par le secteur public (p. ex., par l'entremise de partenariats public-privé).



L'aide internationale (AI) comprend toutes les ressources financières et les activités menées par les gouvernements du Canada (fédéral, provinciaux ou municipaux) pour soutenir le développement économique, environnemental, social et politique d'autres pays (principalement de pays en développement).

L'enveloppe de l'aide internationale (EAI) est une réserve de ressources pangouvernementale dédiée à l'aide internationale. L'enveloppe de l'aide internationale finance la majeure partie de l'aide internationale canadienne. La plupart des activités financées par l'EAI sont considérées comme de l'aide au développement officielle (ADO) et sont conformes aux exigences de la LRADO.

Les activités non admissibles à l'ADO financées par l'Enveloppe de l'aide internationale comprennent notamment les initiatives de sécurité, de prévention des conflits, de stabilisation ou de consolidation de la paix qui ne répondent pas aux critères d'admissibilité à l'ADO en raison de l'admissibilité du pays ou du type d'activité.

En 2020-2021, l'EAI a financé 91 % de l'aide internationale du Canada.

L'aide publique au développement (APD) représente la plus grande partie de l'aide internationale du Canada. Le Canada reconnaît deux définitions de l'APD :

1. Le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques définit l'APD comme les flux financiers acheminés aux pays et territoires figurant sur la Liste des bénéficiaires de l'APD et à des institutions multilatérales. Le financement doit être accordé par des organismes publics, notamment des gouvernements nationaux et des administrations locales, ou par des organismes agissant pour leur compte. Chaque transaction administrée a pour objectif principal la promotion du développement économique et du bien-être des pays en développement, ou est de nature concessionnelle.
2. La définition de l'ADO contenue dans la LRADO est employée dans les publications du gouvernement du Canada. Les dépenses engagées en vertu de la LRADO sont compatibles avec la définition de l'OCDE-CAD susmentionnée, mais doivent en outre répondre aux trois critères énoncés au chapitre 4.1 de la Loi : a) contribuer à la réduction de la pauvreté, b) tenir compte des points de vue des pauvres, et c) être compatibles avec les normes internationales en matière de droits de la personne. L'aide internationale fournie afin d'atténuer les effets d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine est comptabilisée au titre de l'ADO en vertu de la Loi.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA

PAR MINISTÈRE OU SOURCE

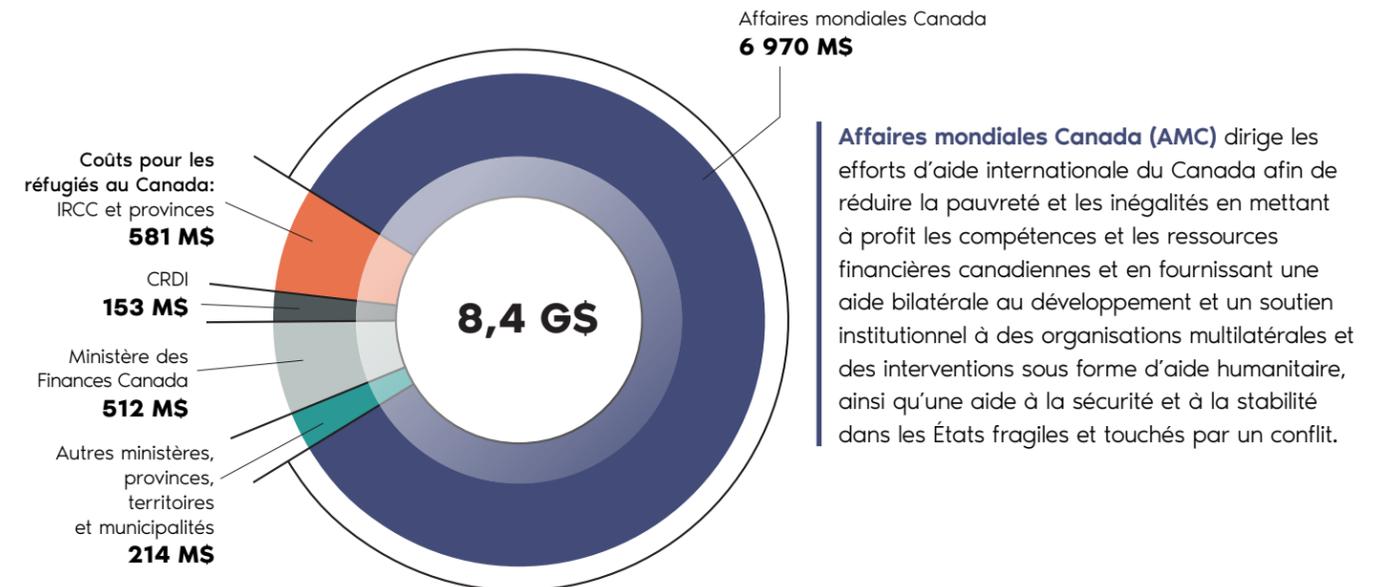
CHIFFRES EN MILLIONS DE DOLLARS

MINISTÈRE/SOURCE	AIDE INTERNATIONALE	DONT		
		PRO-GRAMMES FINANCÉS PAR L'ÉAI	ADO : LRADO	APD DE L'OCDE*
MINISTÈRES FAISANT RAPPORT EN VERTU DE LA LRADO				
Affaires mondiales Canada	6 970,27	6 954,15	6 846,08	6 846,08
Ministère des Finances Canada	511,50	511,50	503,95	503,95
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada **	354,49	-	354,49	354,49
Centre de recherches pour le développement international	152,74	152,74	150,79	150,79
Environnement et Changement climatique Canada	17,17	9,46	15,30	15,30
Gendarmerie royale du Canada	14,14	14,14	14,14	14,14
Agence du revenu du Canada	7,29	5,25	7,29	7,29
Ministère de la Défense nationale	7,02	-	7,02	7,02
Ressources naturelles Canada	2,32	2,32	2,32	2,32
Emploi et Développement social Canada – Programme du travail	1,75	-	1,75	1,75
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	0,90	-	0,90	0,90
Parcs Canada	0,83	-	0,83	0,83
Agence canadienne d'inspection des aliments	0,57	-	0,57	0,57
Postes Canada – Union postale universelle	0,55	-	0,55	0,55
Statistique Canada	0,13	-	0,13	0,13
Agence spatiale canadienne	0,09	-	0,09	0,09
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,06	-	0,06	0,06
Service correctionnel Canada	0,04	-	0,04	0,04
Musée canadien de la nature	0,02	-	0,02	0,02
Services reçus à titre gracieux par Affaires mondiales Canada	25,07	11,28	25,07	25,07
Total partiel - Ministères faisant rapport en vertu de la LRADO	8 066,94	7 660,85	7 931,38	7 931,38
Pourcentage de l'aide internationale		95 %	98 %	98 %
AUTRES MINISTÈRES OU SOURCES				
Coûts pour les réfugiés au Canada (1re année) – gouvernements provinciaux	229,88	-	-	229,88
FinDev Canada	100,00	-	-	100,00
Provinces, territoires et municipalités	32,96	-	-	32,96
Total partiel - Autres ministères ou sources	362,84	-	-	362,84
TOTAL	8 429,78	7 660,85	7 931,38	8 294,22
Pourcentage de l'aide internationale		91 %	94 %	98 %

* Les chiffres de la colonne « APD de l'OCDE » sont présentés en fonction de l'exercice, en dollars canadiens, afin de pouvoir comparer les rapports établis en vertu de la LRADO avec les données déclarées au CAD de l'OCDE. Dans les rapports qu'il présente au CAD de l'OCDE, le Canada déclare ses chiffres en fonction de l'année civile en dollars américains. Ils figurent dans ce tableau à titre indicatif seulement. La LRADO prévoit que les ministères doivent faire état de leurs décaissements bruts, tandis que le CAD de l'OCDE fait état des décaissements sur la base de l'équivalent-subsvention. Les remboursements de prêts sont inscrits au tableau A à titre indicatif.

** Inclut les coûts pour les réfugiés au Canada et pour d'autres projets.

LE CANADA ADOPTE UNE DÉMARCHE PANGOUVERNEMENTALE POUR OBTENIR DES RÉSULTATS EFFICACES GRÂCE À L'AIDE INTERNATIONALE



Affaires mondiales Canada (AMC) dirige les efforts d'aide internationale du Canada afin de réduire la pauvreté et les inégalités en mettant à profit les compétences et les ressources financières canadiennes et en fournissant une aide bilatérale au développement et un soutien institutionnel à des organisations multilatérales et des interventions sous forme d'aide humanitaire, ainsi qu'une aide à la sécurité et à la stabilité dans les États fragiles et touchés par un conflit.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance dans les pays en développement.

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) ainsi que les provinces fournissent des soins de santé et de l'aide financière aux réfugiés qui entrent au Canada.

Le ministère des Finances Canada gère les relations du Canada avec le Groupe de la Banque mondiale, y compris l'Association internationale de développement, ainsi que les relations avec le Fonds monétaire international et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, en plus de contribuer aux initiatives multilatérales et bilatérales d'allègement de la dette.

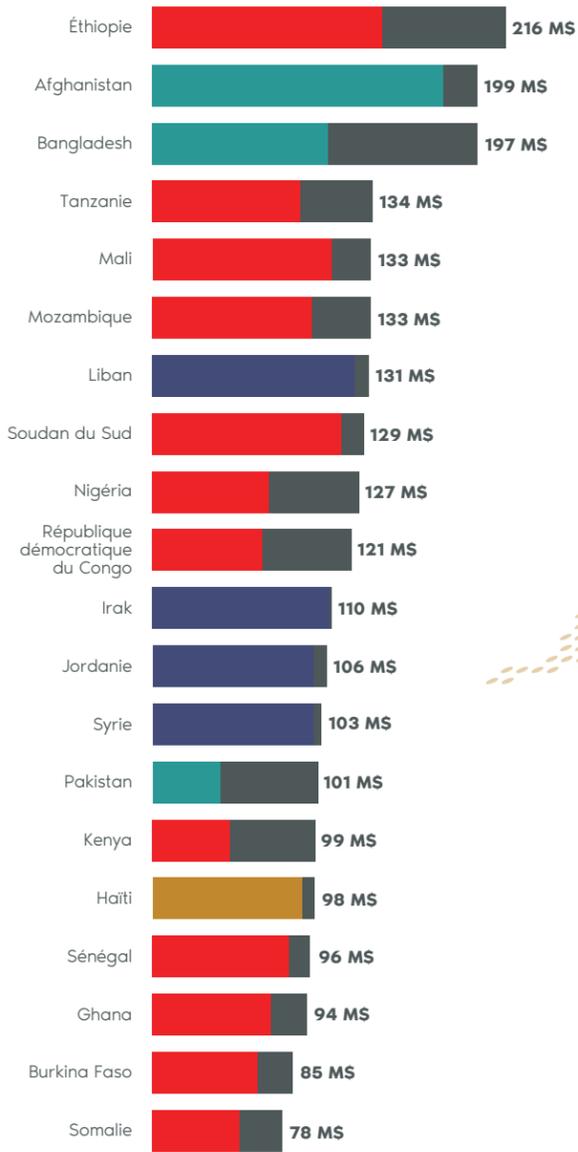
Les provinces et les territoires canadiens appuient une vaste gamme de projets de développement.

Environnement et Changement climatique Canada soutient différentes organisations afin d'aider les pays en développement à améliorer les conditions environnementales et à mieux s'adapter aux changements climatiques, et contribue à différents mécanismes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

La Gendarmerie royale du Canada déploie des forces policières canadiennes dans des pays fragiles et touchés par des conflits pour fournir de l'appui technique et contribuer au renforcement des capacités.

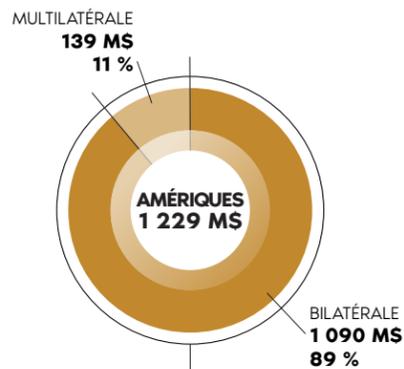
RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'AIDE INTERNATIONALE DU CANADA

LES 20 PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES*



■ BILATÉRALE ■ MULTILATÉRALE

* Inclut l'aide bilatérale et l'aide multilatérale estimée.

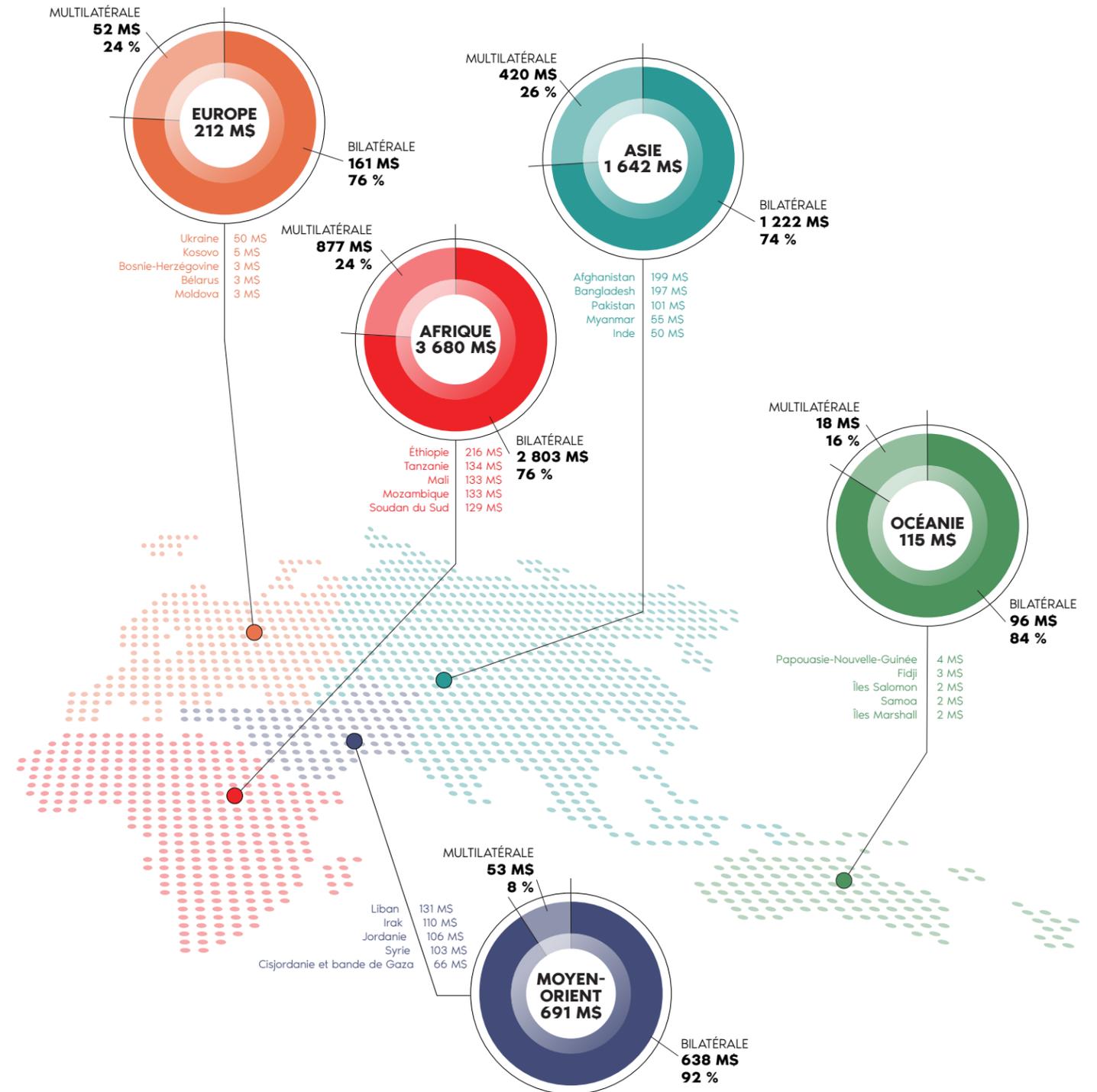


Haiti 98 MS
Colombie 47 MS
Honduras 46 MS
Pérou 31 MS
Guatemala 28 MS

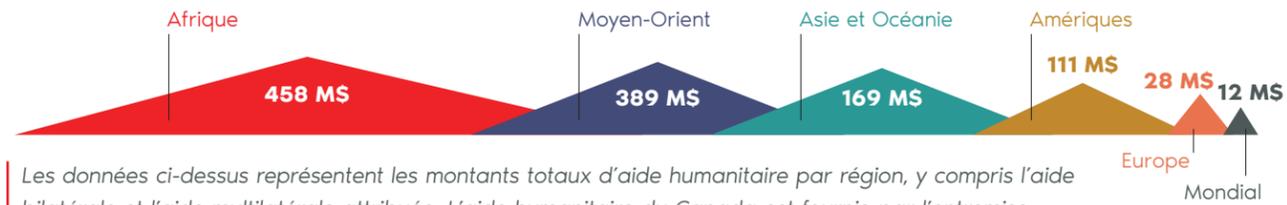
GRAND TOTAL
8,4 GS

MONDIAL*
860 MS

* Ces coûts sont de nature générale et ne peuvent pas être imputés à un pays ou secteur particulier. Prière de consulter le tableau D1 pour obtenir plus de détails.

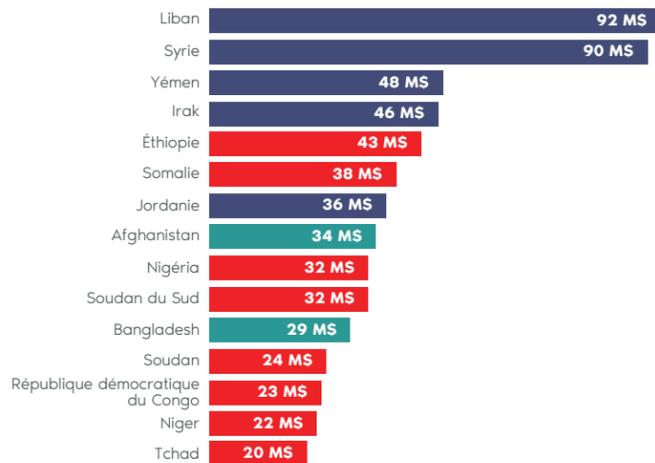


INTERVENIR RAPIDEMENT ET EFFICACEMENT EN CAS DE CRISES HUMANITAIRES INTERNATIONALES



Les données ci-dessus représentent les montants totaux d'aide humanitaire par région, y compris l'aide bilatérale et l'aide multilatérale attribuée. L'aide humanitaire du Canada est fournie par l'entremise d'organisations humanitaires d'expérience, et non par l'entremise de gouvernements.

LES 15 PRINCIPAUX BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE HUMANITAIRE BILATÉRALE



Syrie, Irak, Liban et Jordanie : Après 10 ans de conflit, la crise en Syrie demeure l'une des plus importantes crises de réfugiés au monde, avec plus de 3 millions de réfugiés syriens accueillis au Liban, en Jordanie et en Irak. En plus de cette pression, le Liban traverse une grave crise économique et subit les conséquences des explosions survenues dans le port de Beyrouth en 2020, tandis qu'en Irak, 1,3 million de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays. Le soutien du Canada à des partenaires humanitaires de confiance contribue à répondre aux besoins fondamentaux en matière d'éducation, de nourriture, de santé, d'eau, d'hébergement et de protection. L'action humanitaire canadienne tenant compte des genres vise à appuyer la mise en place d'espaces sûrs pour les femmes et les filles, de services psychologiques et de santé sexuelle et reproductive, de mesures de sensibilisation à la protection, ainsi que de moyens de subsistance.

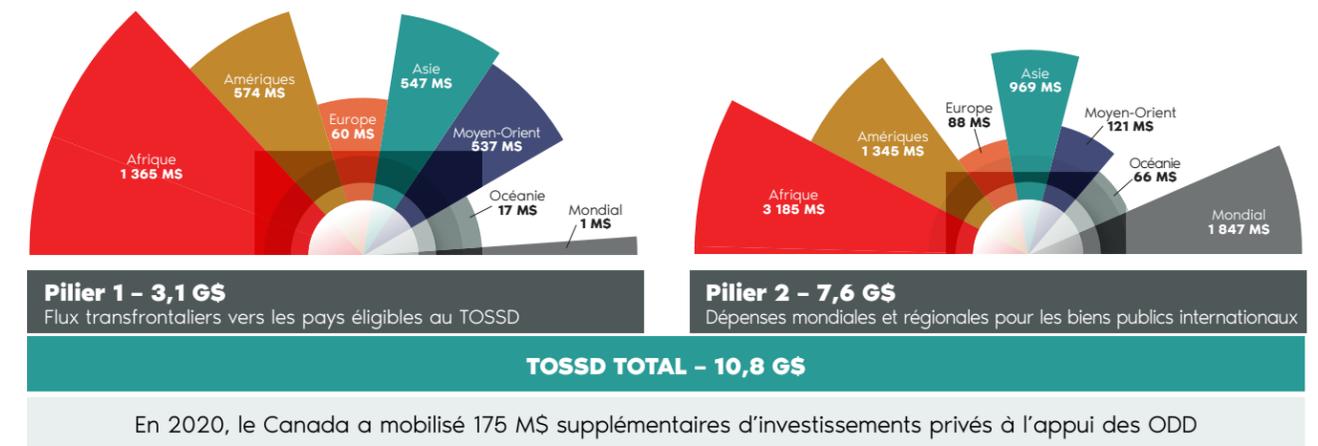
Éthiopie : Environ 5,2 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire sous une forme ou une autre en raison de la crise dans la région du Tigré en Éthiopie. Plus de 400 000 personnes vivent dans des situations proches de la famine, et beaucoup d'autres sont à risque. Les taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans examinés sont constamment de 25 à 30 % ou plus, soit deux fois le seuil d'urgence. Les taux de malnutrition chez les femmes enceintes et allaitantes dépistées se situent entre 45 et 50 %. L'aide humanitaire du Canada a consisté à fournir une aide alimentaire et nutritionnelle, à soutenir l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement et les installations d'hygiène, à répondre aux besoins de santé de base et à fournir des espaces sûrs pour la protection des enfants, notamment pour atténuer les risques de violence fondée sur le genre.

Yémen : Reconnue comme la pire crise humanitaire au monde depuis quatre ans, la situation de la sécurité alimentaire du pays s'est détériorée à un point tel que certaines populations sont aujourd'hui en situation de famine. Aujourd'hui, au Yémen, 20,7 millions de personnes, soit deux Yéménites sur trois, ont besoin d'aide humanitaire et de protection sous une forme ou une autre. Parmi elles, plus de 12 millions ont des besoins urgents et plus de la moitié de la population est confrontée à des niveaux aigus d'insécurité alimentaire. Le Canada a fourni une aide humanitaire vitale, notamment des aliments, des soins de santé, des abris, de l'eau potable, des services d'assainissement et des mesures de protection. Le Canada a également répondu aux besoins spécifiques des femmes et des enfants touchés par la crise.

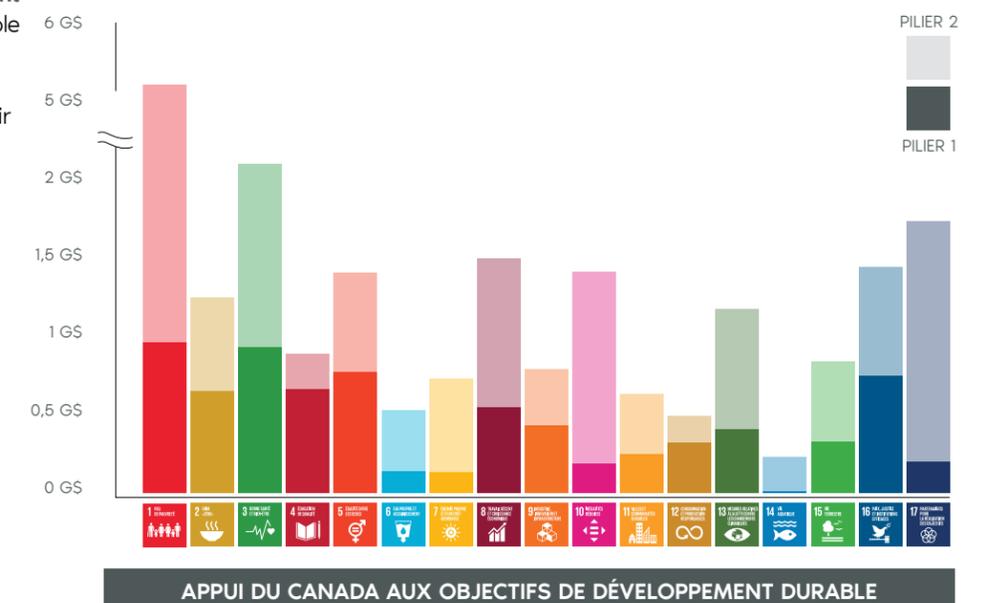
SOUTIEN PUBLIC TOTAL AU DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE NOUVELLE MESURE STATISTIQUE POUR L'ÈRE DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le soutien public total au développement durable (TOSSD) est suivi selon l'année civile. Les chiffres sur cette page représentent les dépenses de l'année civile 2020.

Le soutien public total au développement durable (TOSSD) englobe tous les flux de ressources officiellement soutenus pour promouvoir le développement durable dans les pays en développement, pour soutenir les facteurs de développement et pour relever les défis mondiaux.



Les objectifs de développement durable (ODD) sont un ensemble de 17 objectifs mondiaux interdépendants conçus pour constituer un plan pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Le Canada répond déjà à cet appel à l'action en unissant les voix et les efforts de tous les ordres de gouvernement, des peuples autochtones, des municipalités, de la société civile, du secteur privé. Le Canada fait preuve de leadership, au pays et à l'étranger, pour façonner un avenir durable et résilient qui favorise la prospérité, le partenariat, la paix, les gens et la planète, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

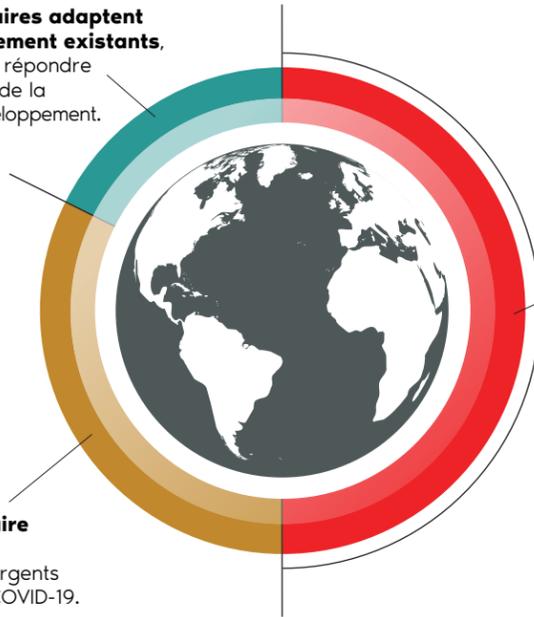


PLEINS FEUX SUR LES DONNÉES DE DÉVELOPPEMENT : COVID-19

La pandémie de COVID-19 constitue une menace mondiale qui ne connaît aucune frontière et qui ne sera surmontée que par une action coordonnée à l'échelle internationale. Le Canada s'est engagé à contribuer au robuste effort mondial visant à mettre fin à la pandémie de COVID-19 et à s'attaquer à ses effets dévastateurs sur la santé, la société, l'économie et la sécurité des populations du monde entier. Cette crise planétaire a exacerbé les inégalités et annulé les progrès réalisés en matière de développement, en particulier pour les femmes et les enfants, qui sont déjà plus durement touchés par la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation. La réponse du Canada met notamment l'accent sur le soutien des personnes les plus pauvres et les plus marginalisées du monde, et tient compte des différents besoins des femmes et des filles.

L'AIDE FOURNIE PAR LE CANADA POUR LUTTER CONTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19 EN 2020-2021 COMPRENAIT :

370 M\$ pour que les partenaires adaptent leurs portefeuilles de financement existants, afin que leurs activités puissent répondre aux besoins urgents découlant de la pandémie dans les pays en développement.

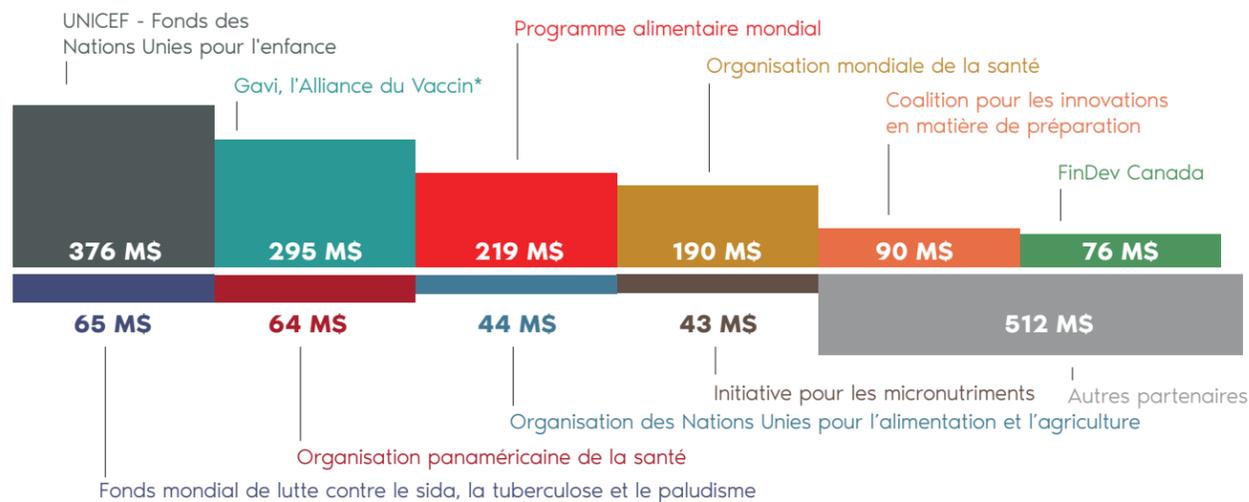


865 M\$ pour garantir l'accès à des vaccins, traitements et tests partout sur la planète grâce au Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19.

379 M\$ pour l'aide humanitaire et l'aide au développement, afin de répondre aux besoins urgents découlant de la pandémie de COVID-19.

Le Canada a fourni un total de 1,97 G\$ au cours de l'exercice 2020-2021 pour faire face à la pandémie de COVID-19 et a engagé plus de 2,7 G\$ au total à ce jour depuis le début de la pandémie en 2019.

SOUTIEN PAR PARTENAIRE



* Le Canada a réaffecté 25 millions de dollars américains au système de garantie de marché COVAX à partir d'une garantie de marché reliée à la maladie pneumococcique. La réaffectation fait partie du financement de démarrage auquel les donateurs de Gavi ont consenti pour soutenir le lancement du système de garantie de marché COVAX en juin 2020.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA

A : Aide internationale selon la source publique et le mécanisme

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

	2018-2019	2019-2020	2020-2021			
			TOTAL	Bilatéral	Multilatéral	couvert par la LRADO
Programmes financés par l'enveloppe de l'aide internationale	5 611,80	5 529,13	7 660,85	6 058,58	1 602,27	7 525,29
Affaires mondiales Canada	4 619,67	4 793,92	6 954,15	5 859,58	1 094,57	6 829,96
Programmes géographiques	1 378,74	1 320,71	1 568,94	1 526,52	42,42	1 567,71
Dont : Fonds canadien d'initiatives locales	14,48	15,82	32,98	32,98	-	32,98
Partenariats pour l'innovation dans le développement	317,59	405,87	510,13	510,13	-	509,71
Enjeux mondiaux et développement	2 336,70	2 402,28	4 154,42	3 130,65	1 023,77	4 154,42
Initiatives mondiales	2 071,09	2 136,58	3 843,91	3 130,65	713,27	3 843,91
Paiements aux institutions financières internationales	265,62	265,70	310,51	-	310,51	310,51
Sécurité internationale et affaires politiques	303,22	302,87	378,39	350,56	27,83	255,95
Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité	15,00	13,59	13,06	13,06	-	-
Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes	27,91	15,43	17,85	17,85	-	-
Non-prolifération et réduction des menaces à la sécurité	70,52	65,99	167,20	167,20	-	86,68
Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	167,85	174,50	140,64	140,64	-	130,54
Politique de sécurité internationale	22,21	22,21	22,83	-	22,83	22,52
Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion	21,94	11,13	16,81	11,81	5,00	16,21
Développement du commerce international, investissement et innovation	4,71	5,02	1,85	1,85	-	1,85
Politique stratégique	4,93	4,30	6,46	5,93	0,53	6,46
Autres programmes	0,10	0,10	0,12	0,10	0,02	0,02
Fonctionnement et gestion	217,61	283,19	265,31	265,31	-	265,31
Services rendus à l'étranger	56,07	69,59	68,54	68,54	-	68,54
Remarque : Remboursements de contributions remboursables et de prêts (1)	-40,94	-66,43	-71,16	-71,07	-0,09	-
Ministère des Finances Canada	796,65	544,62	511,50	3,80	507,70	503,95
Association internationale de développement (IDA)	441,61	441,62	423,24	-	423,24	423,24
Subvention à l'IDA pour l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale	51,20	48,08	34,09	-	34,09	34,09
Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII)	53,44	54,92	50,37	-	50,37	42,81
Fonds africain de développement - Initiative d'allègement de la dette multilatérale	-	-	3,80	3,80	-	3,80
Banque internationale pour la reconstruction et le développement	250,40	-	-	-	-	-
Remarque : Paiement de contributions remboursables et de prêts (1)	-13,92	-400,00	-	-	-	-
Centre de recherches pour le développement international	156,01	144,97	152,74	152,74	-	150,79
Gendarmerie royale du Canada	15,13	19,37	14,14	14,14	-	14,14
Services reçus à titre gracieux de Services publics et approvisionnement Canada (3)	9,11	10,64	11,28	11,28	-	11,28
Environnement et Changement climatique Canada	13,49	10,73	9,46	9,46	-	7,60
Agence du revenu du Canada	1,74	4,87	5,25	5,25	-	5,25
Ressources naturelles Canada	-	-	2,32	2,32	-	2,32
Autres sources gouvernementales	783,11	1 095,63	768,92	738,02	30,90	406,08
Affaires mondiales Canada	27,84	50,82	16,12	1,88	14,24	16,12
Programme de stages internationaux pour les jeunes	5,95	5,95	0,56	0,56	-	0,56
Programme de bourses internationales	-	1,43	1,05	1,05	-	1,05
Autres programmes	21,89	43,44	14,51	0,27	14,24	14,51
Coûts imputés admissibles comme APD	689,13	894,96	594,92	594,92	-	365,04
Coûts pour les réfugiés au Canada (1re année) - IRCC (2)	386,59	637,50	351,25	351,25	-	351,25
Coûts pour les réfugiés au Canada (1re année) - gouvernements provinciaux	244,92	208,50	229,88	229,88	-	-
Coûts imputés relatifs aux étudiants étrangers	46,78	35,79	-	-	-	-
Services reçus à titre gracieux par Affaires mondiales Canada (3)	10,84	13,16	13,79	13,79	-	13,79
Provinces, territoires et municipalités	43,48	28,38	32,96	27,07	5,89	-
Québec	38,00	25,33	28,32	22,43	5,89	-
Ontario	-	-	2,00	2,00	-	-
Manitoba	-	1,20	1,20	1,20	-	-
Nouvelle-Écosse	-	-	1,00	1,00	-	-
Fédération canadienne des municipalités	4,04	1,76	0,38	0,38	-	-
Nouveau-Brunswick	-	0,09	0,05	0,05	-	-
Alberta	1,44	-	-	-	-	-
Autres ministères fédéraux	22,65	121,46	124,93	114,16	10,77	24,93
FinDev Canada	-	100,00	100,00	100,00	-	-
Environnement et Changement climatique Canada	6,31	3,44	7,70	0,36	7,34	7,70
Ministère de la Défense nationale	4,75	5,11	7,02	7,02	-	7,02
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (4)	3,20	5,62	3,24	1,13	2,11	3,24
Agence du revenu du Canada	3,52	2,36	2,03	2,03	-	2,03
Emploi et Développement social Canada - Programme du travail	0,94	1,66	1,75	1,75	-	1,75
Innovation, Sciences et Développement économique Canada	0,99	0,99	0,90	-	0,90	0,90
Parcs Canada	0,92	0,95	0,83	0,83	-	0,83
Agence canadienne d'inspection des aliments	0,31	-	0,57	0,57	-	0,57
Postes Canada - Union postale universelle	0,39	0,48	0,55	0,12	0,42	0,55
Statistique Canada	0,27	0,03	0,13	0,13	-	0,13
Agence spatiale canadienne	0,20	0,23	0,09	0,09	-	0,09
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,05	0,11	0,06	0,06	-	0,06
Service correctionnel Canada	-	0,08	0,04	0,04	-	0,04
Musée canadien de la nature	0,02	0,02	0,02	0,02	-	0,02
Autres ministères fédéraux	0,79	0,41	-	-	-	-
Remarque : Remboursement de prêts à EDC, non inclus dans le total (1)	-27,07	-22,98	-16,60	-16,60	-	-
TOTAL	6 394,90	6 624,75	8 429,78	6 796,60	1 633,17	7 931,38

(1) Le Rapport statistique est établi en fonction des dépenses, et les remboursements de prêts et contributions remboursables ne sont pas soustraits des totaux. Ces remboursements sont présentés à titre informatif et plus de détails sont disponibles à l'annexe 1.
 (2) Coûts couverts par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). L'augmentation en 2019-2020 est le résultat d'un soutien supplémentaire accordé aux demandeurs d'asile par l'entremise du Programme d'aide au logement provisoire.
 (3) Ces postes correspondent à des services fournis à titre gracieux à Affaires mondiales Canada : locaux fournis par Services publics et Approvisionnement Canada; cotisations couvrant la part de l'employeur des primes d'assurance des employés et des dépenses payées par le Secrétaire du Conseil du Trésor du Canada; services juridiques dispensés par le ministère de la Justice Canada; indemnités d'accident du travail versées par Emploi et Développement social Canada.
 (4) En plus du soutien aux réfugiés mentionné ci-dessus, IRCC fournit de l'aide internationale par l'entremise de divers partenaires et initiatives.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE SECTEUR CHIFFRES EN MILLIONS \$

	TOTAL	Affaires mondiales Canada			Autres sources gouvernementales		
		Bilatéral	Multilatéral	Total	Bilatéral	Multilatéral	Total
Éducation	454,50	378,51	35,42	413,92	6,24	34,33	40,57
Santé	1 780,08	1 427,04	277,39	1 704,43	27,10	48,55	75,66
Politiques en matière de population/santé et fertilité	453,96	292,84	150,39	443,23	5,06	5,67	10,73
Eau et assainissement	101,07	54,66	20,07	74,74	1,08	25,25	26,33
Gouvernement et société civile	823,51	640,68	79,92	720,60	25,56	77,35	102,91
Prévention et règlement des conflits, paix et sécurité	256,85	200,38	38,75	239,13	16,43	1,28	17,72
Infrastructure et services sociaux divers	190,48	82,39	32,48	114,87	13,33	62,28	75,61
Transports et entreposage	101,91	4,15	33,49	37,64	1,77	62,50	64,27
Communications	22,78	9,53	0,48	10,01	1,36	11,41	12,77
Énergie : production, distribution et efficacité	443,24	372,76	21,59	394,35	0,80	48,09	48,89
Banques et services financiers	140,72	121,20	6,63	127,82	1,13	11,76	12,90
Entreprises et autres services	67,66	52,31	1,36	53,67	2,10	11,88	13,98
Agriculture, sylviculture et pêche	606,76	465,64	82,01	547,65	13,52	45,59	59,11
Industries	77,35	57,00	11,18	68,18	1,18	7,99	9,17
Politique et réglementations liées au commerce	19,86	13,19	0,38	13,57	0,32	5,97	6,29
Protection de l'environnement	154,90	87,86	40,42	128,28	15,90	10,72	26,62
Multisectoriel	520,62	195,47	144,80	340,27	153,87	26,48	180,35
Aide humanitaire	1 167,42	1 056,81	85,43	1 142,24	4,25	20,93	25,18
Autres dépenses d'aide	1 046,13	349,06	46,61	395,67	644,15	6,31	650,46
Total - Aide internationale	8 429,78	5 861,45	1 108,81	6 970,27	935,15	524,36	1 459,51

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA CATEGORIE DE SECTEUR*



* Exclut les coûts dans le pays donateur (coûts administratifs, coûts liés aux réfugiés, coûts imputés aux étudiants, et coûts de sensibilisation au développement)

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE SECTEUR

B1 - Aide internationale selon le secteur
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Secteur	Affaires mondiales Canada			Autres sources gouvernementales			Total
	Total - Bilatéral	Multilatéral	Total - Multilatéral	Ministère des Finances du Canada	Centre de recherches pour le développement international	Provinces, territoires et municipalités	
Éducation	454,50	378,51	35,42	34,33	6,23	0,51	40,57
1110	243,77	54,88	76,60	6,23	2,24	0,03	8,49
1120	20,65	5,24	10,99	6,23	2,24	0,03	8,49
1130	20,69	6,32	5,98	3,34	0,01	0,01	3,34
1140	2,31	4,38	0,43	0,33	0,53	0,01	0,87
1150	3,98	0,77	1,89	0,33	0,53	0,01	0,87
1160	60,11	5,69	25,75	5,03	1,20	0,12	6,35
1170	117,92	91,85	20,21	5,03	1,20	0,12	6,35
1180	12,56	7,64	2,23	0,42	-	-	0,63
1190	2,66	5,92	4,95	0,42	-	-	0,63
1200	2,66	2,66	0,00	0,42	-	-	0,63
1210	14,09	11,08	4,00	2,51	-	0,07	2,51
1220	1,91	0,52	0,00	2,51	-	0,07	2,51
1230	0,52	0,52	0,00	2,51	-	0,07	2,51
1240	41,64	16,40	8,30	3,27	-	-	3,27
1250	10,57	10,57	0,00	3,27	-	-	3,27
1260	2,68	2,68	0,00	3,27	-	-	3,27
1270	46,89	34,24	4,67	3,28	0,42	0,05	3,74
1280	22,53	3,65	0,03	0,78	0,25	0,01	1,04
1290	4,34	3,46	0,40	0,78	0,25	0,01	1,04
Santé	1 780,08	1 427,04	277,39	48,55	25,62	1,48	75,66
2110	22,62	9,05	24,50	15,08	6,08	0,03	21,18
2120	11,72	3,31	15,02	15,08	0,29	0,30	15,67
2130	0,98	3,34	0,52	0,07	4,06	-	4,13
2140	2,30	4,05	3,04	0,07	0,17	-	0,24
2150	3,04	3,04	0,00	0,07	0,17	-	0,24
2160	45,17	17,63	11,18	6,67	-	0,53	7,20
2170	110,59	7,29	4,33	11,62	2,04	0,41	14,07
2180	164,46	28,40	13,62	157,83	0,98	0,08	158,81
2190	176,31	44,27	3,23	166,63	8,66	1,03	176,31
2200	26,89	6,93	12,46	25,14	0,18	0,39	25,32
2210	67,88	-	-	67,88	0,46	0,19	68,53
2220	959,86	103,45	16,64	945,55	2,19	0,92	948,64
2230	25,14	7,67	6,81	22,89	1,38	0,11	24,27
2240	0,19	1,42	0,19	1,61	0,09	0,03	1,73
2250	2,16	-	-	2,16	-	-	2,16
2260	0,54	-	-	0,54	-	-	0,54
Politiques en matière de population/santé et fertilité	453,96	292,84	150,39	10,73	4,83	0,13	15,69
3010	21,69	19,16	36,70	16,60	2,80	-	19,40
3020	49,39	13,22	2,68	49,39	0,90	-	50,29
3030	6,11	38,53	7,81	6,11	3,26	-	9,37
3040	11,11	1,96	1,66	11,11	0,89	-	12,00
3050	3,38	0,19	15,18	3,38	2,65	-	6,03
3060	61,82	40,37	2,67	61,82	1,41	-	63,23
3070	149,53	4,21	0,74	145,32	4,21	-	149,53
3080	43,36	35,22	6,07	42,68	0,21	-	42,89
3090	7,12	4,90	2,16	7,06	0,06	-	7,12
Eau et assainissement	101,07	54,66	20,07	54,66	3,16	11,82	66,64
4010	14,04	1,00	0,77	14,04	0,80	0,31	15,15
4020	9,00	1,59	2,65	9,00	0,27	2,38	11,65
4030	7,65	0,20	3,70	7,65	0,41	1,11	9,16
4040	5,34	0,27	0,50	5,34	0,05	0,69	6,08
4050	6,53	1,41	0,84	6,53	0,16	0,94	7,63
4060	13,95	8,91	3,89	13,95	0,21	0,13	14,29
4070	3,70	0,90	0,50	3,70	0,15	0,02	3,87
4080	26,13	2,48	0,54	26,13	0,22	1,55	27,90
4090	4,07	2,30	1,16	4,07	0,60	0,01	4,67

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE SECTEUR
B1 - Aide internationale selon le secteur
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Secteur	Affaires mondiales Canada						Autres sources gouvernementales					
	TOTAL	Bilatéral		Multilatéral		Total	Bilatéral		Multilatéral		Total	
Gouvernement et société civile	823,51	321,80	239,31	34,91	42,30	2,96	640,69	37,96	12,97	27,38	79,92	720,60
1510 Politiques publiques et gestion administrative	24,32	0,16	0,16	-	1,29	1,13	27,38	12,97	0,94	40,33	40,33	27,38
1511 Services sociaux	30,12	10,44	10,44	-	-	-	12,97	28,92	0,16	30,12	30,12	12,97
1512 Démocratisation et soutien aux administrations internationales	25,86	10,17	2,27	0,13	1,08	-	12,56	0,45	0,02	0,16	0,16	12,72
1513 Organisations et institutions pour la lutte contre la corruption	4,02	1,11	0,53	-	-	-	3,13	0,45	0,02	0,47	0,47	3,60
1514 Mobilisation des ressources intérieures	25,16	4,20	0,06	-	-	-	4,25	0,03	0,03	0,03	0,03	4,28
1516 Recouvrement de l'impôt	0,08	0,08	-	-	-	-	0,08	-	-	-	-	0,08
1517 Planification budgétaire	1,56	1,53	-	-	0,03	-	1,56	-	-	-	-	1,56
1519 Gestion de l'aide et de la dette publique	0,57	-	-	-	0,03	-	0,03	-	-	-	-	0,03
1522 Missions diplomatiques	0,52	-	-	-	-	-	-	-	0,57	0,57	0,57	0,52
1523 Gestion de l'aide étrangère des pays en développement	0,08	0,08	-	-	-	-	0,08	-	0,52	0,52	0,52	0,08
1525 Services centralisés d'approvisionnement et d'achat	0,52	0,19	-	-	0,19	0,00	0,00	0,19	-	0,00	0,19	0,52
1526 Autres services généraux	9,00	9,00	0,01	0,07	-	-	9,00	1,14	-	1,14	1,14	9,00
1527 Suivi et évaluation au niveau national	1,21	0,24	-	-	0,07	-	0,27	0,07	-	0,07	0,07	1,21
1528 Carrement des gouvernements locaux	3,74	3,74	-	-	-	-	3,74	4,13	0,27	2,40	6,80	34,23
1530 Développement et administration des politiques de justice et de maintien de l'ordre	7,24	4,48	0,52	0,30	2,51	0,45	7,24	4,13	0,27	2,40	6,80	7,24
1531 Police	42,59	33,20	0,04	-	9,35	-	42,59	6,50	-	-	-	42,59
1532 Système judiciaire	6,50	6,50	-	-	-	-	6,50	7,48	-	-	-	6,50
1533 Prisons	7,48	7,48	-	-	-	-	7,48	-	-	1,21	1,21	7,48
1542 Politique macroéconomique	3,66	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,66
1543 Services sociaux	2,08	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,08
1544 Élaboration des normes nationales	2,08	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,08
1550 Participation démocratique et société civile	21,76	12,03	0,53	4,71	0,41	-	39,44	2,70	0,83	3,63	43,06	21,76
1551 Elections	11,11	5,42	0,30	1,62	0,14	-	7,34	3,76	0,01	3,77	11,11	11,11
1552 Assemblées législatives et partis politiques	2,84	1,52	0,59	0,20	0,14	-	2,83	2,83	-	0,26	0,26	2,83
1553 Médias et liberté de l'information	7,22	1,00	1,07	1,50	2,77	-	6,34	-	-	-	-	6,34
1554 Politique et administration fiscales	0,46	0,46	-	-	-	-	0,46	-	-	-	-	0,46
1556 Droits de la personne	22,58	8,59	1,61	7,96	0,01	-	40,75	8,85	0,00	1,06	9,91	50,66
1570 Organisations et institutions pour la lutte contre la corruption	10,50	4,66	1,16	0,09	0,25	-	5,90	0,92	0,05	0,97	6,88	10,50
1571 Organisations et mouvements de défense des droits des femmes (3)	247,84	40,64	204,62	0,42	2,25	-	247,84	18,27	-	-	18,27	247,84
1572 Capacité du secteur public pour l'égalité des sexes (3)	9,01	5,64	0,01	1,04	2,02	0,30	9,01	-	-	-	-	9,01
1573 Données et preuve pour l'égalité des sexes (3)	1,14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,14
1574 Initiatives journalistiques (3)	0,11	-	-	-	-	-	0,11	-	-	-	-	0,11
1579 Administration publique locale	94,92	54,92	4,88	28,69	1,37	-	89,85	1,44	0,10	1,54	91,40	94,92
1580 Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles	2,70	2,40	-	0,13	0,18	-	2,70	-	-	-	-	2,70
1585 Administration publique locale	8,77	2,00	-	2,18	-	-	4,18	0,17	-	0,17	4,34	8,77
1596 Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable	0,86	0,74	0,02	-	0,05	-	0,81	-	-	-	0,81	0,86
1599 Statistiques et données du gouvernement et de la société civile	256,95	9,62	0,17	190,50	0,08	200,38	35,44	-	-	3,31	38,75	239,13
Prévention et règlement des conflits, paix et sécurité	36,99	5,70	0,16	16,87	0,08	17,32	0,41	3,24	3,65	3,24	3,65	20,97
1520 Gestion en réform des systèmes de sécurité	89,52	5,70	0,16	79,84	0,08	85,70	1,80	-	0,07	1,87	87,57	89,52
1520 Participation à des opérations internationales de maintien de la paix	40,20	0,09	-	8,21	-	8,30	31,80	-	-	31,80	40,10	40,20
1520 Réintégration et contrôle des armes légères et de petit calibre	0,77	0,23	-	0,50	-	0,73	0,00	-	-	0,00	0,73	0,77
1520 Renforcement des capacités des forces armées nationales	1,14	0,37	-	1,14	-	1,15	0,03	-	-	0,03	1,15	1,14
1520 Exercices (Prévention et démination)	0,38	0,37	-	0,38	-	0,38	-	-	-	-	-	0,38
1513020 Culture et loisirs	14,46	-	-	14,46	-	14,46	-	-	-	-	-	14,46
1513020 Lutte contre le trafic de drogues	0,56	-	-	0,56	-	0,56	-	-	-	-	-	0,56
15287 Lutte contre le financement du terrorisme (3)	1,17	-	-	1,17	-	1,17	-	-	-	-	-	1,17
152020 Lutte contre le terrorisme	1,17	-	-	1,17	-	1,17	-	-	-	-	-	1,17
152020 Désarmement des armes de destruction massive	54,53	-	-	54,53	-	54,53	-	-	-	-	-	54,53

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE SECTEUR
B1 - Aide internationale selon le secteur
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Secteur	Affaires mondiales Canada						Autres sources gouvernementales					
	TOTAL	Bilatéral		Multilatéral		Total	Bilatéral		Multilatéral		Total	
Infrastructure et services sociaux divers	190,48	57,07	2,91	21,31	1,03	0,07	82,39	26,42	3,38	4,94	32,48	114,87
16010 Services sociaux	81,78	16,55	0,08	2,00	-	-	16,63	3,38	4,38	8,20	8,20	24,83
16015 Politiques, planification et administration des services de protection sociale	11,44	9,44	-	2,00	-	-	11,44	-	-	-	-	11,44
16015 Services sociaux (y compris jeunes, femmes et enfants)	3,61	3,61	-	-	-	-	3,61	-	-	-	-	3,61
16020 Politique de l'emploi et gestion administrative	3,24	0,03	2,17	14,20	-	-	2,03	2,22	0,23	0,29	0,29	3,61
16030 Logement à coût réduit	3,60	0,00	0,30	3,20	-	-	3,50	-	0,02	0,02	0,02	3,52
16050 Aide plurisectorielle pour les services sociaux de base	30,88	15,11	0,36	-	-	-	15,47	11,23	0,00	0,68	0,00	27,38
16061 Culture et loisirs	6,16	4,37	-	1,10	0,07	-	5,54	1,78	0,01	1,79	7,33	6,16
16062 Renforcement des capacités statistiques	1,03	0,16	-	0,06	1,03	-	1,03	2,53	-	1,44	1,03	1,03
16063 Lutte contre le trafic de drogues	0,56	-	-	0,56	-	-	0,56	-	-	-	-	0,56
16066 Planification de l'impact social du VIH/sida	4,57	0,33	-	0,75	-	-	0,33	2,47	0,00	2,47	2,80	4,57
16070 Droits du travail	2,19	-	-	2,19	-	-	2,19	-	-	-	-	2,19
16080 Dialogue social	101,91	0,03	2,02	1,97	4,12	-	4,15	0,19	33,29	0,02	33,49	37,64
Transport et entreposage	11,38	11,38	-	-	-	-	11,38	-	-	-	-	11,38
21010 Politique des transports et gestion administrative	84,71	2,84	0,17	0,62	-	-	3,63	-	-	-	-	3,63
21020 Transport aérien	1,15	-	-	-	-	-	1,15	0,19	26,23	0,01	26,43	26,43
21040 Transport ferroviaire	0,76	-	-	-	-	-	0,76	-	-	-	-	0,76
21050 Transport par voies d'eau	2,90	-	-	-	-	-	2,90	-	-	-	-	2,90
21061 Stockage	0,08	-	-	-	-	-	0,08	-	-	-	-	0,08
21061 Éducation/formation dans les transports et le stockage	0,03	-	-	-	-	-	0,03	-	-	-	-	0,03
Communications	22,78	2,02	1,97	0,54	5,00	-	9,53	0,05	0,40	0,48	10,01	12,77
22010 Politique des communications et gestion administrative	5,13	-	-	-	-	-	5,13	0,03	0,17	0,20	0,20	5,13
22020 Télécommunications	5,82	0,73	0,19	0,62	5,00	-	5,92	-	-	-	-	5,92
22040 Technologies de l'information et des communications (TIC)	9,96	1,29	1,77	0,54	-	-	3,60	0,03	0,04	0,03	0,10	3,70
Énergie - production, distribution et efficacité	443,24	8,83	0,45	383,48	-	-	372,76	4,23	12,71	4,66	21,59	394,35
23110 Politiques, planification et gestion administrative	5,92	0,31	-	0,50	-	-	0,81	0,37	9,76	1,37	11,71	12,52
23112 Règlementation de l'énergie	1,24	0,05	-	5,50	-	-	5,55	0,37	0,14	0,37	0,37	5,92
23181 Éducation et formation dans le domaine de l'énergie	0,82	0,62	-	0,10	-	-	0,72	-	-	-	-	0,72
23182 Recherche dans le domaine de l'énergie	9,74	0,41	-	6,88	-	-	7,30	0,37	0,10	0,19	0,37	7,67
23210 Production d'énergie, sources renouvelables - multiples technologies	178,09	1,93	0,08	173,10	-	-	175,11	0,38	0,08	1,48	1,94	177,05
23220 Centrales hydrauliques	85,96	3,88	-	78,71	-	-	3,80	0,67	0,02	0,17	0,19	82,87
23231 Énergie solaire	9,61	-	-	9,48	-	-	9,48	-	-	-	-	9,48
23240 Énergie éolienne	34,32	-	-	34,18	-	-	34,18	-	-	-	-	34,32
23270 Énergie géothermique	26,31	-	-	26,82	-	-	26,19	-	-	-	-	26,31
23300 Production d'énergie, sources non renouvelables - non spécifiées	0,14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,14
23340 Centrales au gaz naturel	0,68	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,68
23510 Réseaux urbains de chaleur et de froid	0,01	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,01
23601 Transport et distribution d'électricité (réseaux centralisés)	0,01	1,51	-	0,62	-	-	2,13	-	0,01	0,01	0,01	2,15
23601 Transport et distribution d'électricité (réseaux locaux)	0,27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,27
23642 Infrastructures électriques à l'usage de la mobilité	1,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1,00
Banques et services financiers	140,72	21,89	3,10	96,07	0,04	-	121,20	0,01	6,16	0,45	6,63	127,82
2												

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE SECTEUR
B1 - Aide internationale selon le secteur
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses cr de officielle, en millions de dollars.

Secteur	Affaires mondiales Canada										Autres sources gouvernementales			
	Bilatéral		Multilatéral		Total - Bilatéral		Total - Multilatéral		Total		Autres (2)		Total	
	Programmes géographiques	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Enjeux mondiaux et développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	Total - Bilatéral	Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres institutions multilatérales	Total - Multilatéral	Ministère des Finances du Canada	Centre de recherches pour le développement international	Provinces, territoires et municipalités	Total
Entreprises et autres services	67,66													13,98
2500 Services et institutions de soutien commercial	47,02													13,98
2501 Services de développement des entreprises	18,81													18,81
2504 Code de conduite responsable	1,47													0,07
Agriculture, sylviculture et pêche	605,76													59,11
3110 Politique agricole et gestion administrative	48,48													48,48
3111 Développement agricole	2,00													2,00
3130 Produits agricoles	51,08													51,08
3140 Ressources en eau à usage agricole	44,62													44,62
3150 Produits à usage agricole	16,48													16,48
3160 Production agricole	6,88													6,88
3162 Production industrielle de récoltes/récoltes destinées à l'exportation	2,13													2,13
3163 B�tal	0,51													0,51
3164 Développement agricole alternatif	1,70													1,70
3166 Valorisation	13,93													13,93
3181 Education et formation dans le domaine agricole	17,00													17,00
3182 Recherche agronomique	42,55													42,55
3191 Protection des plantes et des récoltes, lutte anti-acarienne	31,91													31,91
3192 Services financiers agricoles	1,67													1,67
3193 Services vétérinaires	1,87													1,87
3195 Services vétérinaires (détail)	3,11													3,11
3120 Politique de la sylviculture et gestion administrative	23,90													23,90
3122 Développement sylvicole	67,33													67,33
3124 Reboisement (bois de chauffage et charbon de bois)	1,03													1,03
3126 Education et formation en sylviculture	1,67													1,67
3128 Recherche en sylviculture	2,65													2,65
3130 Politique de la pêche et gestion administrative	4,49													4,49
3132 Développement de la pêche	14,64													14,64
3131 Education et formation dans le domaine de la pêche	0,06													0,06
3132 Recherche dans le domaine de la pêche	1,61													1,61
3131 Services dans le domaine de la pêche	3,39													3,39
Industries	77,35													8,17
3210 Politique de l'industrie et gestion administrative	2,78													2,78
3212 Développement industriel	32,10													32,10
3213 Développement des petites et moyennes entreprises (PME)	43,75													43,75
3240 Artisanat	0,13													0,13
3242 Agro-industries	0,01													0,01
3245 Industries	0,01													0,01
32183 Industrie textile, cuir et produits similaires	0,10													0,10
32184 Produits chimiques	6,38													6,38
32187 Fabrication d'énergie	0,17													0,17
32188 Produits pharmaceutiques	0,03													0,03
32171 Construction mécanique et électrique	0,01													0,01
32182 Matériel de transport	0,44													0,44
3220 Recherche et développement technologiques	9,74													9,74
3220 Politique de l'industrie extractive et gestion administrative	0,43													0,43
3221 Prospection et exploitation des minéraux	0,02													0,02
3221 Charbon	0,12													0,12
3222 Pétrole et gaz	0,44													0,44
3225 Métaux et minéraux précieux	1,34													1,34
3210 Politique de la construction et gestion administrative	0,36													0,36

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE SECTEUR
B1 - Aide internationale selon le secteur
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses cr de officielle, en millions de dollars.

Secteur	Affaires mondiales Canada										Autres sources gouvernementales			
	Bilatéral		Multilatéral		Total - Bilatéral		Total - Multilatéral		Total		Autres (2)		Total	
	Programmes géographiques	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Enjeux mondiaux et développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	Total - Bilatéral	Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres institutions multilatérales	Total - Multilatéral	Ministère des Finances du Canada	Centre de recherches pour le développement international	Provinces, territoires et municipalités	Total
Politique et réglementations liées au commerce	19,86													6,29
3310 Politique commerciale et gestion administrative	7,36													7,36
3310 Facilitation du commerce	6,88													6,88
3310 Accords commerciaux régionaux	0,19													0,19
3310 Négociations commerciales multilatérales	0,02													0,02
33181 Education et formation dans le domaine du commerce	0,78													0,78
33210 Politique du tourisme et gestion administrative	4,35													4,35
Protection de l'environnement	154,90													26,42
4100 Politique de l'environnement et gestion administrative	100,55													100,55
4100 Diversité biologique	17,73													17,73
4100 Diversité biologique	3,16													3,16
4100 Protection des sites	6,60													6,60
4101 Prévention et lutte contre les inondations	9,70													9,70
4101 Education et formation environnementales	4,79													4,79
Multisectoriel	520,62													180,35
4300 Aide plurisectorielle	272,94													272,94
4302 Développement et gestion urbaine	15,53													15,53
4304 Développement rural	16,99													16,99
4304 Administration de l'aménagement du territoire rural	28,45													28,45
4304 Développement rural - non agricole	0,50													0,50
43050 Réduction des risques de désastres naturels	64,25													64,25
43071 Politique et gestion administrative de la sécurité alimentaire	5,70													5,70
43072 Programmes de sécurité alimentaire des ménages	8,39													8,39
43073 Sécurité et qualité des denrées alimentaires	0,13													0,13
43081 Education et formation plurisectorielles	5,08													5,08
43081 Aide relative au soutien budgétaire général	6,05													6,05
5010 Programmes de sécurité et d'aide alimentaires	30,04													30,04
6000 Action se rapportant à la dette	0,05													0,05
6020 Annulation de la dette	0,26													0,26
Aide humanitaire	1 167,42													261,49
7200 Aide humanitaire et services d'urgence	294,05													294,05
7201 Services de santé de base en situations d'urgence	170,09													170,09
7202 Education en situations d'urgence	20,70													20,70
7204 Aide alimentaire d'urgence	440,21													440,21
7205 Coordination des secours et services de soutien et de protection	196,98													196,98
7300 Aide à la reconstruction et à rehabilitation	18,29													18,29
7400 Préparation aux interventions multilatérales	27,11													27,11
Autres dépenses d'aide	1 046,13													650,46
9100 Frais administratifs	384,20													384,20
9010 Réfugiés dans le pays d'origine	122,64													122,64
9011 Réfugiés/demandeurs d'asile dans les pays donneurs - nourriture et logement	174,79													174,79
9013 Réfugiés/demandeurs d'asile dans les pays donneurs - santé	88,24													88,24
9810 Secours non spécifique - autre entretien temporaire	66,61													66,61
9820 Stabilisation au développement	14,19													14,19
Total - Aide internationale	8 429,78													1 489,51

(1) Les « autres » comprennent la Direction générale de la politique stratégique, la Direction générale du développement du commerce international et de l'innovation, les Services rendus   l'étranger, de même que le coût des opérations ministérielles et de gestion des directions générales qui ne s'occupent pas de programmes.
(2) Les codes de secteurs ont été cr s pour l'usage interne du Ministère et ne font pas partie de la liste des codes-co tes du CAD de l'OCDE.
(3) Ces codes sectoriels ont été cr s pour l'usage interne du Ministère et ne font pas partie de la liste des codes-co tes du CAD de l'OCDE.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

B2 : Aide humanitaire selon le pays ou l'organisation

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Pays bénéficiaire	TOTAL	Affaires mondiales Canada						Autres sources gouvernementales (1)		
		Intervention d'urgence					Total			
		Assistance matérielle et services d'urgence	Services de santé de base en situations d'urgence	Éducation en situations d'urgence	Aide alimentaire d'urgence	Coordination des secours et services de soutien et de protection		Aide à la reconstruction et réhabilitation	Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue	
Afrique subsaharienne (2)	399,26	78,49	66,48	7,12	179,85	66,02	0,52	0,71	399,19	0,07
Attribuable à un pays										
Bénin	0,01	-	-	-	-	-	-	0,01	0,01	0,01
Burkina Faso	12,88	1,33	0,15	0,20	9,50	1,53	0,16	0,00	12,87	0,01
Burundi	3,20	0,34	0,11	-	2,45	0,30	-	-	3,20	-
Cameroun	7,96	2,99	0,15	0,13	3,46	1,23	-	-	7,96	0,00
République centrafricaine	18,02	2,72	3,87	0,05	7,37	4,00	-	-	18,02	-
Tchad	20,09	2,70	5,98	1,03	9,43	0,95	-	-	20,09	-
République démocratique du Congo	22,63	0,80	3,59	0,20	13,54	4,51	-	-	22,63	-
Congo	0,70	-	-	-	0,70	-	-	-	0,70	-
Côte d'Ivoire	0,00	-	-	-	-	-	-	0,00	0,00	-
Djibouti	0,91	-	-	-	0,91	-	-	-	0,91	-
Eswatini	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Éthiopie	43,01	7,73	8,51	0,39	20,59	5,79	-	-	43,01	-
Kenya	5,73	0,81	-	0,20	3,72	1,01	-	-	5,73	-
Lesotho	0,58	-	-	-	0,58	-	-	-	0,58	-
Liberia	0,17	0,06	-	-	-	-	0,11	-	0,17	-
Malawi	5,00	1,25	1,25	1,25	-	1,25	-	-	5,00	-
Mali	16,57	1,12	2,90	0,04	10,04	2,48	-	-	16,57	-
Mauritanie	2,41	0,10	-	0,02	2,16	0,12	-	-	2,41	-
Ile Maurice	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Mozambique	7,07	-	-	-	7,07	-	-	-	7,07	0,00
Niger	21,90	1,02	3,75	0,72	15,91	0,50	-	-	21,90	0,00
Nigéria	32,23	5,87	8,49	-	13,80	4,07	-	-	32,23	-
Rwanda	2,41	0,20	-	0,05	1,91	0,25	-	0,00	2,41	-
Sénégal	0,03	-	-	-	-	-	-	0,01	0,01	0,02
Sierra Leone	0,17	0,06	-	-	-	-	0,11	-	0,17	-
Somalie	37,59	7,97	0,65	0,14	22,51	6,30	-	-	37,58	0,01
Soudan du Sud	31,65	8,79	9,68	0,33	5,85	6,81	-	0,20	31,65	-
Soudan	23,67	7,13	4,59	0,86	3,57	7,52	-	-	23,67	0,00
Tanzanie	3,42	0,56	-	0,14	2,01	0,70	-	-	3,42	-
Togo	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Ouganda	11,97	3,01	0,50	0,25	6,93	1,26	-	-	11,95	0,03
Zimbabwe	5,64	-	-	-	5,64	-	-	-	5,64	-
Attribuable à une région										
Afrique de l'Est	1,00	0,96	-	-	-	0,04	-	-	1,00	-
Afrique subsaharienne	0,12	0,12	-	-	-	-	-	-	0,12	-
Afrique	60,52	20,85	12,30	1,12	10,23	15,41	0,14	0,48	60,52	-
Afrique du Nord	5,40	1,56	0,67	0,22	1,25	1,70	-	-	5,40	0,00
Attribuable à un pays										
Algérie	0,80	0,32	-	0,08	-	0,40	-	-	0,80	-
Libye	4,35	1,23	0,67	0,14	1,00	1,30	-	-	4,35	-
Maroc	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Tunisie	0,25	-	-	-	0,25	-	-	-	0,25	-
Attribuable à une région										
Afrique du Nord	0,01	0,01	-	-	-	-	-	-	0,01	-
Moyen-Orient	374,52	96,76	45,19	9,65	149,08	61,91	7,94	-	370,52	4,00
Attribuable à un pays										
Irak	46,42	16,58	7,33	1,01	9,45	7,05	5,00	-	46,42	-
Jordanie	35,78	10,85	3,79	1,64	10,60	8,91	-	-	35,78	-
Liban	91,94	38,41	5,03	3,21	25,11	16,18	-	-	87,94	4,00
Syrie	90,13	22,86	15,83	1,52	32,71	17,21	-	-	90,13	-
Cisjordanie et Gaza	14,77	0,90	2,30	2,00	5,34	1,30	2,94	-	14,77	-
Yémen	48,32	0,88	5,93	0,20	36,80	4,51	-	-	48,32	-
Attribuable à une région										
Moyen-Orient	47,16	6,29	4,99	0,07	29,07	6,75	-	-	47,16	-
Asie	134,75	36,40	29,59	1,61	34,09	32,23	0,30	0,49	134,70	0,05
Attribuable à un pays										
Afghanistan	33,72	5,98	6,21	0,30	12,74	8,49	-	-	33,72	-
Azerbaïdjan	1,39	1,36	0,02	-	-	0,01	-	-	1,39	-
Bangladesh	28,94	6,72	9,49	0,24	5,58	6,91	-	-	28,93	0,01
Myanmar	10,62	4,40	1,20	0,04	1,30	3,67	-	0,00	10,61	0,01
Géorgie	0,21	0,09	0,10	-	-	0,02	-	-	0,21	-
Inde	0,02	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02
Indonésie	0,76	0,33	0,29	0,04	-	0,10	-	-	0,76	-
Kazakhstan	0,32	0,14	0,14	-	-	0,03	-	-	0,32	-
Corée du Nord	2,22	0,19	0,09	0,05	1,80	0,09	-	-	2,22	0,00
Kirghizistan	0,32	0,14	0,14	-	-	0,03	-	-	0,32	-
Népal	0,02	-	-	-	-	-	-	0,01	0,01	-
Pakistan	11,50	1,51	1,66	0,30	3,66	4,20	0,16	-	11,50	-
Philippines	0,16	0,07	0,02	-	-	0,06	-	-	0,15	0,00
Tadjikistan	0,32	0,14	0,14	-	-	0,03	-	-	0,32	-
Vietnam	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Attribuable à une région										
Asie	38,99	12,96	7,70	0,64	9,02	8,06	0,14	0,48	38,99	-
Asie centrale du sud	1,75	0,79	0,79	-	-	0,18	-	-	1,75	-
Asie du Sud-Est	1,75	0,79	0,79	-	-	0,18	-	-	1,75	-
Asie de l'Est	1,75	0,79	0,79	-	-	0,18	-	-	1,75	-

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

B2 : Aide humanitaire selon le pays ou l'organisation

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Pays bénéficiaire	TOTAL	Affaires mondiales Canada						Autres sources gouvernementales (1)		
		Intervention d'urgence					Total			
		Assistance matérielle et services d'urgence	Services de santé de base en situations d'urgence	Éducation en situations d'urgence	Aide alimentaire d'urgence	Coordination des secours et services de soutien et de protection		Aide à la reconstruction et réhabilitation	Prévention des catastrophes et préparation à leur survenue	
Amériques	103,83	22,80	13,66	1,45	46,22	15,07	0,26	4,25	103,71	0,11
Attribuable à un pays										
Bolivie	0,01	-	-	-	-	-	-	0,01	0,01	0,00
Colombie	14,42	3,18	2,38	0,12	7,63	1,11	-	-	14,42	0,00
Équateur	2,86	1,00	-	0,12	1,10	0,62	-	-	2,85	0,01
Salvador	3,25	-	-	-	3,24	-	-	-	3,24	-
Guatemala	3,91	0,04	0,04	-	3,74	0,04	0,04	0,00	3,91	-
Haiti	12,86	0,19	0,09	0,05	12,44	0,09	0,00	0,00	12,86	-
Honduras	3,91	0,04	0,04	-	3,74	0,04	0,04	-	3,91	-
Mexique	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Nicaragua	3,07	0,44	0,04	-	2,50	0,04	0,04	-	3,07	-
Panama	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Pérou	1,75	0,50	-	0,12	0,50	0,62	-	-	1,75	-
Venezuela	8,22	2,90	1,25	0,06	0,06	3,96	-	-	8,22	-
Attribuable à une région										
Caribbes	3,87	0,01	-	-	-	-	0,00	3,76	3,77	0,10
Amérique centrale	1,31	0,01	-	-	1,30	-	-	-	1,31	-
Amérique du Sud	6,01	2,41	-	0,60	-	3,00	-	-	6,01	-
Amérique	38,39	12,08	9,82	0,37	9,98	5,54	0,14	0,48	38,39	-
Europe	27,66	10,45	7,84	0,39	1,85	6,99	0,14	0,00	27,66	-
Attribuable à un pays										
Albanie	0,32	0,14	0,14	-	-	0,03	-	-	0,32	-
Bélarus	0,19	0,09	0,09	-	-	0,02	-	-	0,19	-
Bosnie Herzégovine	0,25	0,11	0,11	-	-	0,02	-	-	0,25	-
Croatie	0,50	0,13	0,13	-	-	0,13	-	-	0,50	-
Macédoine du Nord	0,32	0,14	0,14	-	-	0,03	-	-	0,32	-
Moldova	0,19	0,09	0,09	-	-	0,02	-	-	0,19	-
Monténégro	0,32	0,14	0,14	-	-	0,03	-	-	0,32	-
Ukraine	7,35	2,28	0,54	0,13	-	4,40	-	-	7,35	-
Attribuable à une région										
Europe	18,21	7,33	6,45	0,26	1,73	2,31	0,14	0,00	18,21	-
Océanie	15,38	6,55	5,66	0,26	1,73	1,17	-	0,00	15,37	0,01
Attribuable à un pays										
Fidji	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Vanuatu	0,01	-	-	-	-	-	-	-	-	0,01
Attribuable à une région										
Océanie	15,37	6,55	5,66	0,26	1,73					

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON L'ORGANISATION BÉNÉFICIAIRE

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON L'ORGANISATION BÉNÉFICIAIRE

C1 : Sommaire de l'aide internationale d'Affaires mondiales Canada selon le type d'organisation
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars et exclut les coûts d'opération et de gestion.

	TOTAL	Programmes géographiques	Enjeux mondiaux et développement	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres programmes (4)
Organisations Canadiennes	1 261,98	345,10	368,52	498,00	46,75	3,60
Société civile (1)	1 062,17	278,69	285,79	482,62	12,18	2,90
Gouvernement	131,29	17,04	80,74	6,95	25,86	0,70
Secteur privé	68,52	49,37	2,00	8,43	8,72	-
Organisations internationales	848,32	359,22	298,09	3,68	185,22	2,11
Société civile (1)	496,44	153,77	188,10	3,68	148,78	2,11
Gouvernement (2)	265,57	181,41	54,91	-	29,25	-
Secteur privé	86,31	24,05	55,08	-	7,19	-
Organisations multilatérales (3)	4 526,13	878,09	3 488,52	9,00	146,66	3,87
Subventions et contributions	4 215,62	878,09	3 178,01	9,00	146,66	3,87
Paiements aux institutions financières internationales	310,51	-	310,51	-	-	-
Total	6 636,42	1 582,41	4 155,13	510,68	378,63	9,58

(1) Pour une ventilation détaillée des paiements de transfert aux organisations de la société civile, veuillez consulter les Comptes publics du Canada.
(2) L'aide accordée par Affaires mondiales Canada à des gouvernements étrangers repose sur des approches fondées sur des programmes (comme le soutien budgétaire et le financement commun), conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement.
(3) On trouvera au tableau C2 du présent rapport de plus amples renseignements au sujet des contributions à des organisations multilatérales.
(4) « Autres » comprend la Direction générale de la politique stratégique, ainsi que la Direction générale de développement du commerce international et de l'innovation.

PRINCIPALES INSTITUTIONS MULTILATÉRALE

Fonds des Nations Unies pour l'enfance **545 MS**
Programme alimentaire mondial **500 MS**
Alliance mondiale pour la vaccination et l'immunisation **395 MS**

PRINCIPALES ORGANISATIONS CANADIENNES

Le Fonds Égalité **196 MS**
Micronutrient Initiative **93 MS**
FinDev Canada **77 MS**



* Coopération déléguée au gouvernement du Royaume-Uni pour le bénéfice du Soudan du Sud.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON L'ORGANISATION BÉNÉFICIAIRE

C2 : Aide internationale selon l'organisation multilatérale
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars et exclut les coûts d'opération et de gestion.

Organisation bénéficiaire

Agence, fonds ou commission des Nations Unies	TOTAL	Financement de base alloué aux initiatives multilatérales de développement	Bilatéral	Affaires mondiales Canada	Autres sources gouvernementales
CERF - Fonds central pour les interventions d'urgence	29,40	29,40	-	-	-
CCD	1,51	0,31	1,20	-	-
CESAP	2,15	0,31	1,84	-	-
CEA	4,40	2,15	2,25	-	-
PAO	68,78	14,52	4,40	4,40	0,00
CIRC	0,71	24,85	26,41	-	0,01
AIEA-FTC	21,04	0,71	0,71	-	-
AIEA-	5,16	3,66	-	17,37	-
obligatoires	5,16	5,16	-	-	-
FIDA	301,00	25,00	276,00	-	-
OIT-	9,31	9,31	-	-	-
obligatoires	9,31	9,31	-	-	-
OIT-CSBO	14,99	-	-	13,65	1,34
OIM	21,77	10,05	-	9,48	2,24
UIT	0,90	-	-	-	0,90
ONUSIDA	5,00	5,00	-	-	-
MIFMP	10,41	7,85	-	-	-
PAHO	80,13	13,47	2,90	63,74	0,03
ONU	52,59	47,31	5,28	52,59	-
UNICEF	563,81	16,20	368,72	159,47	2,55
UNDPKO	5,36	3,00	0,63	9,06	0,42
PNUD	208,00	40,00	12,20	139,07	0,77
UNESCO	12,27	7,21	1,30	10,36	0,39
ONU Femmes	42,47	17,65	16,04	2,28	1,51
PNUE	7,97	0,65	1,63	6,69	6,69
CCNUCC	0,66	0,66	-	-	-
HCDH	7,65	5,00	-	1,40	-
UN Habitat	0,20	-	-	0,20	-
UNMAS	0,90	-	-	0,90	-
UNOPS	23,73	17,00	4,00	2,73	-
OCHA	50,16	2,00	47,66	0,50	-
HCR	139,91	12,60	126,80	0,40	0,01
UNODC	8,31	-	-	7,86	-
PBF Guichet	3,00	-	-	-	-
deux	3,00	-	-	-	-
UNFPA	127,18	15,60	34,75	76,83	-
UNRWA	33,65	27,15	5,00	1,50	-
UNU	2,02	2,00	-	-	-
UPU	0,55	0,06	-	-	-
PAM	489,72	25,00	17,45	76,48	-
OMS-	13,75	13,75	-	-	-
obligatoires	13,75	13,75	-	-	-
OMS-CVSOD	206,49	184,88	20,61	1,00	-
OMPI	0,07	0,02	-	-	-
OMM	1,08	0,95	-	-	-
OMC-CCI	0,95	0,95	-	-	-
Autre agence, fonds ou commission des Nations Unies	1,85	1,80	-	0,05	-
Fonds monétaire international	6,20	-	-	6,20	-
Groupe de la Banque mondiale	916,39	292,24	166,68	0,24	457,33
BIRD	373,27	235,74	137,53	-	423,24
IDA	423,24	-	-	-	34,09
IDA-ADM	34,09	-	-	-	0,00
SFI	67,00	56,50	10,50	-	18,79
Autres, Groupe de la Banque mondiale	18,79	-	-	-	-

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON L'ORGANISATION BÉNÉFICIAIRE

C2 - Aide internationale selon l'organisation multilatérale
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle en millions de dollars et exclut les coûts d'opération et de gestion.

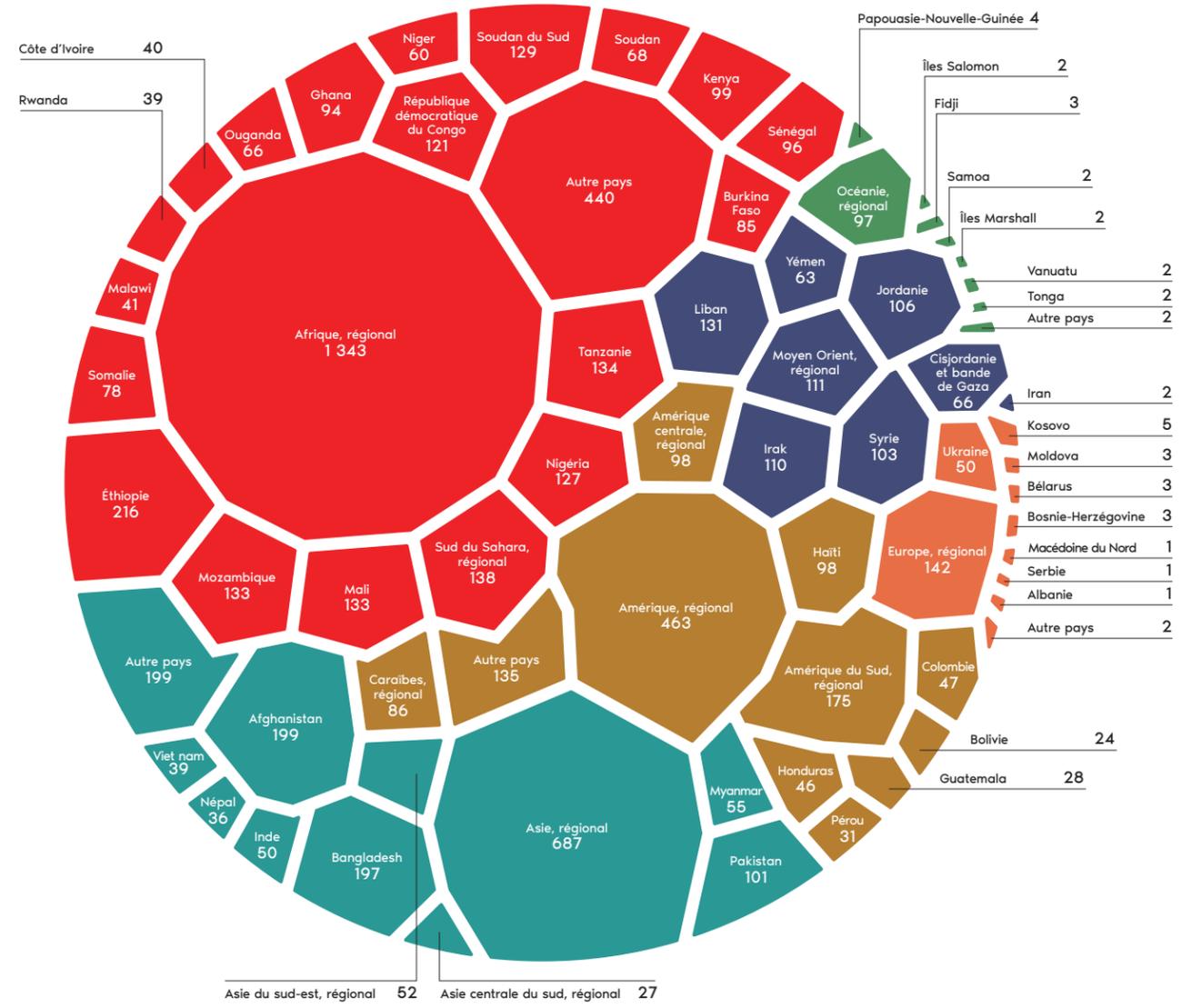
Organisation bénéficiaire	TOTAL		Affaires mondiales Canada		Autres sources gouvernementales	
	Financement de base attribué aux institutions multilatérales de développement	Total	Initiatives mondiales	Programmes géographiques	Autres programmes (1)	Total
Banques régionales de développement	508,24	508,24	222,90	194,90	36,26	454,07
FAD	296,34	296,34	158,64	132,80	1,00	292,54
BAD	38,72	38,72	32,96	5,76	1,00	38,72
BAIL	50,37	50,37	17,59	20,00	2,78	50,37
BDC	37,59	37,59	0,55	0,55	0,55	37,59
BID FOS	0,55	0,55	13,17	62,00	9,50	84,67
BID	84,67	84,67	13,17	62,00	9,50	84,67
Autres institutions multilatérales	991,09	991,09	514,73	426,60	6,84	972,44
UA	2,00	2,00	2,00	2,00	0,00	2,00
ANASE	1,15	1,15	1,15	1,15	0,00	1,15
CARICOM	0,85	0,85	0,85	0,85	0,00	0,85
CGAR	10,66	10,66	9,00	1,00	0,75	10,00
CF	1,77	1,77	1,22	0,55	0,00	1,77
COL	2,60	2,60	2,60	2,60	0,00	2,60
SC	6,91	6,91	6,91	6,91	0,00	6,91
CdE	0,29	0,29	0,29	0,29	0,00	0,29
CIDHG	1,18	1,18	1,18	1,18	0,00	1,18
GAVI	395,00	395,00	100,00	295,00	0,00	395,00
FEM - FPMA	7,50	7,50	7,50	7,50	0,00	7,50
FEM	54,75	54,75	54,75	54,75	0,00	54,75
Fonds mondial	333,00	333,00	268,00	65,00	0,00	333,00
PMIE	55,00	55,00	55,00	55,00	0,00	55,00
GCF	14,59	14,59	14,59	14,59	0,00	14,59
IICA	3,96	3,96	3,96	3,96	0,00	3,96
IDLO	0,70	0,70	0,70	0,70	0,00	0,70
INBAR	0,04	0,04	0,04	0,04	0,00	0,04
OIF	41,61	41,61	27,84	13,77	0,00	41,61
IRENA	0,54	0,54	0,54	0,54	0,00	0,54
OCDE-Centre de dev.	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,01
OCDE	1,42	1,42	1,42	1,42	0,00	1,42
OAS	21,45	21,45	11,31	1,78	8,17	21,26
OSCE	15,47	15,47	14,01	0,02	1,46	15,47
OMD CCF	0,89	0,89	0,89	0,89	0,00	0,89
OIE	17,70	17,70	3,10	1,68	9,24	14,02
Autres institutions multilatérales	17,70	17,70	3,10	1,68	9,24	14,02
Total	5 074,46	5 074,46	1 108,81	2 464,04	822,20	4 525,13

(1) Les autres directions générales d'Affaires mondiales Canada comprennent la Politique étrangère, la Sécurité internationale, le Partenariat pour l'innovation dans le développement, le Secteur des affaires juridiques.
(2) Les autres ministères comprennent le Centre de recherches pour le développement international, l'Emploi et Développement social Canada, l'Agence du revenu du Canada, l'Agence des Parcs Canada, l'Agence de l'immigration, des réfugiés et du cibernetisme Canada, l'Agence de la propriété intellectuelle du Canada, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, Statistique Canada et le Manitoba.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA PAR PAYS
CHIFFRES EN MILLIONS \$

AFRIQUE	3 680
ASIE	1 642
AMÉRIQUES	1 229
MOYEN-ORIENT	691
EUROPE	212
OCÉANIE	115
MONDIAL	860

TOTAL 8 430



* Les chiffres ayant été arrondis, la somme des nombres indiqués dans le graphique peut ne pas correspondre au total.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D1 : Aide internationale selon le mécanisme et le continent
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada					Total
	Programmes géographiques	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Enjeux mondiaux et développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	
TOTAL	739,73	309,79	2 051,90	99,69	79,68	3 280,70
Afrique	739,73	309,79	2 051,90	99,69	79,68	3 280,70
Aide bilatérale	672,75	194,60	412,54	25,27	0,16	2 687,43
Attribuable à un pays	672,75	194,43	412,54	19,08	0,16	1 305,91
dont l'APD	66,98	115,19	1 048,88	71,65	79,42	1 298,95
Non attribuable à un pays	66,98	115,19	1 048,88	46,76	79,40	1 382,12
dont l'APD	-	-	590,48	2,78	0,00	1 357,22
Aide multilatérale	-	-	150,93	2,78	0,00	593,27
Agences, fonds ou commission des Nations Unies	-	-	158,12	-	-	153,72
Banques régionales de développement	-	-	281,43	-	-	158,12
Groupes de la Banque mondiale	-	-	-	-	-	-
Autres organisations multilatérales	-	-	-	-	-	-
Afrique du Nord	23,10	3,03	11,71	1,89	-	39,73
Aide bilatérale	23,10	3,03	6,54	1,89	-	34,56
Attribuable à un pays	23,10	2,77	5,73	1,89	-	33,49
dont l'APD	23,10	2,77	5,73	0,07	-	31,67
Non attribuable à un pays	-	0,25	0,81	-	-	1,07
dont l'APD	-	0,25	0,81	-	-	1,07
Aide multilatérale	-	-	5,17	-	-	5,17
Agences, fonds ou commission des Nations Unies	-	-	2,88	-	-	2,88
Banques régionales de développement	-	-	-	-	-	-
Groupes de la Banque mondiale	-	-	-	-	-	-
Autres organisations multilatérales	-	-	2,29	-	-	2,29
Afrique - Total	762,83	312,81	2 063,62	101,58	79,68	3 320,43
Moyen-Orient	185,30	6,37	387,06	71,91	15,46	666,09
Aide bilatérale	158,15	6,37	365,89	71,91	15,46	617,78
Attribuable à un pays	145,08	5,46	306,64	60,62	0,06	517,86
dont l'APD	145,08	5,46	306,64	49,80	0,06	507,04
Non attribuable à un pays	13,07	0,91	59,25	11,29	15,40	99,92
dont l'APD	13,07	0,91	59,25	9,75	15,40	98,38
Aide multilatérale	27,15	-	17,31	-	-	48,32
Agences, fonds ou commission des Nations Unies	27,15	-	17,31	-	-	44,45
Banques régionales de développement	-	-	-	-	-	-
Groupes de la Banque mondiale	-	-	-	-	-	-
Autres organisations multilatérales	-	-	3,86	-	-	3,86
Asie	316,27	102,65	885,51	74,25	34,66	1 413,34
Aide bilatérale	316,27	102,65	676,12	68,85	34,66	1 198,55
Attribuable à un pays	295,35	47,76	98,92	15,55	0,49	468,08
dont l'APD	295,35	47,76	98,92	2,95	0,49	445,48
Non attribuable à un pays	20,92	54,89	577,20	53,30	34,16	740,47
dont l'APD	20,92	54,89	577,20	37,56	34,14	724,72
Aide multilatérale	-	-	209,38	5,40	0,00	214,79
Agences, fonds ou commission des Nations Unies	-	-	68,07	2,78	0,00	70,85
Banques régionales de développement	-	-	30,73	-	-	30,73
Groupes de la Banque mondiale	-	-	-	-	-	-
Autres organisations multilatérales	-	-	110,59	2,62	-	113,21

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D1 : Aide internationale selon le mécanisme et le continent
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada					Total
	Programmes géographiques	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Enjeux mondiaux et développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	
TOTAL	339,86	99,28	639,31	71,29	30,37	1 180,10
Amérique	339,86	99,28	639,31	71,29	30,37	1 180,10
Aide bilatérale	311,12	99,28	542,50	68,51	30,36	1 051,78
Attribuable à un pays	184,64	44,16	66,63	18,68	0,75	314,87
dont l'APD	183,41	43,91	66,63	10,41	0,75	305,11
Non attribuable à un pays	126,48	55,12	475,87	49,83	29,61	736,91
dont l'APD	126,48	55,12	475,87	34,24	29,59	721,29
Aide multilatérale	28,74	-	96,80	2,78	0,00	128,33
Agences, fonds ou commission des Nations Unies	13,47	-	31,40	2,78	0,00	47,66
Banques régionales de développement	-	-	31,83	-	-	31,83
Groupes de la Banque mondiale	-	-	-	-	-	-
Autres organisations multilatérales	15,27	-	33,57	-	0,00	48,84
Europe	26,88	0,20	111,57	61,85	4,68	205,18
Aide bilatérale	26,88	0,20	72,93	52,23	4,68	156,92
Attribuable à un pays	25,60	0,13	9,86	11,79	-	47,37
dont l'APD	25,60	0,13	9,86	10,63	-	46,22
Non attribuable à un pays	1,28	0,08	63,07	40,44	4,68	109,55
dont l'APD	1,28	0,08	63,07	29,97	4,68	99,06
Aide multilatérale	-	-	38,64	9,62	0,00	48,26
Agences, fonds ou commission des Nations Unies	-	-	24,31	2,76	0,00	27,10
Banques régionales de développement	-	-	-	-	-	-
Groupes de la Banque mondiale	-	-	-	-	-	-
Autres organisations multilatérales	-	-	14,33	6,84	-	21,17
Océanie	114,70	0,39	47,66	37,07	2,54	109,31
Aide bilatérale	96,39	0,39	37,49	34,30	2,53	96,38
Attribuable à un pays	4,47	0,18	0,27	-	0,06	4,46
dont l'APD	4,47	0,18	0,27	-	0,06	4,46
Non attribuable à un pays	91,92	17,71	37,22	34,30	2,47	91,92
dont l'APD	81,99	17,71	37,22	24,40	2,45	81,99
Aide multilatérale	18,31	-	10,16	2,77	0,00	12,93
Agences, fonds ou commission des Nations Unies	4,64	-	1,87	2,77	0,00	4,64
Banques régionales de développement	2,23	-	2,23	-	-	2,23
Groupes de la Banque mondiale	-	-	-	-	-	-
Autres organisations multilatérales	6,06	-	6,06	-	-	6,06
Coûts non attribuables	860,23	0,06	5,71	63,80	12,68	75,82
Aide bilatérale	786,72	0,06	5,71	1,13	8,13	18,07
dont l'APD	784,05	0,06	5,71	1,13	5,60	15,54
dont les coûts des réfugiés	229,88	-	-	-	-	-
Aide multilatérale	73,51	-	62,67	4,55	0,54	57,75
Sommaire	6 796,60	527,41	3 164,03	402,75	170,30	5 861,45
Aide internationale bilatérale	1 633,17	-	1 024,48	27,89	0,56	1 108,81
Aide internationale multilatérale	8 429,78	1 652,85	5 277,41	4 188,51	430,64	170,86
Total - Aide internationale	10 062,85	1 652,85	8 442,44	4 611,26	601,42	6 979,27

(1) « Autres » comprend la Direction générale de la politique stratégique, la Direction générale de développement du commerce international et de l'innovation, les Services rendus à l'étranger, de même que le coût des opérations ministérielles et de gestion des directions générales qui ne s'occupent pas de programmes.
(2) La liste complète des autres ministères ayant fourni de l'aide internationale se trouve dans le tableau A. de ce rapport.
(3) Les projets codés à l'Afrique sont inclus sous l'Afrique subsaharienne, étant donné que la majorité des avantages se produisent dans des pays de cette région.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D1.1 : Aide internationale totale selon le bénéficiaire et le type d'aide

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	TOTAL	Affaires mondiales Canada			Autres sources gouvernementales (2)		
		Bilatéral	Multilatéral	Total	Bilatéral	Multilatéral	Total
Afrique	3 680,24	2 721,99	598,44	3 320,43	81,14	278,67	359,81
Afrique subsaharienne (1)	3 637,98	2 687,43	593,27	3 280,70	78,61	278,67	357,28
Attribuable à un pays							
Angola	3,32	0,39	2,87	3,26	-	0,06	0,06
Bénin	38,25	23,55	6,06	29,60	2,60	6,05	8,65
Botswana	1,26	0,40	0,64	1,04	0,23	-	0,23
Burkina Faso	85,26	60,88	12,99	73,87	3,11	8,28	11,39
Burundi	17,74	8,64	7,26	15,90	0,05	1,80	1,84
Cameroun	33,57	22,22	8,41	30,64	0,91	2,02	2,93
Cabo Verde	2,15	0,46	0,29	0,74	0,16	1,25	1,41
République centrafricaine	36,30	20,18	12,40	32,58	0,10	3,62	3,72
Tchad	36,83	22,79	9,67	32,46	0,21	4,16	4,37
Comores	3,42	0,58	2,05	2,63	0,03	0,76	0,78
République démocratique du Congo	121,02	66,15	44,43	110,58	0,89	9,55	10,44
Congo	5,18	1,61	2,35	3,96	0,03	1,20	1,22
Côte d'Ivoire	40,00	18,42	9,65	28,06	1,37	10,57	11,94
Djibouti	5,58	1,42	3,42	4,84	0,03	0,71	0,73
Guinée équatoriale	0,34	0,19	0,12	0,32	0,03	-	0,03
Érythrée	4,16	0,18	3,98	4,16	-	-	-
Eswatini	1,99	0,72	1,26	1,99	0,00	-	0,00
Éthiopie	215,58	138,93	33,19	172,12	1,23	42,23	43,46
Gabon	0,83	0,55	0,23	0,77	0,06	-	0,06
Gambie	6,06	0,63	3,42	4,05	0,30	1,71	2,01
Ghana	94,09	69,45	14,39	83,84	2,14	8,11	10,25
Guinée	14,77	4,70	6,52	11,22	0,19	3,35	3,54
Guinée-Bissau	4,31	0,43	2,91	3,34	0,12	0,86	0,97
Kenya	99,39	41,08	17,19	58,27	5,99	35,12	41,11
Lesotho	5,10	1,13	3,28	4,41	0,03	0,66	0,70
Liberia	10,26	3,01	4,87	7,87	0,04	2,34	2,39
Madagascar	21,06	3,72	9,97	13,69	0,82	6,55	7,37
Malawi	41,29	17,45	19,13	36,57	0,70	4,01	4,71
Mali	133,10	105,45	20,54	125,99	3,33	3,78	7,11
Mauritanie	11,57	4,30	3,89	8,20	0,08	3,29	3,38
Île Maurice	0,95	0,47	0,47	0,94	0,00	-	0,00
Mozambique	132,51	95,89	25,70	121,59	0,72	10,20	10,92
Namibie	1,90	0,31	1,37	1,68	0,21	-	0,21
Niger	59,91	33,86	14,67	48,54	0,85	10,52	11,37
Nigéria	126,58	68,56	30,38	98,94	2,54	25,11	27,64
Rwanda	38,85	13,07	14,61	27,68	1,44	9,73	11,17
Sao Tomé-et-Principe	2,86	0,44	2,01	2,45	0,00	0,41	0,41
Sénégal	95,92	78,38	5,22	83,60	4,94	7,38	12,32
Seychelles	0,17	0,17	-	0,17	-	-	-
Sierra Leone	19,60	9,07	5,83	14,89	0,24	4,46	4,70
Somalie	78,32	52,78	13,86	66,64	0,01	11,67	11,68
Afrique du Sud	21,51	9,47	9,41	18,88	2,63	-	2,63
Soudan du Sud	129,21	114,75	13,51	128,26	0,04	0,92	0,96
Soudan	68,11	50,26	15,49	65,76	0,29	2,06	2,35
Tanzanie	133,88	87,78	33,71	121,49	2,38	10,01	12,39
Togo	16,86	5,99	7,18	13,17	0,64	3,04	3,68
Ouganda	66,30	23,26	23,27	46,53	3,62	16,15	19,78
Zambie	23,90	9,80	10,59	20,40	0,41	3,09	3,51
Zimbabwe	28,17	11,40	15,54	26,93	0,95	0,29	1,24
Attribuable à une région							
Afrique subsaharienne	138,00	130,72	0,79	131,51	6,43	0,06	6,49
Afrique de l'Ouest	9,20	7,71	0,05	7,75	0,85	0,60	1,44
Afrique centrale	0,18	0,07	0,10	0,18	-	-	-
Afrique de l'Est	7,92	6,48	0,93	7,41	-	0,51	0,51
Afrique australe	0,18	0,01	0,16	0,18	-	-	-
Afrique	1 343,22	1 237,14	81,01	1 318,15	24,64	0,43	25,07
Afrique du Nord	42,26	34,56	5,17	39,73	2,53	-	2,53
Attribuable à un pays							
Algérie	2,43	1,82	0,23	2,06	0,37	-	0,37
Égypte	10,77	8,83	1,72	10,54	0,23	-	0,23
Sahara occidental	0,32	-	0,32	0,32	-	-	-
Libye	5,74	4,88	0,81	5,69	0,06	-	0,06
Maroc	8,79	6,72	1,48	8,20	0,59	-	0,59
Tunisie	12,89	11,24	0,61	11,85	1,04	-	1,04
Attribuable à une région							
Afrique du Nord	1,32	1,07	-	1,07	0,25	-	0,25

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D1.1 : Aide internationale totale selon le bénéficiaire et le type d'aide

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	TOTAL	Affaires mondiales Canada			Autres sources gouvernementales (2)		
		Bilatéral	Multilatéral	Total	Bilatéral	Multilatéral	Total
Moyen-Orient	691,09	617,78	48,32	666,09	20,12	4,87	25,00
Attribuable à un pays							
Irak	109,52	107,04	1,47	108,52	1,01	-	1,01
Iran	2,22	1,50	0,56	2,06	0,16	-	0,16
Jordanie	105,68	96,47	7,06	103,53	1,44	0,71	2,15
Liban	131,08	115,94	7,35	123,28	6,62	1,17	7,79
Cisjordanie et Gaza	65,63	44,99	18,58	63,58	2,05	-	2,05
Syrie	103,20	97,93	5,18	103,11	0,09	-	0,09
Yémen	62,52	53,98	5,68	59,66	0,00	2,85	2,85
Attribuable à une région							
Moyen-Orient	111,25	99,92	2,43	102,35	8,76	0,13	8,89
Asie	1 642,10	1 198,55	214,79	1 413,34	23,41	205,36	228,76
Attribuable à un pays							
Afghanistan	198,56	177,07	8,93	186,00	0,10	12,46	12,56
Arménie	0,97	0,30	0,48	0,78	-	0,19	0,19
Azerbaïdjan	2,40	1,73	0,68	2,40	-	-	-
Bangladesh	197,46	105,31	18,91	124,22	1,40	71,84	73,24
Bhoutan	2,57	0,19	1,15	1,35	0,04	1,19	1,23
Chine	7,23	0,93	4,41	5,34	1,90	-	1,90
Géorgie	6,67	5,71	0,84	6,55	0,00	0,12	0,12
Indonésie	25,87	17,07	8,67	25,75	0,13	-	0,13
Inde	50,15	6,84	18,96	25,80	2,33	22,03	24,35
Kirghizistan	5,59	2,11	2,63	4,74	0,03	0,83	0,85
Cambodge	11,58	3,90	5,26	9,16	0,54	1,88	2,42
Corée du Nord	4,37	2,22	2,15	4,37	0,00	-	0,00
Kazakhstan	1,47	0,51	0,95	1,47	-	-	-
Laos	5,35	1,07	2,87	3,94	0,29	1,11	1,40
Sri Lanka	18,80	8,78	4,00	12,79	0,77	5,24	6,01
Myanmar	55,38	35,49	12,70	48,19	1,12	6,07	7,20
Mongolie	10,82	6,45	1,40	7,85	0,00	2,97	2,97
Maldives	3,17	1,53	0,99	2,52	0,02	0,63	0,65
Malaisie	3,04	1,54	0,78	2,32	0,72	-	0,72
Népal	36,16	6,29	11,94	18,23	0,47	17,47	17,93
Philippines	21,47	15,50	5,13	20,63	0,85	-	0,85
Pakistan	100,71	39,66	28,64	68,29	1,03	31,38	32,41
Thaïlande	7,24	1,70	4,80	6,50	0,75	-	0,75
Tadjikistan	8,91	2,24	4,66	6,90	0,05	1,96	2,01
Timor-Leste	1,24	0,20	0,99	1,19	0,01	0,04	0,05
Turkménistan	0,64	0,11	0,53	0,64	-	-	-
Ouzbékistan	16,09	0,37	4,45	4,82	0,04	11,23	11,27
Vietnam	38,69	13,28	7,14	20,42	1,80	16,47	18,27
Attribuable à une région							
Asie	687,35	640,24	39,27	679,52	7,73	0,10	7,83
Asie centrale du sud	27,03	27,03	0,00	27,03	-	-	-
Asie du Sud	6,97	1,56	4,46	6,02	0,88	0,06	0,94
Asie centrale	2,72	2,60	0,04	2,64	-	0,08	0,08
Asie du Sud-Est	51,91	45,52	5,98	51,50	0,42	-	0,42
Asie de l'Est	23,52	23,52	-	23,52	-	-	-
Amérique	1 229,12	1 051,78	128,33	1 180,10	38,19	10,82	49,02
Attribuable à un pays							
Antigua-et-Barbuda	1,73	0,85	0,89	1,73	-	-	-
Argentine	1,67	0,34	0,36	0,70	0,98	-	0,98
Barbade	0,31	0,31	-	0,31	-	-	-
Bolivie	23,68	19,50	2,17	21,68	0,83	1,18	2,01
Brésil	6,34	0,96	3,89	4,85	1,49	-	1,49
Bahamas	0,44	0,44	-	0,44	-	-	-
Belize	5,13	2,78	2,23	5,02	0,12	-	0,12
Chili	2,45	0,51	-	0,51	1,94	-	1,94
Colombie	47,11	42,51	2,06	44,57	2,55	-	2,55
Costa Rica	1,33	0,74	0,39	1,13	0,20	-	0,20
Cuba	4,20	3,03	0,96	3,99	0,21	-	0,21
Dominique	4,10	2,44	1,09	3,53	0,15	0,42	0,57
République dominicaine	1,26	0,60	0,58	1,18	0,09	-	0,09
Équateur	10,55	7,30	1,77	9,08	1,47	-	1,47
Grenade	3,20	1,40	1,25	2,65	0,00	0,55	0,55
Guatemala	27,71	20,40	5,44	25,84	1,87	-	1,87

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D1.1 : Aide internationale totale selon le bénéficiaire et le type d'aide

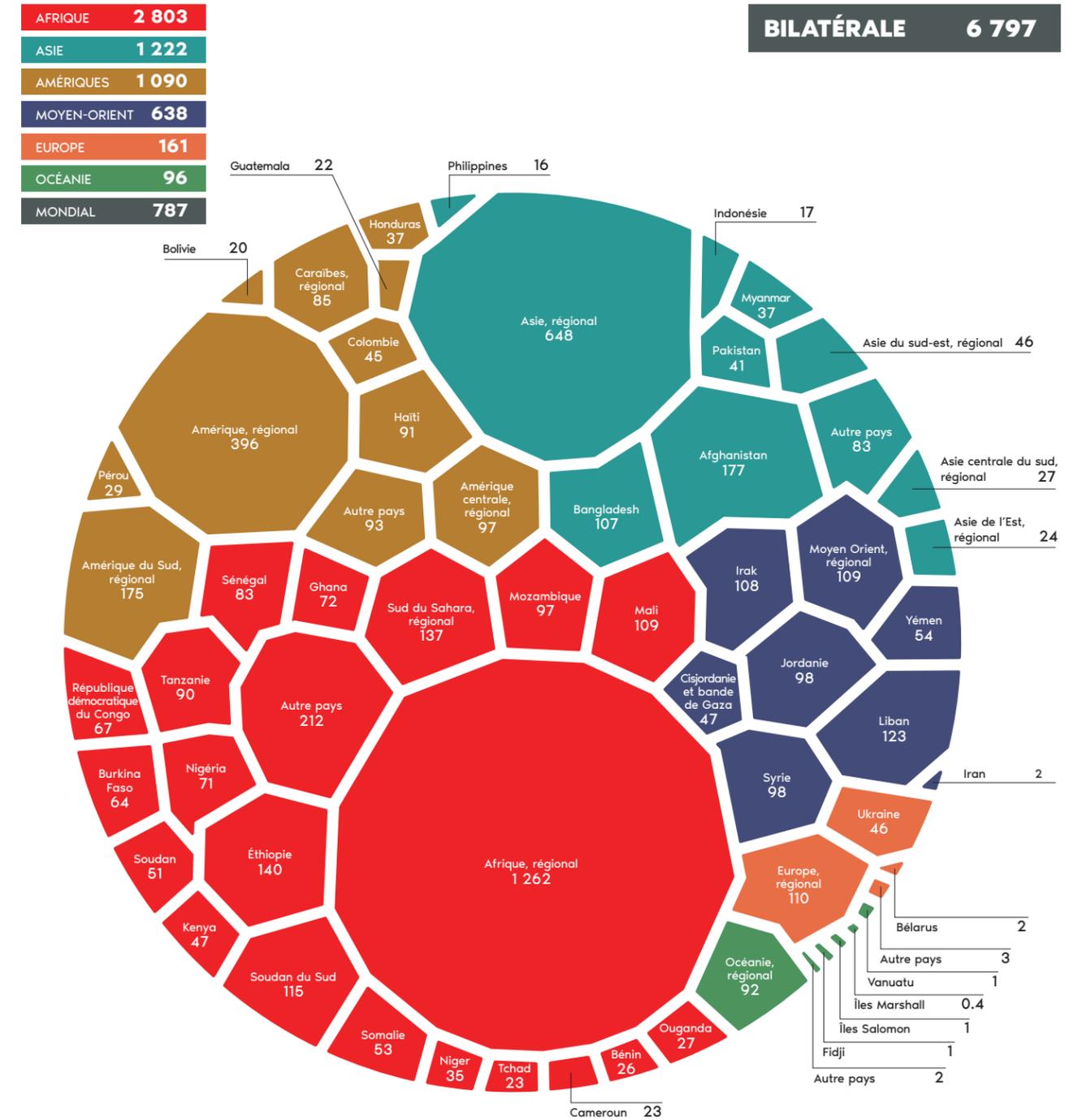
Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	TOTAL	Affaires mondiales Canada			Autres sources gouvernementales (2)		
		Bilatéral	Multilatéral	Total	Bilatéral	Multilatéral	Total
Panama	2,15	1,28	0,80	2,08	0,07	-	0,07
Pérou	30,83	26,68	1,48	28,16	2,67	-	2,67
Paraguay	3,14	0,10	2,80	2,89	0,25	-	0,25
Suriname	2,25	1,35	0,90	2,25	-	-	-
Salvador	11,45	9,80	1,25	11,05	0,40	-	0,40
Trinité-et-Tobago	0,47	0,47	-	0,47	-	-	-
Uruguay	0,04	0,04	-	0,04	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3,61	0,94	1,52	2,46	0,19	0,96	1,15
Venezuela	13,99	12,75	1,24	13,99	-	-	-
Attribuable à une région							
Amérique	462,65	395,79	66,39	462,18	0,30	0,16	0,46
Amérique centrale	97,66	93,99	0,71	94,71	2,91	0,04	2,95
Amérique du Sud	175,05	162,59	0,13	162,72	12,33	-	12,33
Caraïbes	85,75	84,53	1,05	85,58	0,17	-	0,17
Europe	212,29	156,92	48,26	205,18	3,62	3,49	7,11
Attribuable à un pays							
Albanie	1,13	0,45	0,67	1,12	-	0,01	0,01
Bosnie Herzégovine	2,52	0,25	1,92	2,16	-	0,36	0,36
Bélarus	2,94	1,76	1,18	2,94	-	-	-
Croatie	0,50	0,50	-	0,50	-	-	-
Kosovo	4,75	0,21	2,66	2,88	-	1,88	1,88
Moldova	3,46	0,51	1,77	2,28	-	1,17	1,17
Monténégro	0,80	0,40	0,40	0,80	-	-	-
Macédoine du Nord	1,40	0,40	1,00	1,40	-	-	-
Serbie	1,29	0,10	1,18	1,29	-	-	-
Turquie	0,92	0,10	0,59	0,69	0,22	-	0,22
Ukraine	50,12	42,68	4,04	46,72	3,40	-	3,40
Attribuable à une région							
Europe	142,47	109,55	32,85	142,39	-	0,08	0,08
Océanie	114,70	96,38	12,93	109,31	0,01	5,38	5,39
Attribuable à un pays							
Fidji	3,13	0,83	1,12	1,95	0,00	1,18	1,18
Micronésie	0,57	0,17	0,18	0,35	-	0,22	0,22
Kiribati	0,28	0,24	0,02	0,26	-	0,02	0,02
Îles Marshall	1,69	0,44	1,10	1,54	-	0,15	0,15
Nauru	0,23	0,17	0,06	0,23	-	-	-
Îles Niue	0,05	-	0,05	0,05	-	-	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,03	0,17	3,12	3,29	-	0,75	0,75
Palaos	0,35	0,17	0,18	0,35	-	-	-
Îles Salomon	1,98	0,65	0,70	1,35	-	0,63	0,63
Tokelau	0,00	-	0,00	0,00	-	-	-
Tonga	1,57	0,24	0,29	0,53	-	1,04	1,04
Tuvalu	0,76	0,24	0,16	0,40	-	0,36	0,36
Vanuatu	1,67	0,90	0,39	1,29	0,01	0,36	0,38
Samoa	1,71	0,24	0,85	1,09	-	0,62	0,62
Attribuable à une région							
Océanie	96,69	91,92	4,72	96,64	-	0,05	0,05
Général ou non attribuable (3)	860,23	18,07	57,75	75,82	768,65	15,76	784,41
Aide internationale	8 429,78	5 861,45	1 108,81	6 970,27	935,15	524,36	1 459,51

(1) Les projets codés à l'Afrique sont inclus sous l'Afrique subsaharienne, étant donné que la majorité des avantages se produiront dans des pays de cette région.
 (2) La liste complète des autres ministères ayant fourni de l'aide internationale se trouve dans le tableau A de ce rapport.
 (3) « Aide non attribuable » désigne les décaissements qui ne peuvent être attribués à un bénéficiaire ou à un secteur donné (p. ex. le coût de l'accueil des réfugiés au Canada).

AIDE INTERNATIONALE BILATÉRALE DU CANADA PAR PAYS

CHIFFRES EN MILLIONS \$



* Les chiffres ayant été arrondis, la somme des nombres indiqués dans le graphique peut ne pas correspondre au total.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE
 D2 : Aide internationale bilatérale
 Ce tableau présente les dépenses de /ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada				Autres sources gouvernementales			
	Programmes géographiques	Erjeux mondiaux et développement	Direction de l'assistance humanitaire	Initiatives mondiales	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	Total
TOTAL	762,83	401,24	1 065,72	312,81	95,80	79,57	2 721,99	2 687,43
Afrique - Total	2 803,13	762,83	1 065,72	312,81	95,80	79,57	2 721,99	2 687,43
Afrique subsaharienne (3)	2 766,04	395,54	1 065,88	309,79	96,91	79,57	2 687,43	2 641,99
Attribuable à un pays								
Angola	0,39	-	-	-	-	-	0,39	-
Bénin	14,15	1,51	-	7,89	-	-	22,55	-
Botswana	0,29	-	-	0,11	-	-	0,40	-
Burkina Faso	33,83	12,61	2,56	9,45	2,42	-	60,88	0,03
Burundi	8,68	3,75	2,99	1,51	2,99	-	8,64	0,01
Cameroun	23,14	7,96	4,37	1,05	4,37	-	22,22	0,05
Cabo Verde	0,62	0,29	-	0,17	-	-	0,46	0,00
République centrafricaine	20,28	0,49	18,02	0,17	0,01	-	20,18	0,01
Tchad	23,00	0,82	20,09	1,50	0,17	0,20	22,79	0,02
Comores	0,60	0,38	-	0,17	-	0,03	0,58	0,03
République démocratique du Congo	67,04	27,75	67,04	6,41	8,61	0,94	66,15	0,29
Congo	1,63	0,64	0,70	-	1,61	0,10	1,61	-
Côte d'Ivoire	19,79	9,48	-	4,05	4,89	-	18,42	0,02
Djibouti	1,45	0,30	0,91	0,01	0,18	-	1,42	-
Guinée équatoriale	0,22	0,03	-	0,17	-	-	0,19	-
Erythrée	0,18	-	-	-	-	-	0,18	-
Eswatini	0,72	-	-	0,44	-	-	0,72	-
Ethiopie	140,16	79,63	43,01	11,51	11,51	-	138,93	0,08
Gabon	0,60	0,36	-	0,01	0,19	-	0,60	0,01
Gambie	0,93	0,46	-	0,15	-	-	0,30	-
Ghana	71,59	49,26	-	3,66	16,23	0,27	69,46	0,04
Guinée	4,99	2,40	-	1,51	0,75	0,03	4,70	-
Guinée-Bissau	4,95	0,26	-	0,17	0,43	-	4,08	-
Kenya	47,07	13,07	6,53	0,92	19,93	0,63	41,08	0,04
Lesotho	1,16	0,29	0,58	0,01	0,24	-	1,13	-
Liberia	3,05	0,81	-	-	2,13	0,03	3,01	-
Madagascar	4,94	0,80	1,51	1,96	1,41	-	3,72	0,01
Malawi	18,15	5,39	-	1,98	10,10	-	17,45	0,02
Mali	103,78	67,97	13,87	2,65	13,75	7,60	105,45	0,17
Mauritanie	4,39	0,47	2,41	0,01	0,29	0,02	4,30	-
Ile Maurice	0,52	0,29	7,07	2,55	7,07	-	9,69	-
Mozambique	96,61	79,21	0,01	0,01	0,01	-	0,21	-
Namibie	0,52	0,29	-	-	-	-	0,52	-
Niger	34,72	5,35	21,90	4,94	0,98	0,70	33,86	0,01
Nigeria	71,09	30,21	33,05	0,21	3,91	1,19	68,56	0,00
Rwanda	14,51	2,93	2,41	1,26	6,48	-	13,07	0,02
Sao Tomé-et-Principe	0,45	0,28	-	0,17	-	-	0,44	-
Sénégal	83,32	60,39	-	2,51	15,48	-	78,38	0,00
Seychelles	0,17	-	-	0,17	-	-	0,17	-
Sierra Leone	9,31	1,20	-	2,55	4,32	1,00	9,07	-
Somalie	52,80	6,83	37,58	5,00	3,04	0,34	52,78	0,01
Afrique du Sud	12,10	5,06	12,10	1,25	1,73	1,43	9,47	0,11
Soudan du Sud	114,79	66,51	32,66	10,41	1,45	3,72	114,75	0,01
Soudan	50,55	20,83	23,67	3,86	0,88	1,03	50,26	0,00
Tanzanie	90,16	72,71	3,42	11,64	-	-	87,78	0,06
Togo	6,63	0,39	4,12	1,48	-	-	5,99	0,00
Ouganda	26,88	0,49	11,95	1,06	9,76	-	23,26	0,01
Zambie	10,22	0,42	1,71	5,12	2,55	-	9,80	-
Zimbabwe	12,35	0,49	6,46	0,46	3,98	-	11,40	-

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE
 D2 : Aide internationale bilatérale
 Ce tableau présente les dépenses de /ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada				Autres sources gouvernementales			
	Programmes géographiques	Erjeux mondiaux et développement	Direction de l'assistance humanitaire	Initiatives mondiales	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	Total
TOTAL	1 221,96	637,90	1 321,80	543,33	102,65	68,85	1 198,55	1 170,70
Asie	108,68	158,15	47,15	12,09	0,91	11,29	15,40	99,92
Attribuable à une région								
Moyen-Orient	108,68	158,15	47,15	12,09	0,91	11,29	15,40	99,92
Attribuable à un pays								
Iran	108,68	158,15	47,15	12,09	0,91	11,29	15,40	99,92
Jordanie	0,30	0,09	32,34	-	2,40	0,34	-	177,07
Liban	97,91	54,25	35,78	-	1,58	4,56	-	106,31
Cyprus	122,55	22,00	87,94	-	1,27	4,72	-	116,94
Cyprus et Gaza	47,05	39,90	2,00	-	1,93	0,06	-	44,99
Syrie	95,02	0,36	90,13	-	1,23	6,22	-	97,83
Yémen	53,98	-	45,32	1,05	0,12	4,49	-	53,98
Attribuable à une région								
Afrique du Nord	1,32	-	-	0,81	0,25	-	-	1,07
Algérie	2,20	0,64	0,80	0,01	-	0,38	-	1,82
Egypte	9,05	8,37	4,65	-	0,32	0,15	-	8,83
Libye	4,94	0,13	4,65	-	-	0,10	-	4,88
Maroc	7,31	5,74	0,01	0,01	0,51	0,46	-	6,72
Tunisie	12,28	8,22	0,25	0,01	1,95	0,81	-	11,24
Attribuable à une région								
Afrique du Nord	1,32	-	-	0,81	0,25	-	-	1,07
Moyen-Orient	637,90	158,15	352,74	13,14	6,97	71,91	15,46	617,78
Attribuable à un pays								
Irak	108,05	28,59	41,42	-	0,15	36,89	-	107,04
Iran	1,66	-	-	-	-	1,50	-	1,50
Jordanie	97,91	54,25	35,78	-	1,58	4,56	-	96,47
Liban	122,55	22,00	87,94	-	1,27	4,72	-	116,94
Cyprus et Gaza	47,05	39,90	2,00	-	1,93	0,06	-	44,99
Syrie	95,02	0,36	90,13	-	1,23	6,22	-	97,83
Yémen	53,98	-	45,32	1,05	0,12	4,49	-	53,98
Attribuable à une région								
Afrique du Nord	1,32	-	-	0,81	0,25	-	-	1,07
Moyen-Orient	1 221,96	316,27	1 321,80	543,33	102,65	68,85	34,66	1 198,55
Attribuable à un pays								
Afghanistan	177,16	141,83	32,34	0,15	2,40	0,34	-	177,07
Arménie	0,30	0,09	-	-	-	0,22	-	0,30
Azerbaïdjan	1,73	0,08	1,39	-	-	0,17	0,10	1,73
Bangladesh	106,72	66,29	28,93	2,40	7,86	0,90	-	106,31
Bhoutan	0,23	0,16	-	-	-	-	0,03	0,19
Chine	2,83	0,65	-	-	-	0,08	0,21	0,93
Céypile	5,71	0,08	0,21	-	-	5,42	-	5,71
Indonésie	17,20	13,45	0,54	0,91	2,06	0,11	-	17,07
Inde	9,17	1,04	0,32	1,65	4,15	-	-	6,84
Kirghizistan	2,13	0,06	-	-	1,69	-	-	2,11
Corée du Nord	4,43	0,17	2,22	-	3,38	0,35	-	5,90
Corée du Nord	2,22	0,17	0,32	-	0,38	-	-	2,22
Kazakhstan	0,91	0,09	0,32	-	0,64	0,01	0,10	0,91
Laos	1,36	0,17	-	-	0,79	0,28	-	1,07
Maldives	3,56	5,66	-	0,91	3,53	1,42	-	6,78
Myanmar	36,61	20,14	10,61	0,91	3,53	1,21	-	36,49
Mongolie	6,45	5,05	-	0,91	-	-	-	6,45
Népal	1,55	1,53	-	-	-	-	-	1,53
Malaisie	2,26	0,12	-	-	-	1,42	-	1,54
Népal	6,75	0,45	1,80	-	4,03	-	-	6,29
Philippines	16,35	9,15	0,15	-	4,28	1,91	-	16,50
Pakistan	40,69	19,88	11,24	1,21	7,12	0,20	-	39,66
Thaïlande	2,45	0,17	-	-	0,16	1,37	-	1,70

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE
 D2 : Aide internationale bilatérale
 Ce tableau présente les dépenses de /ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada				Autres sources gouvernementales					
	Programmes géographiques		Enjeux mondiaux et développement		Centres de recherches pour le développement international		Environnement et Changement climatique Canada		Autres (2)	
	TOTAL	Direction de l'assistance humanitaire	Initiatives mondiales	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	Total	Gendarmerie royale du Canada	Provinces, territoires et municipalités (2)	Total
TOTAL										
Tadjikistan	2,29	0,09	0,32	1,83	-	-	-	-	-	0,05
Timor-Leste	0,21	0,17	-	0,03	-	-	-	-	0,01	0,01
Turkménistan	0,11	0,08	-	-	-	-	-	-	-	0,11
Ouzbékistan	0,41	0,34	-	-	-	-	-	-	-	0,04
Vietnam	15,08	9,39	0,38	3,32	0,19	-	-	0,27	0,02	0,73
Attribuable à une région										
Asie	647,97	38,94	457,11	54,67	42,51	34,16	640,24	-	-	7,73
Asie centrale du sud	27,03	1,75	23,16	-	2,12	-	27,03	-	-	0,88
Asie du Sud	2,45	-	1,01	0,21	0,33	-	1,56	-	-	0,88
Asie centrale	2,60	-	2,60	-	-	-	2,60	-	-	-
Asie du Sud-Est	45,94	1,75	27,52	0,01	8,16	-	46,52	-	-	0,42
Asie de l'Est	23,52	1,75	21,60	0,00	0,17	-	23,52	-	-	-
Amérique										
Attribuable à une région										
Amérique du Nord	1 089,97	99,89	442,61	99,28	66,51	30,36	1 051,78	0,52	4,75	3,95
Amérique centrale	0,85	0,69	-	0,00	0,15	0,00	0,85	-	-	-
Amérique du Sud	1,32	0,08	0,13	0,13	0,12	0,02	0,34	-	-	0,98
Caribbes	0,31	0,21	-	0,10	0,10	-	0,31	-	-	-
Amérique du Nord	20,33	12,44	3,66	3,36	0,04	0,00	19,50	0,25	0,41	0,83
Amérique centrale	2,45	0,26	0,54	0,15	0,12	0,05	0,96	0,16	-	1,49
Amérique du Sud	0,44	0,28	-	-	-	-	0,44	-	-	-
Caribbes	2,90	2,15	-	0,01	0,62	0,01	2,78	-	-	0,12
Amérique du Nord	2,45	0,33	14,42	0,15	0,02	0,00	42,51	1,87	0,07	1,94
Amérique centrale	45,05	16,45	1,32	2,48	7,83	0,03	49,51	1,70	0,01	0,14
Amérique du Sud	0,94	0,41	-	0,13	0,20	0,00	0,74	0,05	0,01	0,20
Caribbes	3,24	3,00	-	0,18	0,05	0,00	3,03	0,05	0,01	0,21
Amérique du Nord	2,59	2,21	-	0,18	0,05	0,00	2,44	0,06	0,01	0,15
Amérique centrale	6,79	3,75	2,85	0,63	0,16	0,01	6,80	0,03	0,00	0,08
Amérique du Sud	5,77	1,16	0,13	0,10	0,10	0,00	7,30	0,00	0,00	1,47
Caribbes	1,40	0,93	0,29	0,13	0,10	0,00	1,40	0,00	0,00	0,00
Amérique du Nord	22,27	8,53	3,91	6,96	0,71	0,00	20,40	0,00	0,00	1,87
Amérique centrale	6,79	5,39	1,99	1,06	0,32	0,00	6,78	0,01	0,00	0,01
Amérique du Sud	38,65	28,43	4,01	4,01	1,39	0,00	35,72	0,38	0,17	0,37
Caribbes	90,54	57,53	12,86	14,99	2,85	0,00	88,24	0,19	1,59	2,30
Amérique du Nord	4,93	2,94	-	1,10	0,88	0,01	4,63	0,21	0,10	0,30
Amérique centrale	0,30	0,20	-	0,17	0,10	0,00	0,30	-	-	-
Amérique du Sud	2,04	1,77	-	-	-	-	2,03	-	-	0,01
Caribbes	0,25	0,25	-	-	-	-	0,25	-	-	-
Amérique du Nord	6,57	2,47	0,04	0,04	0,40	0,57	3,48	1,32	1,57	3,10
Amérique centrale	16,30	8,15	3,07	2,28	0,63	0,00	16,92	0,10	0,28	0,38
Amérique du Sud	1,34	0,39	0,26	0,26	0,63	0,00	1,28	0,04	0,02	0,00
Caribbes	29,35	17,72	1,75	2,50	4,54	0,14	26,68	1,73	0,10	2,67
Amérique du Nord	0,34	0,08	-	-	0,02	0,00	0,10	0,25	-	0,25
Amérique centrale	1,35	1,23	-	0,09	0,03	0,00	1,35	-	-	-
Amérique du Sud	10,19	4,32	3,24	0,37	0,85	1,21	9,80	0,34	0,02	0,40
Caribbes	0,47	0,20	-	0,10	0,17	-	0,47	-	-	-
Amérique du Nord	0,04	-	-	-	0,04	-	0,04	-	-	-
Amérique centrale	1,13	0,88	-	-	0,05	0,00	0,94	0,19	-	0,19
Amérique du Sud	12,75	4,27	8,22	0,07	0,19	0,00	12,75	-	-	-
Attribuable à une région										
Amérique	396,10	17,14	38,38	21,24	45,73	28,24	396,79	-	-	0,30
Amérique centrale	96,91	22,47	1,30	68,79	0,39	0,19	93,99	2,91	-	2,91
Amérique du Sud	174,92	34,02	6,00	118,87	4,42	0,87	162,59	10,73	0,85	12,33
Caribbes	84,70	52,85	-	30,13	0,40	0,31	84,53	0,05	-	0,17

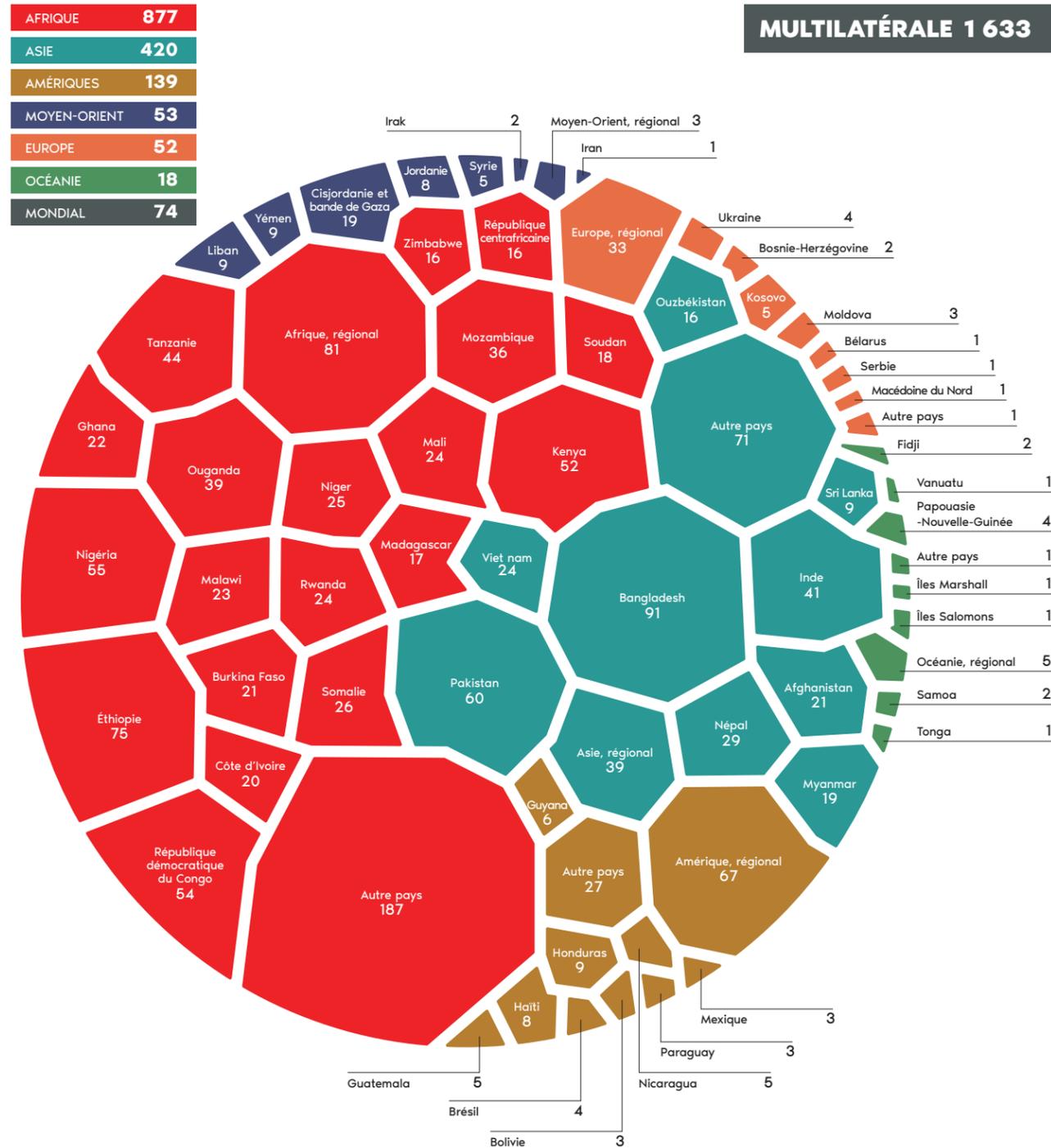
AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE
 D2 : Aide internationale bilatérale
 Ce tableau présente les dépenses de /ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	Affaires mondiales Canada				Autres sources gouvernementales					
	Programmes géographiques		Enjeux mondiaux et développement		Centres de recherches pour le développement international		Environnement et Changement climatique Canada		Autres (2)	
	TOTAL	Direction de l'assistance humanitaire	Initiatives mondiales	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Sécurité internationale et affaires politiques	Autres (1)	Total	Gendarmerie royale du Canada	Provinces, territoires et municipalités (2)	Total
TOTAL										
Europe	160,54	26,88	27,15	45,78	0,20	52,23	4,68	0,20	3,22	3,62
Attribuable à un pays										
Albanie	0,45	0,13	0,32	-	-	-	-	-	-	0,45
Bosnie-Herzégovine	0,25	0,25	-	-	-	-	-	-	-	0,25
Belarus	1,76	0,19	-	-	1,45	-	1,76	-	-	1,76
Croatie	0,50	-	-	-	0,50	-	0,50	-	-	0,50
Kosovo	0,21	0,21	-	-	-	-	0,21	-	-	0,21
Maldives	0,51	0,15	0,19	-	0,17	-	0,51	-	-	0,51
Monténégro	0,40	0,06	-	-	-	-	0,40	-	-	0,40
Moldavie du Nord	0,40	0,06	0,32	-	-	-	0,40	-	-	0,40
Serbie	0,10	0,08	-	-	0,02	-	0,10	-	-	0,10
Turquie	0,33	0,08	-	-	0,03	-	0,33	-	-	0,33
Ukraine	45,08	24,06	7,35	0,91	0,88	-	42,88	3,22	0,03	3,40
Attribuable à une région										
Europe	109,55	1,28	15,20	44,87	0,08	40,44	4,68	-	-	-
Océanie										
Attribuable à un pays										
Fidji	0,83	0,78	-	0,01	-	0,03	0,83	-	-	0,83
Micronésie	0,17	0,17	-	-	-	-	0,17	-	-	0,17
Kiribati	0,24	0,24	-	-	-	-	0,24	-	-	0,24
Iles Marshall	0,44	0,17	0,27	-	-	-	0,44	-	-	0,44
Nauru	0,17	0,17	-	-	-	-	0,17	-	-	0,17
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,17	0,17	-	-	-	-	0,17	-	-	0,17
Paléo	0,17	0,17	-	-	-	-	0,17	-	-	0,17
Iles Salomon	0,65	0,65	-	-	-	-	0,65	-	-	0,65
Tonga	0,24	0,24	-	-	-	-	0,24	-	-	0,24
Tuvalu	0,24	0,24	-	-	-	-	0,24	-	-	0,24
Vanuatu	0,91	0,70	0,17	-	0,03	-	0,90	-	0,01	0,91
Samoa	0,24	0,24	-	-	-	-	0,24	-	-	0,24
Attribuable à une région										
Océanie	91,92	17,71	15,35	21,67	0,21	34,30	2,47	-	-	91,92
Général ou non attribuable (4)										
Aide internationale bilatérale										
Général ou non attribuable (4)	786,72	1 029,42	1 029,42	2 134,60	527,41	402,75	170,30	34,17	5,65	786,65
Aide internationale bilatérale	6 796,60	1 896,97	1 896,97	2 134,60	527,41	402,75	170,30	152,74	14,14	6 796,65
Aide internationale bilatérale										
Général ou non attribuable (4)	935,15	1 896,97	1 896,97	2 134,60	527,41	402,75	170,30	34,17	5,65	935,15

(1) « Autres » comprend la Direction générale de la politique stratégique, la Direction générale de développement du commerce international et innovation, les Services rendus à l'étranger, de même que le coût des opérations ministérielles et de gestion des directions générales qui ne s'occupent pas de programmes.
 (2) La liste complète des autres ministères ayant fourni de l'aide internationale se trouve dans le tableau A de ce rapport.
 (3) Les projets codés à l'Afrique sont inclus sous l'Afrique subsaharienne, étant donné que la majorité des avantages se procurent dans des pays de cette région.
 (4) « Aide non attribuable » désigne les dotations qui ne peuvent être attribuées à un bénéficiaire ou à un secteur donné (p. ex. le coût des services des réfugiés au Canada).

AIDE INTERNATIONALE MULTILATÉRALE DU CANADA PAR PAYS

CHIFFRES EN MILLIONS \$



AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D3 : Aide internationale multilatérale

Quelle que soit la méthode employée, l'aide multilatérale pour une année donnée ne peut être attribuée précisément aux contributions des donateurs pour cette année. Voir la définition d'« aide multilatérale » dans le glossaire pour une explication complète.

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	TOTAL	Affaires mondiales Canada			Autres sources gouvernementales			
		Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres organisations multilatérales	Total	Ministère des Finances Canada	Autres (1)	Total
Afrique - Total	877,11	156,60	158,12	283,73	598,44	278,24	0,43	278,67
Afrique subsaharienne	871,94	153,72	158,12	281,43	593,27	278,24	0,43	278,67
Attribuable à un pays								
Angola	2,93	0,61	0,48	1,78	2,87	0,06	-	0,06
Bénin	12,10	2,00	1,03	3,02	6,06	6,05	-	6,05
Botswana	0,64	0,11	-	0,53	0,64	-	-	-
Burkina Faso	21,27	2,78	4,47	5,74	12,99	8,28	-	8,28
Burundi	9,06	3,23	0,94	3,10	7,26	1,80	-	1,80
Cameroun	10,43	1,64	1,12	5,66	8,41	2,02	-	2,02
Cabo Verde	1,54	0,10	-	0,18	0,29	1,25	-	1,25
République centrafricaine	16,02	9,05	1,16	2,18	12,40	3,62	-	3,62
Tchad	13,83	2,52	4,06	3,09	9,67	4,16	-	4,16
Comores	2,81	0,54	1,11	0,40	2,05	0,76	-	0,76
République démocratique du Congo	53,98	13,98	8,69	21,76	44,43	9,55	-	9,55
Congo	3,55	0,66	0,54	1,15	2,35	1,20	-	1,20
Côte d'Ivoire	20,22	1,04	2,23	6,37	9,65	10,57	-	10,57
Djibouti	4,13	0,57	2,60	0,24	3,42	0,71	-	0,71
Guinée équatoriale	0,12	0,11	-	0,01	0,12	-	-	-
Erythrée	3,98	2,54	0,24	1,21	3,98	-	-	-
Eswatini	1,26	0,44	-	0,82	1,26	-	-	-
Éthiopie	75,42	4,83	15,51	12,86	33,19	42,23	-	42,23
Gabon	0,23	0,15	-	0,08	0,23	-	-	-
Gambie	5,12	0,68	1,39	1,35	3,42	1,71	-	1,71
Ghana	22,50	1,62	7,39	5,38	14,39	8,11	-	8,11
Guinée	9,88	1,02	2,75	2,76	6,52	3,35	-	3,35
Guinée-Bissau	3,77	0,64	0,39	1,88	2,91	0,86	-	0,86
Kenya	52,32	3,50	3,41	10,28	17,19	35,12	-	35,12
Lesotho	3,94	0,68	0,26	2,35	3,28	0,66	-	0,66
Liberia	7,21	0,93	2,29	1,64	4,87	2,34	-	2,34
Madagascar	16,52	2,55	1,99	5,43	9,97	6,55	-	6,55
Malawi	23,14	3,10	3,71	12,32	19,13	4,01	-	4,01
Mali	24,32	10,59	5,19	4,76	20,54	3,78	-	3,78
Mauritanie	7,19	1,85	0,98	1,06	3,89	3,29	-	3,29
Île Maurice	0,47	0,15	-	0,32	0,47	-	-	-
Mozambique	35,90	2,93	5,05	17,72	25,70	10,20	-	10,20
Namibie	1,37	0,36	-	1,01	1,37	-	-	-
Niger	25,19	3,53	6,67	4,47	14,67	10,52	-	10,52
Nigéria	55,49	3,11	1,61	25,66	30,38	25,11	-	25,11
Rwanda	24,33	1,37	7,56	5,67	14,61	9,73	-	9,73
Sao Tomé-et-Principe	2,42	0,47	1,18	0,36	2,01	0,41	-	0,41
Sénégal	12,60	1,34	0,99	2,90	5,22	7,38	-	7,38
Sierra Leone	10,29	1,06	2,46	2,30	5,83	4,46	-	4,46
Somalie	25,53	2,79	8,84	2,23	13,86	11,67	-	11,67
Afrique du Sud	9,41	0,48	-	8,93	9,41	-	-	-
Soudan du Sud	14,42	9,65	1,69	2,16	13,51	0,92	-	0,92
Soudan	17,55	8,15	1,50	5,84	15,49	2,06	-	2,06
Tanzanie	43,72	3,94	8,23	21,54	33,71	10,01	-	10,01
Togo	10,23	1,96	2,47	2,76	7,18	3,04	-	3,04
Ouganda	39,43	2,42	4,17	16,69	23,27	16,15	-	16,15
Zambie	13,68	0,70	1,50	8,40	10,59	3,09	-	3,09
Zimbabwe	15,82	3,26	1,10	11,18	15,54	0,29	-	0,29
Attribuable à une région								
Afrique subsaharienne	0,85	0,59	-	0,20	0,79	0,06	-	0,06
Afrique de l'Ouest	0,64	0,01	0,02	0,01	0,05	0,60	-	0,60
Afrique centrale	0,10	0,00	0,10	-	0,10	-	-	-
Afrique de l'Est	1,44	0,43	0,49	-	0,93	0,51	-	0,51
Afrique australe	0,16	0,16	-	-	0,16	-	-	-
Afrique (2)	81,45	30,78	28,53	21,71	81,01	-	0,43	0,43
Afrique du Nord	5,17	2,88	-	2,29	5,17	-	-	-
Attribuable à un pays								
Algérie	0,23	0,16	-	0,07	0,23	-	-	-
Égypte	1,72	1,18	-	0,54	1,72	-	-	-
Sahara occidental	0,32	0,32	-	-	0,32	-	-	-
Libye	0,81	0,81	-	-	0,81	-	-	-
Maroc	1,48	0,18	-	1,30	1,48	-	-	-
Tunisie	0,61	0,23	-	0,39	0,61	-	-	-
Attribuable à une région								
Moyen-Orient	53,19	44,45	-	3,86	48,32	4,74	0,13	4,87

* Les chiffres ayant été arrondis, la somme des nombres indiqués dans le graphique peut ne pas correspondre au total.

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D3 : Aide internationale multilatérale

Quelle que soit la méthode employée, l'aide multilatérale pour une année donnée ne peut être attribuée précisément aux contributions des donateurs pour cette année. Voir la définition d'« aide multilatérale » dans le glossaire pour une explication complète.

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	TOTAL	Affaires mondiales Canada			Autres sources gouvernementales		
		Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres organisations multilatérales	Total	Ministère des Finances Canada	Autres (1)
Attribuable à un pays							
Irak	1,47	1,29	-	0,19	1,47	-	-
Iran (3)	0,56	0,20	-	0,36	0,56	-	-
Jordanie	7,77	6,75	-	0,31	7,06	0,71	0,71
Liban	8,52	7,32	-	0,03	7,35	1,17	1,17
Cisjordanie et Gaza	18,58	18,58	-	-	18,58	-	-
Syrie	5,18	5,01	-	0,17	5,18	-	-
Yémen	8,53	4,59	-	1,09	5,68	2,85	2,85
Attribuable à une région							
Moyen-Orient	2,57	0,72	-	1,71	2,43	0,13	0,13
Asie	420,15	70,85	30,73	113,21	214,79	205,26	0,10
Attribuable à un pays							
Afghanistan	21,39	3,68	2,49	2,75	8,93	12,46	-
Arménie	0,67	0,15	0,04	0,29	0,48	0,19	0,19
Azerbaïdjan	0,68	0,18	0,02	0,48	0,68	-	-
Bangladesh	90,74	3,88	5,32	9,70	18,91	71,84	-
Bhoutan	2,34	0,11	0,65	0,39	1,15	1,19	-
Chine (4)	4,41	0,44	0,05	3,92	4,41	-	-
Géorgie	0,96	0,17	0,10	0,57	0,84	0,12	0,12
Indonésie	8,67	0,87	0,10	7,70	8,67	-	-
Inde (5)	40,98	4,12	0,07	14,77	18,96	22,03	-
Kirghizistan	3,46	0,24	0,69	1,70	2,63	0,83	0,83
Cambodge	7,14	0,67	3,16	1,44	5,26	1,88	1,88
Corée du Nord	2,15	0,59	-	1,56	2,15	-	-
Kazakhstan	0,95	0,16	0,02	0,78	0,95	-	-
Laos	3,99	0,90	0,73	1,25	2,87	1,11	1,11
Sri Lanka	9,25	2,33	0,94	0,73	4,00	5,24	-
Myanmar	18,77	1,96	1,36	9,38	12,70	6,07	-
Mongolie	4,37	0,20	0,73	0,48	1,40	2,97	-
Maldives	1,62	0,26	0,43	0,29	0,99	0,63	0,63
Malaisie	0,78	0,23	-	0,55	0,78	-	-
Népal	29,41	6,54	3,74	1,66	11,94	17,47	-
Philippines	5,13	0,69	0,06	4,37	5,13	-	-
Pakistan	60,02	4,74	4,60	19,30	28,64	31,38	-
Thaïlande	4,80	2,68	-	2,12	4,80	-	-
Tadjikistan	6,62	0,54	1,25	2,86	4,66	1,96	1,96
Timor-Leste	1,03	0,39	0,10	0,49	0,99	0,04	0,04
Turkménistan	0,53	0,07	0,00	0,46	0,53	-	-
Ouzbékistan	15,68	0,28	1,49	2,68	4,45	11,23	-
Vietnam	23,61	0,62	1,92	4,60	7,14	16,47	-
Attribuable à une région							
Asie	39,38	28,67	0,46	10,14	39,27	0,10	0,10
Asie centrale du sud	0,00	0,00	-	-	0,00	-	-
Asie du Sud	4,46	4,37	0,04	0,06	4,46	0,06	0,06
Asie centrale	0,12	-	0,04	-	0,04	0,08	0,08
Asie du Sud-Est	5,98	0,12	0,12	5,74	5,98	-	-
Amérique	139,15	47,66	31,83	48,84	128,33	10,67	0,16
Attribuable à un pays							
Antigua-et-Barbuda	0,89	0,00	0,87	0,01	0,89	-	-
Argentine	0,36	0,19	0,04	0,12	0,36	-	-
Bolivie	3,35	0,27	1,11	0,79	2,17	1,18	1,18
B Brésil	3,89	0,21	0,07	3,61	3,89	-	-
Belize	2,23	0,06	2,01	0,16	2,23	-	-
Colombie	2,06	0,73	0,29	1,03	2,06	-	-
Costa Rica	0,39	0,16	0,03	0,20	0,39	-	-
Cuba	0,96	0,10	-	0,86	0,96	-	-
Dominique	1,51	0,02	1,05	0,02	1,09	0,42	0,42
République dominicaine	0,58	0,10	0,03	0,44	0,58	-	-
Équateur	1,77	0,24	0,03	1,50	1,77	-	-
Grenade	1,80	0,01	1,02	0,22	1,25	0,55	0,55
Guatemala	5,44	0,80	3,60	1,04	5,44	-	-
Guyane	6,33	0,07	6,09	0,07	6,23	0,10	0,10
Honduras	9,03	0,85	4,44	0,78	6,07	2,96	2,96
Haiti	7,54	1,23	0,97	2,74	4,94	2,60	2,60
Jamaïque	2,45	0,07	2,04	0,34	2,45	-	-
Sainte-Lucie	1,92	0,03	1,46	0,01	1,50	0,42	0,42
Montserrat	0,01	0,01	-	-	0,01	-	-
Mexique	2,70	0,25	0,05	2,41	2,70	-	-

AIDE INTERNATIONALE DU CANADA SELON LE BÉNÉFICIAIRE

D3 : Aide internationale multilatérale

Quelle que soit la méthode employée, l'aide multilatérale pour une année donnée ne peut être attribuée précisément aux contributions des donateurs pour cette année. Voir la définition d'« aide multilatérale » dans le glossaire pour une explication complète.

Ce tableau présente les dépenses de l'ADO et d'autres dépenses d'aide officielle, en millions de dollars.

Bénéficiaire	TOTAL	Affaires mondiales Canada			Autres sources gouvernementales		
		Agence, fonds ou commission des Nations Unies	Banques régionales de développement	Autres organisations multilatérales	Total	Ministère des Finances Canada	Autres (1)
Nicaragua	4,52	0,41	1,78	0,86	3,06	-	1,46
Panama	0,80	0,30	0,04	0,46	0,80	-	-
Pérou	1,48	0,23	0,03	1,22	1,48	-	-
Paraguay	2,80	0,21	0,40	2,19	2,80	-	-
Suriname	0,90	0,02	0,56	0,31	0,90	-	-
Salvador	1,25	0,53	0,05	0,67	1,25	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2,48	0,01	1,36	0,15	1,52	0,96	0,96
Venezuela	1,24	0,13	0,01	1,10	1,24	-	-
Attribuable à une région							
Amérique	66,55	40,00	1,12	25,27	66,39	0,16	0,16
Amérique centrale	0,75	0,14	0,54	0,04	0,71	0,04	0,04
Amérique du Sud	0,13	0,04	0,02	0,07	0,13	-	-
Caribbes	1,05	0,23	0,69	0,13	1,05	-	-
Europe	51,76	27,10	-	21,17	48,26	3,42	0,08
Attribuable à un pays							
Albanie	0,68	0,17	-	0,50	0,67	0,01	0,01
Bosnie Herzégovine	2,27	0,15	-	1,77	1,92	0,36	0,36
Bélarus	1,18	0,07	-	1,11	1,18	-	-
Kosovo	4,54	0,29	-	2,37	2,66	1,88	1,88
Moldova	2,95	1,07	-	0,70	1,77	1,17	1,17
Monténégro	0,40	0,08	-	0,32	0,40	-	-
Macédoine du Nord	1,00	0,14	-	0,85	1,00	-	-
Serbie	1,18	0,15	-	1,04	1,18	-	-
Turquie	0,59	0,16	-	0,43	0,59	-	-
Ukraine	4,04	0,29	-	3,75	4,04	-	-
Attribuable à une région							
Europe	32,92	24,52	-	8,33	32,85	0,08	0,08
Océanie	18,31	4,64	2,23	6,06	12,93	5,38	-
Attribuable à un pays							
Fidji	2,30	0,40	0,01	0,71	1,12	1,18	1,18
Micronésie	0,40	-	0,16	0,02	0,18	0,22	0,22
Kiribati	0,04	0,01	0,01	0,00	0,02	0,02	0,02
Îles Marshall	1,25	0,00	0,18	0,92	1,10	0,15	0,15
Nauru	0,06	-	0,06	-	0,06	-	-
Îles Niue	0,05	0,00	0,00	0,04	0,05	-	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3,87	0,14	0,65	2,33	3,12	0,75	0,75
Palaos	0,18	0,00	0,15	0,02	0,18	-	-
Îles Salomon	1,33	0,07	0,27	0,36	0,70	0,63	0,63
Tokelau	0,00	0,00	-	-	0,00	-	-
Tonga	1,32	0,01	0,23	0,05	0,29	1,04	1,04
Tuvalu	0,52	0,00	0,05	0,10	0,16	0,36	0,36
Vanuatu	0,75	0,10	0,18	0,11	0,39	0,36	0,36
Samoa	1,47	0,04	0,20	0,61	0,85	0,62	0,62
Attribuable à une région							
Océanie	4,77	3,86	0,08	0,79	4,72	0,05	0,05
Général ou non attribuable	73,51	19,89	-	37,86	57,75	-	15,76
Aide internationale multilatérale	1 633,17	371,18	222,90	514,73	1 108,81	507,70	16,66

(1) La liste complète des autres ministères ayant fourni de l'aide multilatérale se trouve dans le tableau A de ce rapport.

(2) Les projets codés à l'Afrique sont inclus sous l'Afrique subsaharienne, étant donné que la majorité des avantages se produisent dans des pays de cette région.

(3) L'aide accordée à l'Iran représente la portion estimative du soutien institutionnel accordé par le Canada à des organisations multilatérales comme le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et le Fonds pour l'environnement mondial.

(4) La Chine a reçu une aide multilatérale importante de la part d'organisations que soutient le Canada, dont le Fonds pour l'environnement mondial.

(5) La majeure partie de l'aide versée à l'Inde représente la portion estimative du soutien institutionnel accordé par le Canada à des organisations multilatérales comme l'Association internationale de développement.

Remboursement de contributions remboursables et de prêts

En millions de dollars

	Affaires mondiales Canada	Exportation et développement Canada
Bilatéral	71,07	16,60
Afrique	9,13	0,11
Algérie	1,64	-
Égypte	4,24	0,11
Maroc	0,28	-
Tunisie	2,98	-
Amériques	17,92	-
Bolivie	0,04	-
République dominicaine	0,24	-
Équateur	0,27	-
Guatemala	0,10	-
Amérique - régional	17,26	-
Asie	22,12	16,49
Chine	-	16,49
Indonésie	9,36	-
Malaisie	0,05	-
Philippines	0,10	-
Sri Lanka	4,08	-
Thaïlande	0,67	-
Asie - régional	7,86	-
Europe	0,03	-
Malte	0,03	-
Général ou non attribuable	21,87	-
Multilatéral	0,09	-
Banque africaine de développement	0,09	-
Total	71,16	16,60

Ce tableau réfère à des remboursements de prêts, octroyés par l'ancienne Agence canadienne de développement international et Exportation et développement Canada, aux pays en développement, et les contributions remboursables, accordées par Affaires mondiales Canada et le ministère des Finances Canada, à des fins liées au développement.

À noter que les repaiements de prêts ou de contributions remboursables sont présentés sous forme de valeurs négatives dans certains rapports de l'OCDE, puisqu'ils ont été comptabilisés comme APD lorsqu'ils ont été consentis.

Selon l'article 23 de la Loi sur le développement des exportations, Exportation et développement Canada déclare comme ADP les crédits qu'il consent, à des conditions avantageuses, à des États souverains. Ces crédits, qui répondent aux critères de développement approuvés, ne font toutefois pas partie de l'enveloppe de l'aide internationale

Autre aide bilatérale officielle selon le bénéficiaire
Ce tableau présente les dépenses non-ADO bilatérale en millions de dollars.

Bénéficiaire	TOTAL	Affaires mondiales Canada						Autres sources gouvernementales	
		Programmes géographiques	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité	Programme d'aide au renforcement des capacités anti- terroristes	Non-prolifération et réduction des menaces à la sécurité	Programme pour la stabilisation et les opérations de paix		Autres programmes
Afrique subsaharienne	31,57	-	0,17	0,12	4,60	22,37	3,99	0,02	0,31
Attribuable à un pays									
Burkina Faso	1,02	-	-	-	1,02	-	-	-	-
République démocratique du Congo	0,03	-	-	-	-	0,03	-	-	-
Congo	0,03	-	-	-	-	0,03	-	-	-
Cameroun	0,52	-	-	-	0,20	0,32	-	-	-
Ghana	0,27	-	-	-	-	0,27	-	-	-
Guinée	0,03	-	-	-	-	0,03	-	-	-
Kenya	0,60	-	-	-	0,60	-	-	-	-
Liberia	0,03	-	-	-	-	0,03	-	-	-
Mali	0,57	-	-	-	0,25	0,32	-	-	-
Mauritanie	0,02	-	-	-	-	-	-	-	-
Niger	0,57	-	-	-	0,57	-	-	-	-
Nigéria	1,12	-	-	-	-	1,12	-	-	-
Seychelles	0,17	-	0,17	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	0,82	-	-	-	-	0,82	-	-	-
Somalie	0,31	-	-	-	0,31	-	-	-	-
Tchad	0,20	-	-	-	0,20	-	-	-	-
Tanzanie	0,16	-	-	-	-	-	-	-	0,16
Afrique du Sud	0,03	-	-	-	-	0,03	-	-	-
Zimbabwe	0,16	-	-	-	-	-	-	-	0,16
Attribuable à une région									
Afrique subsaharienne	0,96	-	-	-	0,96	-	-	-	-
Afrique	23,95	-	-	0,12	0,47	19,35	3,99	0,02	-
Afrique du Nord	1,82	-	-	-	1,82	-	-	-	-
Attribuable à un pays									
Algérie	0,38	-	-	-	0,38	-	-	-	-
Égypte	0,15	-	-	-	0,15	-	-	-	-
Libye	0,04	-	-	-	0,04	-	-	-	-
Maroc	0,46	-	-	-	0,46	-	-	-	-
Tunisie	0,81	-	-	-	0,81	-	-	-	-
Moyen-Orient	12,50	-	-	-	7,94	3,55	0,88	-	0,14
Attribuable à un pays									
Irak	0,47	-	-	-	-	0,47	-	-	-
Iran	1,50	-	-	-	-	1,50	-	-	-
Jordanie	4,86	-	-	-	4,46	0,40	-	-	-
Liban	3,70	-	-	-	3,48	0,22	-	-	-
Syrie	0,29	-	-	-	-	0,29	-	-	-
Attribuable à une région									
Moyen-Orient	1,68	-	-	-	-	0,66	0,88	-	0,14
Asie	28,82	-	-	0,79	3,04	22,54	1,97	0,02	0,47
Attribuable à un pays									
Afghanistan	0,12	-	-	-	0,12	-	-	-	-
Arménie	0,17	-	-	-	-	0,17	-	-	-
Azerbaïdjan	0,17	-	-	-	-	0,17	-	-	-
Bangladesh	0,10	-	-	-	0,10	-	-	-	-
Chine	0,08	-	-	-	-	0,08	-	-	-
Géorgie	5,17	-	-	-	-	5,17	-	-	-
Indonésie	0,09	-	-	-	0,09	-	-	-	-
Inde	0,16	-	-	-	-	-	-	-	0,16
Cambodge	0,35	-	-	-	0,10	0,25	-	-	-
Kazakhstan	0,01	-	-	-	-	0,01	-	-	-
Laos	0,19	-	-	0,03	-	0,16	-	-	-
Sri Lanka	1,23	-	-	0,03	-	1,20	-	-	-
Malaisie	1,50	-	-	-	0,14	1,21	-	-	0,16
Philippines	2,07	-	-	-	1,75	0,16	-	-	0,16
Pakistan	0,20	-	-	0,20	-	-	-	-	-
Thaïlande	1,32	-	-	0,03	0,09	1,20	-	-	-
Vietnam	0,19	-	-	0,03	-	0,16	-	-	-
Attribuable à une région									
Asie	11,31	-	-	-	0,58	9,90	0,80	0,02	-
Asie centrale du sud	0,60	-	-	-	-	-	0,50	-	-
Asie du Sud-Est	3,72	-	-	0,43	0,08	2,72	0,50	-	-
Asie du Sud	0,05	-	-	0,05	-	-	-	-	-
Asie de l'Est	0,17	-	-	-	-	-	0,17	-	-

ANNEXE 2

Autre aide bilatérale officielle selon le bénéficiaire
Ce tableau présente les dépenses non-ADO bilatérale en millions de dollars.

Bénéficiaire	TOTAL	Affaires mondiales Canada							Autres sources gouvernementales
		Programmes géographiques	Partenariats pour l'innovation dans le développement	Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité	Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes	Non-prolifération et réduction des menaces à la sécurité	Programme pour la stabilisation et les opérations de paix	Autres programmes	
Amériques	28,00	1,23	0,25	11,84	-	11,22	0,80	0,02	2,62
Attribuable à un pays									
Antigua-et-Barbuda	0,15	-	-	0,15	-	-	-	-	-
Argentine	0,12	-	-	0,12	-	-	-	-	-
Barbade	0,31	0,21	-	0,10	-	-	-	-	-
Bolivie	0,04	-	-	0,04	-	-	-	-	-
Bésil	0,17	-	-	0,02	-	-	-	-	0,16
Bahamas	0,44	0,29	-	0,15	-	-	-	-	-
Belize	0,62	-	-	0,62	-	-	-	-	-
Chili	2,37	0,33	0,15	0,02	-	-	-	0,00	1,88
Colombie	0,83	-	-	0,68	-	-	-	-	0,16
Costa Rica	0,20	-	-	0,20	-	-	-	-	-
Dominique	0,05	-	-	0,05	-	-	-	-	-
République dominicaine	0,16	-	-	0,16	-	-	-	-	-
Equateur	0,25	-	-	0,10	-	-	-	-	0,16
Grenade	0,10	-	-	0,10	-	-	-	-	-
Guatemala	0,71	-	-	0,71	-	-	-	-	-
Guyane	0,17	-	-	0,17	-	-	-	-	-
Honduras	1,39	-	-	1,39	-	-	-	-	-
Haiti	0,03	-	-	0,03	-	-	-	-	-
Jamaïque	0,58	-	-	0,58	-	-	-	-	-
Saint-Kitts-et-Nevis	0,30	0,20	-	0,10	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	0,10	-	-	0,10	-	-	-	-	-
Mexique	0,40	-	-	0,17	-	0,22	-	-	-
Panama	0,63	-	-	0,63	-	-	-	-	-
Pérou	0,14	-	-	0,14	-	-	-	-	-
Paraguay	0,02	-	-	0,02	-	-	-	-	-
Suriname	0,03	-	-	0,03	-	-	-	-	-
Salvador	1,21	-	-	1,21	-	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	0,47	0,20	0,10	0,17	-	-	-	-	-
Uruguay	0,04	-	-	0,04	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,05	-	-	0,05	-	-	-	-	-
Attribuable à une région									
Amérique	12,21	-	-	2,29	-	9,42	0,48	0,02	-
Amérique centrale	1,02	-	-	0,52	-	0,34	-	-	0,16
Amérique du Sud	1,84	-	-	0,43	-	0,96	0,32	-	0,14
Caralbes	0,84	-	-	0,56	-	0,28	-	-	-
Europe	11,78					10,02	1,60	0,02	0,14
Attribuable à un pays									
Croatie	0,50	-	-	-	-	-	0,50	-	-
Moldova	0,17	-	-	-	-	0,17	-	-	-
Turquie	0,14	-	-	-	-	-	-	-	0,14
Ukraine	0,49	-	-	-	-	0,49	-	-	-
Attribuable à une région									
Europe	10,49	-	-	-	-	9,37	1,10	0,02	-
Océanie	9,93					9,14	0,77	0,02	
Attribuable à un pays									
Attribuable à une région									
Océanie	9,93	-	-	-	-	9,14	0,77	0,02	-
Général ou non attribuable	2,67			0,32	0,45	1,68	0,08		0,14
Total - Autre aide bilatérale officielle	127,09	1,23	0,42	13,06	17,85	80,51	10,09	0,10	3,81

Sigles et acronymes

ACR	Accords commerciaux régionaux
ADO	Aide au développement officielle
AHI	Assistance humanitaire internationale
AMC	Affaires mondiales Canada
APD	Aide publique au développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
CAD de l'OCDE	Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
EAI	Enveloppe de l'aide internationale
EDC	Exportation et développement Canada
FCIL	Fonds canadien d'initiatives locales
FCM	Fédération canadienne des municipalités
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FMLSTP	Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
Fonds fiduciaire RPC	Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
Gavi	Gavi, l'Alliance du vaccin
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
GRC	Gendarmerie royale du Canada
HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IADM	Initiative d'allègement de la dette multilatérale
IDA	Association internationale de développement
IFI	Institution financière internationale
IMD	Institutions multilatérales de développement
LRADO	Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle
MDN	Ministère de la Défense nationale
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
ODD	Objectifs de développement durable
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PAM	Programme alimentaire mondial
PME	Petite et moyenne entreprise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
EDSC	Emploi et Développement social Canada
SMNE	Santé des mères, des nouveau-nés et des enfants
SPAC	Services publics et Approvisionnement Canada
TOSSD	Soutien public total au développement durable
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Glossaire

A

Affaires mondiales Canada	Par l'entremise des activités et programmes de ce ministère, le Canada fait avancer ses priorités en termes de paix et de sécurité mondiale, de démocratie, de droits de la personne et de primauté du droit. Affaires mondiales Canada s'engage à produire des résultats tangibles pour les plus vulnérables des pays en développement tout en demeurant actif à un niveau pangouvernemental dans l'appui et la résolution de crises mondiales et de désastres naturels.
Agence de la santé publique du Canada	Nom faisant référence aux dépenses d'aide engagées par l'Agence de la santé publique du Canada pour appuyer l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) (voir le tableau A).
Aide alimentaire d'urgence	Ensemble d'activités d'aide humanitaire précises, y compris les programmes de distribution gratuite ou les programmes d'alimentation complémentaire qui offrent un soutien à court terme à des groupes de populations ciblées se trouvant en situation d'urgence. Cette aide ne comprend pas les programmes d'aide à la sécurité alimentaire ni les programmes d'aide alimentaire mis en œuvre en dehors de situations d'urgence. Lisez la définition d'« aide alimentaire attribuée à des fins de développement ».
Aide alimentaire attribuée à des fins de développement	Englobe l'approvisionnement en aliments destinés à la consommation humaine, dans le cadre de programmes nationaux ou internationaux, y compris les frais de transport, les paiements comptant servant à l'achat de produits alimentaires, l'aide alimentaire attribuée dans le cadre de projets ainsi que l'aide alimentaire destinée à la vente, à l'exception de l'aide alimentaire d'urgence. Lisez la définition d'« aide alimentaire d'urgence ».
Aide au développement officielle (ADO)	L'Initiative d'alimentation scolaire du Programme alimentaire mondial est un exemple d'aide alimentaire attribuée à des fins de développement. Les repas servis à l'école encouragent les enfants qui ont faim à fréquenter l'école, et ils les aident à se concentrer sur leurs études. L'aide au développement officielle (ADO) représente la grande majorité de l'aide internationale du Canada. Le Canada accepte deux définitions de l'ADO : 1. Le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques définit l'ADO comme les flux acheminés vers les pays et territoires figurant sur la liste des bénéficiaires de l'ADO du CAD et vers les institutions multilatérales. Le financement doit être fourni par les agences officielles, y compris les gouvernements étatiques et locaux, ou par leurs agences exécutives. Chaque transaction doit également être administrée dans le but principal de promouvoir le développement économique et le mieux-être des pays en développement et/ou être de nature concessionnelle. 2. La LRADO donne une définition de l'ADO compatible avec la définition du CAD de l'OCDE, qui est utilisée dans les publications du gouvernement du Canada. Par contre, pour être admissibles, les dépenses doivent en outre satisfaire aux 3 critères énoncés au paragraphe 4.1 de la Loi : a) contribuer à la réduction de la pauvreté, b) tenir compte des perspectives des pauvres, et c) être conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme. L'aide internationale destinée à atténuer les effets d'une catastrophe ou d'autres situations d'urgence est également comptée comme ADO en vertu de la Loi. Sauf indication contraire, « Aide au développement officielle », telle qu'elle est utilisée dans ce rapport statistique, fait référence à la définition figurant dans la LRADO. L'ADO représente la grande majorité de l'aide internationale du Canada. Pour plus d'informations, consultez la section « Comprendre ce rapport » au début de ce document.
Aide bilatérale (par opposition à l'aide multilatérale)	Décaissement dans le cadre duquel le donateur réserve ou contrôle les fonds en précisant le nom du bénéficiaire ou les autres composantes de l'initiative. L'aide bilatérale peut être effectuée de l'une des manières suivantes : - par un pays donateur directement à un pays en développement; - par l'entremise d'organisations non gouvernementales nationales ou internationales qui œuvrent dans le domaine du développement et entreprennent d'autres transactions internes relatives au développement, comme les bonifications d'intérêts, les dépenses liées à la sensibilisation au développement, la réorganisation de la dette et les frais d'administration; - en collaboration avec une organisation multilatérale, lorsque le donateur contrôle véritablement l'utilisation des fonds en précisant qui en est le bénéficiaire ou d'autres aspects du décaissement. Le tableau A montre la ventilation de l'aide bilatérale et de l'aide multilatérale du Canada, selon la source et le mécanisme. Le tableau D2 montre la ventilation de l'aide bilatérale du Canada, selon le bénéficiaire de l'aide.
Aide de programme	S'entend des dépenses d'aide internationale provenant des programmes d'aide d'Affaires mondiales Canada. Les changements de la valeur des investissements dans les IFI et les coûts d'exploitation et de gestion n'y sont pas inclus.
Aide humanitaire	Aide visant à sauver des vies, à apaiser la souffrance ainsi qu'à préserver et à protéger la dignité humaine en situation d'urgence et après coup. L'aide humanitaire est fournie d'une manière qui répond aux principes d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance. L'aide humanitaire comprend les activités suivantes : - la prévention des catastrophes et la planification préalable; - la fourniture d'abris, de nourriture, d'eau et d'installations sanitaires, de services de santé et d'autres types d'aide aux personnes touchées. L'AHF facilite le retour à une vie normale et favorise le rétablissement des moyens de subsistance; - les mesures servant à promouvoir et à protéger la sécurité, le bien-être et la dignité des civils et de ceux qui ne prennent plus part aux hostilités; - le relèvement, la reconstruction et l'aide à la transition durant la situation d'urgence.

Aide internationale

L'aide internationale désigne toute ressource financière que les gouvernements canadiens (le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales) affectent à l'aide au développement.

Pour de plus amples renseignements, consultez la section « Comprendre ce rapport ».

L'aide multilatérale est le financement versé à une institution multilatérale qui comprend toutes les caractéristiques suivantes :

- la totalité ou une partie de ses activités profite au développement;
- c'est un organisme, une institution ou une organisation internationale dont les membres sont des gouvernements, ou un fonds géré de façon autonome par un tel organisme;
- elle met en commun les contributions, celles-ci devenant partie intégrante de l'actif financier.

Dans ce rapport, le terme « aide multilatérale » désigne l'ADO ainsi que d'autres aides officielles.

Pour évaluer la part d'aide qui transite par ces organisations vers les pays en développement, l'OCDE a élaboré une série de coefficients fondés sur les ressources (par année civile) fournies par les organisations aux pays en développement. Cet ensemble de coefficients est utilisé, en partie, pour évaluer les décaissements présentés dans le tableau D-3.

Il est à noter que toute méthodologie employée pour attribuer les flux multilatéraux à une organisation sera approximative. L'aide multilatérale d'une année donnée n'est pas entièrement attribuable aux contributions des donateurs pour cette année, quelle que soit la méthode de calcul employée. En voici les raisons :

- Approximation générale et moment choisi. Les dépenses relatives aux pays et aux secteurs sont estimées au moment où le gouvernement verse le paiement à l'organisation et sont fondées sur l'ensemble du programme; elles ne sont pas calculées lorsque le bénéficiaire ultime utilise les fonds. On peut faire état des contributions des donateurs aux institutions multilatérales l'année où ces contributions sont payées. En outre, de nombreux fonds d'affectation spéciale qui visent à mobiliser du financement additionnel auprès d'autres investisseurs et donateurs doivent habituellement atteindre un certain seuil avant que les décaissements ne commencent, et cela a parfois lieu après que le Canada a fait sa contribution.
- Données restreintes sur les sorties de fonds des organisations multilatérales. Bon nombre d'organisations multilatérales font rapport à l'OCDE sur l'utilisation de leur financement (par pays, par secteur, etc.), mais d'autres organisations ne le font pas. La ventilation par pays et par secteur de ces dernières est donc estimée à l'aide d'autres sources, telles que des rapports annuels.
- Subventions à des établissements de crédit. Certains établissements prêtent des fonds au lieu d'accorder des subventions. Leurs prêts d'une seule année peuvent s'avérer supérieurs aux contributions des donateurs puisqu'ils s'appuient sur les remboursements en capital, les intérêts payés et les transferts de fonds au sein de l'établissement.

Aide multilatérale (par opposition à aide bilatérale), aussi appelée soutien institutionnel à long terme aux organisations multilatérales

Aide non allouée (par opposition à aide allouée)

Lorsqu'il est impossible de lier le décaissement au pays ou au secteur (p. ex. les coûts imputés aux réfugiés au Canada), le décaissement est alors considéré comme non alloué.

Allègement de la dette d'aide bilatérale officielle

Allègement négocié dans des forums multilatéraux comme le Club de Paris. Le transfert de fonds, administré par le ministère des Finances Canada, est considéré comme admissible au titre de l'ADO.

Assistance matérielle et services d'urgence

Dans le tableau B2, l'assistance matérielle et les services d'urgence désignent un ensemble d'activités d'aide humanitaire précises :

- la fourniture d'abris, d'eau, d'installations sanitaires et de services de santé, de médicaments, et toute autre aide non alimentaire;
- l'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays en développement, autre que la nourriture ou la protection.

Association internationale de développement (IDA)

Division de la Banque mondiale qui vient en aide aux pays les plus pauvres du monde. L'IDA est en grande partie financée par les contributions des gouvernements de ses pays membres les plus avancés. Elle prête de l'argent (ce qu'on appelle aussi des crédits) à des conditions avantageuses. Cela signifie que les crédits de l'IDA ne portent pas intérêt et que les remboursements sont étalés sur une période de 35 à 40 ans, incluant un délai de grâce de 10 ans. L'IDA fournit également des subventions aux pays présentant un risque de surendettement.

Le financement qu'accorde le gouvernement du Canada à l'IDA est géré par le ministère des Finances Canada et prend la forme d'encaissement de billets.

Autre aide officielle (aussi appelée « non-ADO »)

S'entend des activités qui ne remplissent pas les conditions d'admissibilité à l'ADO, puisqu'elles ne visent pas principalement le développement (p. ex. le renforcement des capacités antiterroristes et les observateurs militaires). Par ailleurs, les dépenses supplémentaires occasionnées par l'emploi de l'équipement militaire du donateur pour des fins d'aide humanitaire ou de prestation de services de développement sont admissibles à l'ADO (par exemple, l'aide d'urgence offerte par l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe). Les activités qui ne sont pas financées à même l'ÉAI et qui ne sont pas admissibles à l'ADO ne sont pas visées par le présent rapport (p. ex. les activités d'entraînement militaire, la fourniture d'équipement ou de services militaires aux missions de maintien de la paix et la remise de dettes dues à des activités militaires).

B

Banques régionales de développement

Institutions financières internationales (IFI) appartenant aux pays membres et exploités par ces derniers. Leur mission est de consentir des prêts pour le développement et de fournir d'autres formes d'aide aux pays membres. Les cinq banques régionales de développement dans le monde sont les suivantes: Groupe de la Banque africaine de développement; Banque asiatique de développement; Banque européenne pour la reconstruction et le développement; Banque de développement des Caraïbes; et Banque interaméricaine de développement.

C

Bureau de la liberté de religion	Le Fonds pour la liberté de religion aide des communautés religieuses victimes d'intolérance ou de persécution dans leur pays, par l'exécution à l'extérieur du Canada, de projets dans quatre domaines : sensibilisation à la liberté de religion et au pluralisme; recherche et de la surveillance; dialogue interconfessionnel; et soutien juridique et législatif.
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	S'entend de l'ADO décaissée par le CRDI, une société d'État canadienne financée au moyen de l'EAI qui investit dans le savoir, l'innovation, et les solutions en vue d'améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement.
Codes sectoriels (tableau B1)	<p>Ces codes sont utilisés pour décrire l'objet de l'aide. La liste des secteurs est dressée par le CAD de l'OCDE. De temps à autre, des modifications y sont apportées avec l'approbation des pays donateurs. La classification du CAD de l'OCDE donne les grandes catégories suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'infrastructure et les services sociaux – comprennent l'éducation, la santé, la population, l'eau, les gouvernements et la société civile; - l'infrastructure et les services économiques – comprennent le transport, les communications, l'énergie, les services bancaires et les finances, ainsi que les services aux entreprises; - la production – comprend l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'industrie, l'exploitation minière, la construction, le commerce et le tourisme; - les catégories multisectorielles et intersectorielles – comprennent la protection de l'environnement en général, d'autres volets multisectoriels comme le développement rural et urbain ainsi que les volets non sectoriels admissibles à des affectations, mais non susceptibles de recevoir une affectation par secteur, comme l'appui budgétaire général, les mesures ayant trait à la dette, l'aide humanitaire et les transactions à l'intérieur du pays donateur. <p>Le secteur de destination d'une contribution précise le domaine particulier de la structure économique ou sociale du bénéficiaire qui sera privilégié par le transfert. La classification par secteur ne précise pas le type de biens ni les services fournis.</p> <p>Étant donné les méthodes et les calendriers différents, les sommes présentées au tableau B1 diffèrent beaucoup de celles présentées dans le « Tableau 5 : Engagements bilatéraux publics par secteur », tiré du questionnaire sur l'ADO du CAD de l'OCDE.</p> <ul style="list-style-type: none"> - exercice et année civile – Le Rapport statistique sur l'ADO est fondé sur l'exercice du gouvernement du Canada; toutefois, le questionnaire du CAD est fondé sur l'année civile; - engagements et décaissements – Le tableau 5 du CAD est préparé à la lumière des fonds engagées, et non des fonds versés (décaissés); - codage proportionnel – les systèmes d'Affaires mondiales Canada lui permettent de coder plusieurs secteurs par rapport à toute contribution donnée; cependant, les rapports de l'OCDE ne permettent de donner qu'un seul code par projet ou programme d'aide.
Communications stratégiques	Les montants concernant ce secteur d'Affaires mondiales Canada représentent les dépenses de programme consacrées à la promotion du développement. Ce programme sert à encourager les efforts de la population canadienne par l'intermédiaire d'initiatives de médias de masse et d'initiatives en matière d'éducation.
Comptes à payer à la fin de l'exercice (CAFE)	Dettes contractées envers des tiers et non réglées au 31 mars pour des travaux exécutés, des biens reçus et des services rendus avant la fin de l'exercice.
Contribution remboursable	Contribution fournie à une institution bénéficiaire à des fins d'investissement, dans une perspective de remboursement à long terme à des conditions spécifiées dans l'accord de financement. Le fournisseur assume le risque partiel ou total de faillite de l'investissement.
Coûts d'exploitation et de gestion (voir aussi : frais d'administration)	Dans le présent rapport, ce terme désigne les coûts d'exploitation et de gestion directement pris en charge par l'organisme donateur pour les opérations courantes associées à la fourniture de l'aide internationale. Lisez également « frais d'administration ».
Coûts imputés admissibles au titre de l'ADO	Catégorie de coûts admissibles au titre de l'ADO selon les directives du CAD de l'OCDE, mais pour lesquels on ne dispose d'aucune donnée sur les dépenses. On produit plutôt une estimation à partir d'un modèle statistique ou d'un jugement professionnel. Cela comprend les coûts pour les réfugiés (première année), les coûts relatifs aux étudiants étrangers, les services obtenus sans frais d'autres ministères et l'intérêt sur les paiements anticipés. Les définitions de ces termes se trouvent dans ce glossaire. La nouvelle politique sur les paiements de transfert n'exige plus des ministères qu'ils fassent état des coûts des intérêts sur les paiements anticipés. À ce titre, ces coûts ne figurent plus dans le Rapport statistique.
Coûts imputés relatifs aux étudiants étrangers	Coûts relatifs aux étudiants étrangers provenant de pays admissibles à l'ADO qui étudient au Canada. Ces coûts excluent les droits de scolarité payés par les étudiants étrangers ou leurs répondants. Lisez la définition de « coûts imputés admissibles au titre de l'ADO ».

D

Coûts pour les réfugiés	<p>Dépenses consacrées aux réfugiés au cours de leur première année dans un pays donateur, y compris les dépenses prévues pour faire entrer les réfugiés dans un pays donateur ainsi que les coûts liés à la nourriture, à l'hébergement et à la formation. La méthodologie utilisée est conforme aux directives du CAD de l'OCDE et elle est disponible à l'adresse http://www.oecd.org/dac/stats/RefugeeCostsMethodologicalNote.pdf (en anglais).</p> <p>Remarque : Seules les dépenses admises par le gouvernement fédéral sont considérées comme une ADO en vertu de la <i>Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle</i> (consultez la section « À propos de ce rapport », au début de ce document).</p> <p>Lisez aussi la définition des « coûts imputés admissibles au titre de l'ADO ».</p>
Défense nationale et Forces armées canadiennes (MDN)	S'entend des contributions admissibles à l'ADO versées au nom de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes, comme la fourniture de matériel de secours humanitaire. Les interventions de type militaire (par exemple les missions bilatérales de maintien de la paix) et les autres activités qui ne sont pas axées sur le développement ne figurent pas dans le présent rapport.
Dépenses	<p>Ce terme désigne l'un des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un montant dépensé (p. ex. paiement de transfert effectué sous forme de subvention ou de contribution); - une souscription ou une avance de capital à une institution financière internationale, sous forme d'émission de billets; - un coût estimatif admissible au titre de l'ADO (p. ex. un coût lié aux réfugiés au Canada).
Développement du commerce international et innovation	Ce secteur d'Affaires mondiales Canada soutient la participation du secteur privé ainsi que la gestion et l'administration de différentes possibilités d'obtention de bourses internationales pour les étudiants canadiens et étrangers.
Direction générale de l'assistance humanitaire internationale	<p>Cette direction générale d'Affaires mondiales Canada a pour mandat de répondre aux demandes de soutien financier émanant des organisations humanitaires multilatérales comme le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, l'UNICEF et d'autres partenaires expérimentés du secteur humanitaire, y compris le Mouvement international de la Croix Rouge et des ONG, sauf en Cisjordanie et à Gaza où le programme-pays fournit également l'aide humanitaire.</p> <p>Veillez consulter le tableau B2 qui contient un sommaire détaillé de l'aide humanitaire internationale du Canada</p>
Encaissement de billets ou base de décaissements (par opposition à l'émission de billets)	Un encaissement de billets est un versement sur un billet émis.
Enjeux mondiaux et Développement	<p>Ce secteur d'Affaires mondiales Canada, auparavant nommé Direction générale des programmes multilatéraux et mondiaux, gère le volet développement des relations entre le Canada et les organisations multilatérales, apporte un soutien financier à ces organisations et les aide à définir leurs politiques et leurs programmes à l'échelle mondiale.</p> <p>Enjeux mondiaux et Développement fournit de l'aide bilatérale et multilatérale. Voir les définitions des termes suivants: « aide bilatérale » et « aide multilatérale ».</p>
Enveloppe de l'aide internationale (EAI)	L'enveloppe de l'aide internationale (EAI) est un regroupement de ressources spécialisées et le principal outil de planification budgétaire du gouvernement du Canada pour appuyer les objectifs fédéraux de l'aide internationale. Il finance la majorité de l'aide internationale du Canada. La plupart des activités financées par l'EAI sont qualifiées d'aide publique au développement (APD) et sont conformes aux exigences de la <i>Loi canadienne sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle</i> . Les activités non éligibles à l'APD financées par l'enveloppe de l'aide internationale comprennent, par exemple, les initiatives de sécurité, de prévention des conflits, de stabilisation ou de consolidation de la paix qui ne répondent pas à l'éligibilité de l'APD en raison de l'éligibilité du pays ou du type d'activité.
Exercice	Le présent rapport est préparé selon l'exercice établi par le gouvernement du Canada. L'exercice commence le 1er avril et prends fin le 31 mars.
Exportation et développement Canada (EDC)	<p>Le gouvernement du Canada déclare comme ADO les crédits qu'il consent, à des conditions avantageuses, par l'intermédiaire d'Exportation et développement Canada (EDC), selon l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i>. Ces crédits, qui répondent aux critères de développement approuvés, ne font toutefois pas partie du budget habituel du programme d'aide (EAI).</p> <p>Depuis l'exercice 2012-2013, EDC rend compte des contributions à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), contributions qui étaient auparavant déclarées par le ministère des Finances Canada.</p> <p>Remarque : Le Rapport statistique 2014-2015 a été préparé en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. Les remboursements des prêts consentis antérieurement en tant qu'ADP ne sont plus déduits des montants totaux. Ces prêts sont présentés dans le tableau A à titre indicatif seulement. Les annexes 1 et 2 présentent la ventilation détaillée des remboursements de prêts d'Affaires mondiales Canada et d'EDC par pays.</p>

F

Fédération canadienne des municipalités (FCM)	Fait état de toute dépense au titre de l'ADO au nom de ses membres, qui comprennent les grandes villes, les petites villes et les collectivités rurales ainsi que 17 grandes associations provinciales et territoriales de municipalités du Canada.
FinDev Canada	Une Institution de financement du développement qui offre des solutions financières aux entreprises dans les pays en développement, ayant le potentiel de développer les marchés locaux, d'autonomiser les femmes et d'atténuer les changements climatiques.
Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL)	Le FCIL est un programme de contributions géré par les missions canadiennes à l'étranger, qui est utilisé pour faire avancer les intérêts et les priorités du pays de manière ciblée et souple. Il occupe une niche unique : il est distinct tout en étant complémentaire aux autres programmes d'Affaires mondiales Canada (p. ex., développement, sécurité, démocratie, interventions en cas de crise humanitaire). Le FCIL finance de petits projets élaborés localement, pouvant se chiffrer jusqu'à 50 000 \$ mais d'en moyenne 25 000 \$.
Frais d'administration (voir également coûts d'exploitation et de gestion)	En 1979, les membres du CAD de l'OCDE ont convenu d'inclure dans les sommes de l'ADO les frais d'administration liés à la mise en œuvre du programme d'aide. Les données relatives aux frais d'administration servent à améliorer la comparabilité des sommes totales de l'ADO des pays donateurs. Dans le présent rapport, le terme « frais d'administration » représente les fonds fournis par un ministère à un agent d'exécution rattaché pour couvrir une partie des coûts d'exploitation et de gestion de ce dernier. Lisez également la définition « coûts d'exploitation et de gestion ».

G

Gendarmerie royale du Canada (GRC)	Décaissements d'ADO versés par la GRC pour des projets bilatéraux axés sur la consolidation de la paix après un conflit, ainsi que sur la gestion et la réforme des systèmes de sécurité.
Gouvernements provinciaux	S'étend des programmes d'aide internationale mis en œuvre par le Québec, le Manitoba et l'Alberta. Par exemple, le gouvernement du Québec fournit un soutien institutionnel à long terme à certaines institutions multilatérales comme l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et entreprend des projets bilatéraux dans un certain nombre de pays. La <i>Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement officielle</i> ne s'applique pas à ces programmes.

I

Institution financière internationale (IFI)	Les institutions financières internationales (IFI) sont des institutions financières établies (ou reconnues au moyen d'une charte) par plus d'un pays, et qui sont par conséquent assujetties aux lois internationales. Les gouvernements nationaux en sont généralement les propriétaires ou les actionnaires, bien que d'autres institutions internationales et d'autres organisations en soient à l'occasion des actionnaires. Les IFI les plus influentes sont des créations de multiples pays, mais il existe des institutions financières bilatérales (créées par deux pays) qui sont techniquement des IFI. Nombre d'entre elles sont des banques multilatérales de développement. Parmi les IFI les plus connues, mentionnons la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et les banques régionales de développement.
--	--

M

Mécanisme	Dans le contexte de ce rapport et des statistiques sur le développement international, le terme « mécanisme » est utilisé pour faire la distinction entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale (voir les définitions des termes « aide bilatérale » et « aide multilatérale »).
Mobilisation de fonds privés	La mobilisation de fonds privés s'entend de la participation du secteur privé dans des projets de développement durable. La présence d'acteurs publics comme le Canada peut attirer des investissements privés dans des pays en développement, car elle réduit les risques et favorise un environnement propice. L'engagement financier du secteur privé dans des projets particulier est "mobilisé" du fait que la participation du Canada rend le projet financièrement viable.
Ministère des Finances Canada	<p>Apports d'ADO déclarés par le ministère des Finances Canada, chargé de fournir une grande partie de l'ADO du Canada, y compris l'allègement de la dette d'aide officielle, laquelle consiste en une réorganisation visant à alléger le fardeau de la dette dans les pays partenaires. Ce ministère joue également un rôle directeur dans la relation du Canada avec le Groupe de la Banque mondiale. Le ministère des Finances Canada fait état au Parlement, dans son Budget principal des dépenses, du financement accordé à l'Association internationale de développement de la Banque mondiale et au Fonds monétaire international.</p> <p>Remarque : Le ministère des Finances Canada ne fait plus état des contributions versées au titre de l'initiative d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ). Ces contributions sont maintenant déclarées par Exportation et développement Canada.</p>

O

Objectifs de développement durable	<p>En septembre 2015, les 192 États membres des Nations Unies et le Canada ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce cadre d'action international sur 15 ans s'articule autour d'un ensemble ambitieux de 17 objectifs de développement durable (ODD), de 169 cibles et de plus de 230 indicateurs. Le Programme 2030 vise à créer un monde sûr, exempt de pauvreté et de famines, qui connaîtra le plein emploi et des emplois productifs, l'accès à un enseignement de qualité et à une couverture sanitaire universelle, la réalisation de l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir de toutes les femmes et de toutes les filles, ainsi que la fin de la dégradation de l'environnement.</p> <p>Le Programme à l'horizon 2030 est un cadre mondial de mesures pour les personnes, la planète, la prospérité, la paix et le partenariat. Il tient compte des dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable, ainsi que des facteurs liés à la paix, à la gouvernance et à la justice. Il a un caractère universel par nature, de sorte que les pays en développement le mettront en œuvre au même titre que les pays développés. En outre, le Programme comprend le principe fondamental selon lequel personne ne sera laissé de côté dans l'atteinte des objectifs pour le développement durable.</p> <p>Les projets d'aide internationale du Canada peuvent appuyer plusieurs objectifs en même temps.</p>
Organisations multilatérales	<p>Selon le CAD de l'OCDE, les organisations multilatérales sont des institutions internationales qui ont pour membres des gouvernements dont la totalité ou une grande partie des activités ont trait au développement et qui aident les pays bénéficiaires. Parmi ces organisations, on compte les banques multilatérales de développement (p. ex. la Banque mondiale et les banques régionales de développement), les organismes des Nations Unies, les partenariats publics-privés (PPP) internationaux et les regroupements régionaux (p. ex. certains organismes arabes et de l'Union européenne).</p> <p>Affaires mondiales Canada, Santé Canada, l'Agence de la santé publique du Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Innovation, Sciences et Développement économique Canada et la Société canadienne des postes versent des contributions aux budgets ordinaires de certaines organisations multilatérales (aussi appelées « soutien institutionnel à long terme » ou « financement de base »). Ces contributions peuvent être considérées comme de l'ADO, en tout ou en partie. La valeur en pourcentage pour chaque organisme est fournie par le CAD de l'OCDE. Consultez le tableau C2.</p>

P

Partenariats pour l'innovation dans le développement	Ce secteur d'Affaires mondiales Canada offre des possibilités aux Canadiens de participer au développement international et il contribue à des initiatives conçues et mises en œuvre principalement par des organisations de la société civile, le secteur privé, des collèges, des universités, des établissements de recherche, des conseils provinciaux et régionaux et des fondations du Canada. Le secteur facilite la transmission de connaissances dans tout le Ministère, avec des partenaires internationaux et de la société civile pour faire progresser des approches novatrices au service du développement international.
Politique stratégique et Sommets	Ce secteur d'Affaires mondiales Canada, appelé auparavant Direction générale des politiques stratégiques et du rendement, est responsable des dépenses d'aide admissibles au titre de l'ADO engagées par Affaires mondiales Canada pour représenter le Canada dans les tribunes internationales sur le développement et pour garantir que les politiques canadiennes sur le développement tiennent compte des engagements du pays à l'échelle internationale.
Prévention des catastrophes et planification préalable	Ensemble précis d'activités d'assistance humanitaire destiné à réduire les risques liés aux catastrophes (p. ex. le perfectionnement des connaissances, la cartographie des risques naturels, les normes juridiques de construction), et comprenant les systèmes d'alerte précoce ainsi que les stocks et la planification d'urgence, y compris la préparation à un déplacement forcé.
Programme-pays (par opposition à programme régional)	Les programmes-pays sont présentés aux tableaux D1 et D2 et englobent un large éventail d'activités. Ils comprennent les programmes mis en œuvre directement par des organisations gouvernementales, y compris le soutien budgétaire direct. Les fonds sont également gérés par l'entremise d'un agent d'exécution, d'organisations ou d'institutions non gouvernementales locales ou internationales, selon le mécanisme d'exécution du programme et les conditions et ententes particulières conclues avec le pays bénéficiaire.
Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité	Améliore la capacité des États bénéficiaires de prévenir et de contrer les menaces posées par la criminalité transnationale organisée à l'échelle de l'hémisphère, pour promouvoir tout l'éventail des intérêts canadiens dans les Amériques. Ce programme administre l'enveloppe pour la lutte contre le trafic de migrants afin de contrer spécifiquement la menace internationale que constituent, pour le Canada, les activités visant à favoriser les migrations clandestines à l'étranger.
Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes (PARCA)	Améliore la capacité des États bénéficiaires de prévenir et de contrer les menaces posées par les activités terroristes au moyen de la formation et, de la fourniture de matériel et d'une aide technique et juridique.

Programme de coopération pour l'investissement	Ce programme a pour objet de soutenir la présence responsable et favorable au développement du secteur privé dans les pays en développement afin d'y encourager une croissance économique soutenue et un recul de la pauvreté.
Programme de partenariat mondial	Il s'agit du principal mécanisme par lequel le Canada aide aux efforts internationaux par des projets concrets visant à prévenir la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes ainsi que leur utilisation éventuelle par des terroristes.
Programme des bourses internationales	Ce programme permet d'attirer des étudiants et des chercheurs internationaux au Canada en offrant des bourses aux étudiants canadiens et étrangers et en faisant la promotion des bourses financées par le gouvernement.
Programmes géographiques	La plus grande partie de l'aide bilatérale d'Affaires mondiales Canada est allouée par les programmes visant un pays donné (voir la définition de « programme-pays ») ou dans le cadre de programmes régionaux (voir la définition de « programme régional »).
Programme pour la paix et la sécurité mondiales	Ce programme répond aux demandes d'aide que reçoit de plus en plus souvent le Canada à l'occasion de crises complexes, qu'il s'agisse de conflits ou de catastrophes naturelles, et coordonne l'application de politiques et de programmes pangouvernementaux dans des États fragiles et touchés par des conflits. Le programme prévoit également l'élaboration de stratégies, des opérations, des activités de coordination et des activités de programmes visant à permettre la mise en œuvre de projets agiles, opportuns et réactifs capables de faire progresser les priorités gouvernementales dans les secteurs importants de la paix et de la sécurité.
Programme régional	S'étend de tout programme régional géré par le Secteur des programmes géographiques d'Affaires mondiales Canada (voir la définition), qui porte sur les enjeux régionaux auxquels chaque pays est confronté. Dans les tableaux D1 et D2, les programmes régionaux sont présentés indépendamment des programmes-pays. Lisez la définition de « programme-pays ».
Quotes-parts	Les quotes-parts ou contributions obligatoires sont des paiements effectués par le gouvernement fédéral découlant de l'adhésion du Canada à une organisation internationale. Afin de maintenir son statut de membre en règle, le Canada doit déboursier sa part des coûts totaux de fonctionnement.
Remboursement de prêts	Dans le présent rapport, le remboursement de prêts s'entend du remboursement au gouvernement du Canada, par des pays en développement, de prêts pour le développement, que les prêts aient été consentis par Affaires mondiales Canada ou un autre ministère. Les annexes 1 et 2 présentent la ventilation détaillée des prêts par pays et par organisation. Prêts bilatéraux – Désignent les remboursements des prêts consentis par Affaires mondiales Canada aux pays en développement avant 1986. Prêts multilatéraux – Désignent les remboursements des prêts consentis par Affaires mondiales Canada à la Société andine de développement, à la Banque africaine de développement et à la Banque interaméricaine de développement.
Santé Canada	Nom faisant référence aux dépenses d'aide engagées par le ministère de la Santé du Canada pour appuyer l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Par l'entremise de l'OPS, le Canada facilite les relations multilatérales et bilatérales en santé, apporte une coopération technique et contribue au renforcement des capacités (voir le tableau A).
Sécurité internationale et intervention en cas de crise	Ce secteur est responsable de la coordination des objectifs de paix et de sécurité du Canada au sein d'Affaires mondiales Canada.
Services obtenus sans frais d'autres ministères	Coûts engagés par d'autres ministères pour les services d'hébergement, les services juridiques et les services d'émission de chèques fournis à Affaires mondiales Canada. Lisez la définition de « coûts imputés admissibles au titre de l'ADO ».

Q

R

S

Services rendus à l'étranger	Désigne les services communs offerts au personnel d'Affaires mondiales Canada, au personnel canadien et aux employés recrutés sur place, dans les missions diplomatiques et consulaires à l'étranger. Ces fonds facilitent la présence d'agents de développement sur le terrain et soutiennent la mise en œuvre de projets d'aide internationale.
Société civile (par opposition aux institutions gouvernementales ou aux établissements du secteur privé)	Dans ce rapport, l'expression « société civile » englobe les entités suivantes : - les organisations canadiennes sans but lucratif ayant une personnalité juridique au Canada, dont les ONG, les ONG internationales, les organismes de coopération volontaire, les coopératives, les syndicats et les fédérations, les organismes religieux, les associations professionnelles, ainsi que les instituts de recherche en éducation et en politiques; - les institutions régionales, nationales et locales et les organismes sans but lucratif de pays et de territoires en développement ayant une personnalité juridique; - les organisations internationales sans but lucratif ayant une personnalité juridique dans le pays où se trouve leur siège social. Pour être qualifiée d'internationale, une organisation doit compter des membres et une direction issus de divers pays, et ses instances dirigeantes doivent être élues régulièrement à l'échelle internationale. Consultez le tableau C1.
Soutien budgétaire général	Secteur précis défini par le CAD de l'OCDE qui comprend les contributions au budget du gouvernement non affectées à des fins particulières, l'appui à la mise en œuvre de réformes macroéconomiques (programmes d'ajustement structurel, stratégies de réduction de la pauvreté) et l'appui aux programmes généraux (lesquels ne peuvent être ventilés par secteur).
Soutien institutionnel à long terme	Le soutien institutionnel à long terme, aussi appelé financement de base, est le modèle d'exécution qui permet au gouvernement du Canada de fournir un soutien financier aux entités (organismes, institutions ou pays bénéficiaires) dont les activités donnent des résultats de développement qui reflètent ses buts et objectifs. Dans le Rapport statistique sur l'aide internationale, conformément aux normes internationales, le soutien institutionnel à long terme accordé aux organisations multilatérales est comptabilisé à titre d'aide multilatérale, alors que le soutien institutionnel à long terme accordé aux ONG est considéré comme une aide bilatérale. En outre, le soutien institutionnel à long terme accordé aux organisations multilatérales comprend la partie des quotes-parts versée au titre de l'ADO. Voir la définition de « quotes-parts ».
Total du soutien officiel au développement durable (TOSSD)	Le soutien public total au développement durable (TOSSD) est un nouveau cadre statistique international pour le suivi des ressources officielles et des financements privés mobilisés par les interventions officielles en faveur du développement durable. Il englobe tous les flux de ressources bénéficiant d'un appui officiel qui visent à promouvoir le développement durable dans les pays en développement ainsi qu'à soutenir les catalyseurs du développement et à relever les défis mondiaux à l'échelle régionale ou internationale. À ce titre, le TOSSD comprend la quasi-totalité de l'ADO déclarée et inclut les ressources privées mobilisées par le secteur public (p. ex., par l'entremise de partenariats publics-privés).

T